



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries février 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 1er février

Politique.

1- France.

1.1- Quelle mansuétude !

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a annoncé lundi soir qu'il n'y aurait pas de fermeture de compagnies de CRS en France, un projet qui suscitait la grogne dans la police. (Reuters 31.01)

Il y a 12.000 CRS en France. Franchement, quelle idée saugrenue de vouloir fermer des casernes de CRS au moment même où les peuples se soulèvent en Tunisie et en Egypte ! On ne sait jamais...

1.2- A bas les institutions de la Ve République et le capitalisme, ils le disent !

Selon le Baromètre de la confiance politique publié lundi par le Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences-Po, au total, 83% des Français considèrent que les responsables politiques se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme eux - c'est deux points de plus qu'en décembre 2009.

Ils sont 39% à déclarer que la politique leur inspire avant tout de la "méfiance" et 23% du "dégoût".

Une défiance qui n'est pas synonyme d'indifférence puisque 58% des Français déclarent s'intéresser beaucoup ou assez à la politique, un pourcentage en hausse de trois points en un an.

A 15 mois de l'élection présidentielle, 57% des Français considèrent que la démocratie ne fonctionne pas très bien ou pas bien du tout en France. C'est neuf points de plus que lors de la précédente enquête, en décembre 2009.

La majeure partie des sondés (56%) déclare n'avoir confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays (-2 points). Avec 22% de confiance dans ses capacités à gouverner, un score en hausse de sept points, la gauche passe de justesse devant la droite, qui cède un point à 21%.

L'enquête montre aussi une nette baisse de confiance des Français envers la plupart de leurs élus ou responsables gouvernementaux: elle chute de 13 points pour le maire à 52%, de neuf points pour le député à 38% et de trois points pour

le président de la République actuel à 28%.

Seule exception: le Premier ministre actuel, dont le niveau de confiance reste stable à 38%.

L'enquête du Cevipof met aussi en évidence une défiance accrue envers les banques avec 20% de confiance seulement, un score en baisse de neuf points, ce qui les rapproche des partis politiques, en lesquels seuls 13% des personnes interrogées disent avoir confiance (-4 points).

Enfin, alors que la France préside cette année le G20 et le G8, 47% d'entre eux (+7 points) disent souhaiter une réforme "*en profondeur*" du système capitaliste. (Reuters 31.01)

Les travailleurs ne sont pas "*indifférents*" à la politique, par contre ils expriment de la "*méfiance*" ou du "*dégoût*" envers les partis politiques, soyons positif et disons que c'est une réaction salutaire, et encore ils ne s'aperçoivent pas toujours du double langage des uns et des autres ou ils ne sont pas aussi attentifs que nous le sommes à toutes les manifestations de collaboration de classes, ils en auraient la nausée !

Ils disent aussi que ni la "gauche" et ni la "droite" ne sont légitimes pour gouverner, et en rejetant à 83% les responsables politiques, on peut ajouter qu'ils rejettent tous les partis institutionnels ou qui ont déjà gouverné, partis qui comme en Tunisie se confondent avec les institutions antidémocratiques qu'il faut abattre.

Quand 80% de la population n'a pas confiance dans les banques, on se dit qu'un certain nombre d'entre eux doivent être réceptifs ou peuvent adhérer au mot d'ordre de leur expropriation, à moins qu'il faille atteindre 100% pour avancer résolument ce mot d'ordre !

47% souhaitent une réforme "*en profondeur*" du système capitaliste, encore une fois c'est plus qu'il n'en faut pour construire le parti, non c'est trop, si on n'y arrive pas on va passer pour des nuls, à juste raison sans doute.

87% des personnes interrogées rejettent les partis politiques, si je militais dans un parti j'en ferais un tract dans lequel j'expliquerais pourquoi ils ont raison et pourquoi nous devons construire un nouveau parti, mais pour nos dirigeants qui sont des esthètes, c'est trop élémentaire, trop simple, trop à la portée des travailleurs...

Après on voudrait nous faire croire que les conditions ne seraient pas favorables à la construction du parti, qui peut encore croire ce genre de balivernes ? Dites plutôt que vous en êtes incapables, que vous ne le voulez pas, ce sera plus honnête.

1.3- Les "*révélations*" de Barbie et la colère de l'hystérique du Palais.

Carla Bruni-Sarkozy raconte au quotidien qu'en Italie, elle était «*bobo*» et de «*gauche*», mais en France, c'est l'inverse: «*Je n'ai jamais voté pour la gauche en France et ce n'est pas maintenant que je vais m'y mettre*». Et d'avouer franchement: «*Je ne me sens plus vraiment de gauche*». (20minutes.fr 31.01)

Le Président n'a pas du tout apprécié la fantaisie du fils de Guy Bedos, qui faisait de lui un "*VRP cocaïné*".

"*Cocaïné ? On aura vraiment tout entendu*", a lâché, énervé, Nicolas Sarkozy en privé, indique *Le Parisien* dans un écho publié dimanche. Le chef de l'Etat n'envisagerait toutefois pas une action judiciaire, précise le quotidien. (Lepost.fr 31.01)

2- Tunisie.

-A Tunis, des groupes de manifestants ont été dispersés par des unités anti-émeutes qui ont eu recours aux gaz lacrymogènes. Les manifestants réclamaient le départ des cadres du ministère de l'Intérieur qui ont servi sous Ben Ali et sont encore en fonction, voire du nouveau ministre Farhat Rajhi.

- Un climat de "*grande insécurité*" règne depuis lundi après-midi dans la région de Kasserine, dans le centre-ouest tunisien, à la suite d'actes de violence perpétrés par un "groupe de saboteurs" contre des établissements publics, a rapporté l'agence officielle tunisienne TAP.

Les actes de destruction ont notamment ciblé le siège de la sous-préfecture de Kasserine-Nord, la maison de jeunes, les locaux de l'institut supérieur des études technologiques et l'office de l'élevage du cheptel.

Un syndicaliste a déclaré à l'Associated Press que des membres de comités de quartiers mobilisés pour assurer leur propre protection ont arrêté deux de ces "saboteurs" qui ont avoué avoir été payés par des membres du RCD, le Rassemblement constitutionnel démocratique, l'ex-parti au pouvoir, "pour provoquer le désordre et le chaos".

Selon Chokri Hayouni, *"ces gens du RCD craignent d'avoir des comptes à rendre pour leurs pratiques illicites sous l'ancien régime"*. Il s'est étonné *"du vide laissé par la sécurité et de la passivité des quelques soldats présents devant les actes de pillage et de destruction des assaillants"*.

"C'est un complot ourdi contre la région de Kasserine qui a payé un lourd tribut lors du soulèvement populaire avec au moins 27 morts et un grand nombre de blessés", a-t-il ajouté. (AP 31.01)

- Le gouverneur de la BCT a dit à Davos : *"Il est clair que la situation est normale. Les Tunisiens ont repris leur activités. Les marchés ont ré-ouverts et les services sont assurés"* affirmant que la poursuite des manifestations *"est une chose positive dans le cadre d'un régime démocratique"*. (<http://www.infotunisie.com> 30.01)

3- Egypte.

3.1- Une coalition de mouvements d'opposition a appelé à une marche d'un million de manifestants dans les rues du Caire mardi afin d'obtenir d'ici vendredi le départ de Hosni Moubarak. (AP 31.01)

L'armée égyptienne a promis lundi soir de ne pas ouvrir le feu sur les manifestants, qui se sont encore rassemblés par milliers pour réclamer le départ d'Hosni Moubarak, et a jugé leurs revendications légitimes.

Dans la foulée, le vice-président Omar Souleimane, issu des rangs de l'armée, a annoncé l'ouverture de consultations avec l'ensemble des partis politiques, conformément au souhait exprimé par l'Union européenne et les Etats-Unis.

"Le président a demandé aujourd'hui d'établir des contacts immédiats avec les forces politiques pour entamer un dialogue sur tous les problèmes soulevés qui implique également des réformes constitutionnelles et législatives de façon à déboucher sur des projets d'amendements clairs et sur un calendrier précis en vue de leur mise en oeuvre", a-t-il expliqué lors d'une allocution télévisée.

Dans un communiqué diffusé un peu plus tôt, l'armée, pilier du long règne de Moubarak, précise qu'elle est présente dans les rues pour le bien et la sécurité des Egyptiens. *"Les forces armées n'auront par recours à la force contre notre grand peuple"*, promet l'état-major.

"Vos forces armées, qui ont conscience de la légitimité de vos demandes et sont prêtes à assumer leur responsabilité de protection de la nation et des citoyens, affirment que la liberté d'expression par des moyens pacifiques est garantie à tous", poursuivent les militaires.

Hosni Moubarak, confronté à un mouvement qui ne cesse de prendre de l'ampleur, a poursuivi lundi le remaniement de son gouvernement pour tenter, sans succès, d'apaiser la colère de la rue égyptienne qui réclame son départ.

Un appel à la grève générale a été lancé ce lundi et ses opposants ont annoncé une *"marche d'un million"* de personnes mardi pour pousser vers la sortie le chef de l'Etat au pouvoir depuis près de trente ans.

"Ce que nous voulons est clair: nous voulons que Moubarak et sa clique dégagent. Nous n'accepterons rien d'autre", lançait un manifestant, Omar el Demerdach, chercheur de 24 ans.

Environ 140 personnes sont mortes dans les affrontements avec les forces de sécurité.

Lundi matin près de 100 000 personnes étaient rassemblées sur la place Tahrir. (Lexpress.fr 31.01)

Hosni Moubarak a tenté plusieurs fois de désamorcer la crise en annonçant des réformes économiques et en remaniant sa garde rapprochée, sans convaincre.

Le nouveau cabinet comprend trois anciens officiers supérieurs, dont le Premier ministre et ancien commandant de l'armée de l'air Ahmed Chafik, nommé samedi en même temps que le chef des renseignements Omar Souleimane était désigné au poste de vice-président, que le raïs avait laissé vacant depuis son accession au pouvoir, en octobre 1981.

Les autorités ont annoncé en outre lundi la promotion du ministre de la Défense, Mohamed Hussein Tantaoui, qui récupère en outre un poste de vice-Premier ministre. Le ministre de l'Intérieur Habid el Adli, détesté par de nombreux Egyptiens en raison de la répression exercée par la police, a été limogé et remplacé par le général Mahmoud Wagdi, ancien chef des services de police judiciaire du Caire et de l'administration pénitentiaire.

Zaineb el Assam, expert du Proche-Orient au sein du cabinet londonien Exclusive Analysis, estime que ce remaniement est trop

limité et arrive trop tard. "Je pense que Moubarak sera parti bien avant 30 jours", dit-il. "Certaines personnalités de ce gouvernement sont profondément impopulaires. Le général Wagdi par exemple. Cela va encore renforcer les manifestations. L'armée va considérer Moubarak comme un boulet." (Reuters 31.01)

3.2- L'agence de notation Moody's a annoncé lundi avoir abaissé la note souveraine de l'Egypte, qui passe de Ba1 à Ba2, en raison des troubles dans le pays. Les perspectives, autrefois jugées stables par l'agence, sont désormais considérées comme négatives.

L'agence de notation Fitch a également émis la semaine dernière des perspectives défavorables, plaçant l'Egypte en surveillance négative. (AP 31.01)

3.3- Israël a fait parvenir un message confidentiel aux Etats-Unis et à des pays européens leur demandant de soutenir la stabilité du régime égyptien d'Hosni Moubarak en butte à une vague de contestation, a indiqué lundi le quotidien *Haaretz*. Dans ce message, les responsables israéliens soulignent qu'il est de "l'intérêt de l'occident" et de "l'ensemble du Moyen Orient de maintenir la stabilité du régime en Egypte", a ajouté journal.

"Il faut en conséquence freiner les critiques publiques à l'encontre du président Hosni Moubarak", a souligné ce message envoyé à la fin de la semaine, selon le journal. (Lexpress.fr 31.01)

Social.

Nous leur servons de cobayes.

L'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) a publié lundi une liste de 77 médicaments faisant l'objet d'un suivi renforcé de la part des autorités sanitaires françaises.

Cette liste représente une "garantie" pour le patient, qui ne doit pas pour autant cesser de prendre les médicaments surveillés, a souligné Didier Houssin, directeur général de la Santé. "Les patients ne doivent pas arrêter leur traitement ou modifier la dose sans consulter leur médecin", a-t-il ajouté. (Reuters 31.01)

Et ce scélérat ose parler de "garantie !

Je ne sais pas comment faire d'ici pour contacter un bon avocat, j'ai une affaire en or à lui confier, le cas de mon épouse Magueswary, pas contre un trust pharmaceutique mais contre la clinique qui l'a opérée, j'ai récupéré son dossier médicale, 5 kilos ! Ils ont commis au moins une erreur médicale qui s'était traduite par une hémorragie à partir du coeur, une couture interne qui avait lâché, mal faite ou bâclée je n'en sais rien, une hémorragie au cerveau peut-être dû à un mauvais dosage d'un médicament ou une mauvaise synchronisation au moment du débranchement ou du rebranchement du coeur, à moins que cela provienne de la première hémorragie. Depuis elle fait de l'asthme alors qu'elle n'a jamais été asmathique, elle a du cholestérole, alors qu'elle était maigre comme un clou et ne mangeait pratiquement pas de viande et peu de graisse, je sais que le corps en fabrique, mais elle n'en avait pas avant son opération et elle n'a pas changé ses habitudes alimentaires. Ils lui filent un tas de médicaments à prendre tous les jours dont une bonne partie n'est pas nécessaire à mon avis.

Economie.

1- Italie.

Selon le rapport annuel de la police italienne, dévoilé lundi 31 janvier, l'intensification de la lutte contre l'évasion fiscale a permis de découvrir que près de 50 milliards d'euros avaient été cachés au fisc en 2010, un montant en hausse de 46 % par rapport à 2009.

Sur ce montant, 20,263 milliards d'euros (+ 47 %) appartenant à 8 850 personnes n'avaient pas été déclarés, alors que ces personnes avaient une activité professionnelle. Par ailleurs, 10,533 milliards d'euros ont été découverts dans le cadre d'enquêtes portant sur des cas d'évasion fiscale à l'étranger, un montant en hausse de plus de 80 %.

L'amnistie fiscale a entraîné la régularisation de 104,5 milliards d'euros et a permis à l'Etat d'encaisser 5,6 milliards de recettes.

Concernant la lutte contre la contrefaçon, plus de 110 millions de produits contrefaits ou dangereux ont été saisis l'an dernier. Enfin, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, la police financière a mis sous séquestre 3 milliards d'euros de biens appartenant à la mafia en 2010, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2009, tandis que 20,5 tonnes de drogue ont été saisies (+ 61 %). (Lemonde.fr 31.01)

2- Etats-Unis.

Exxon Mobil a fait état lundi d'un bénéfice en hausse de 53% au quatrième trimestre, soit 9,25 milliards de dollars.

Les cours du brut ont augmenté de 12% sur un an, à quelque 85 dollars le baril en moyenne au quatrième trimestre.

"Une grande part de cette performance semble venir d'une imposition effective plus faible", ajoute Phil Weiss, analyste chez Argus Research. Il attendait un taux d'imposition de 46%, qui a été en réalité de 38% environ.

La production en équivalent pétrole a progressé de 19% par rapport à l'année dernière, portée par les activités de gaz naturel liquéfié au Qatar, a souligné Exxon.

Les bénéfices de ses activités d'exploration et de production ont progressé de 29% sur un an, à 7,48 milliards de dollars et ceux des produits chimiques ont crû de 49%, à 1,07 milliard de dollars.

Les recettes tirées de sa branche raffinage ont grimpé en flèche, passant à 1,15 milliard de dollars contre 189 millions un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires a quant à lui bondi à 105,2 milliards de dollars contre 89,8 milliards de dollars. (Reuters 31.01)

3- Zone euro

Selon une première estimation publiée lundi par Eurostat, l'inflation ressort à 2,4% sur un an dans les 17 pays de la zone, son plus haut niveau depuis octobre 2008. (Reuters 31.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 février

Je vous conseille la lecture de la déclaration du groupe Bolchevik sur le développement de la situation révolutionnaire en Tunisie. J'y adhère totalement, c'est un document de 10 pages qui permet de comprendre à la fois la situation en Tunisie et les positions des uns et des autres en Tunisie et en France notamment, le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale depuis l'explosion de la dernière crise du capitalisme en 2007-2008.

Si je peux me permettre : bravo camarades pour cet excellent travail qui exprime la continuité du marxisme-révolutionnaire. Si vous êtes capables de mesurer la somme de travail et le temps considérables qu'il leur a fallu pour rédiger ce document, vous avez le droit de remercier ces camarades et de leur exprimer votre soutien, ce n'est pas interdit, c'est en tout cas ce que je fais ici à titre personnel. A lire absolument et à diffuser largement. Voilà qui nous met de bonne humeur de bon matin, car on en avait plus que marre des articles ou des déclarations misérables du POI, du NPA et de LO.

Du coup je n'écrirai pas d'article sur la révolution prolétarienne en Tunisie, je me contenterai modestement d'intervenir au coup par coup sur l'actualité.

A propos de l'assemblée constituante dont certains se gargarisent, j'ai noté ce passage dans ce document du groupe Bolchevik :

"Une assemblée constituante est une revendication démocratique qu'un parti ouvrier peut tactiquement opposer à un gouvernement du type RCD-Ettajdid-PPD, à condition qu'il préserve son indépendance des partis de la petite et de la grande propriété, à condition que le parti ouvrier refuse tout soutien à tout gouvernement provisoire, à condition qu'il ne cache pas que sa perspective est la dictature du prolétariat et la révolution socialiste mondiale."

J'ajoute pour la discussion, tout dépend d'où elle émane et du rôle qu'on compte lui faire jouer, de son contenu véritable, car en tout état de cause, il s'agit de rompre avec le modèle bonapartiste qui s'accompagne de l'élection d'un Président de la république, un président qui est finalement une survivance de la monarchie, de l'Ancien régime.

On ne peut concevoir une assemblée constituante vraiment souveraine qu'à partir du moment où elle s'inscrit sur les décombres des institutions qui existaient avant la révolution et à condition qu'elle soit issue du processus révolutionnaire ou en exprime la continuité pour avancer vers le socialisme. On peut concevoir aussi que l'assemblée constituante existe dans une situation de double pouvoir au côté des institutions politique du capital, dans ce cas-là, elle devra se fixer comme tâche et objectif de mobiliser l'ensemble de la classe et des masses pour les liquider. L'issue de ce combat déterminera l'issue de la révolution socialiste elle-même.

Politique.

1-France.

1.1- Michèle Alliot-Marie

Le Canard enchaîné affirme, dans son édition du mercredi 2 février, que la ministre des affaires étrangères, accompagnée de son compagnon Patrick Ollier, ministre des relations avec le Parlement, et de ses parents, a profité à titre gracieux d'un jet privé appartenant à Aziz Miled, homme d'affaires proche du clan Ben Ali-Trabelsi, et Belhassen Trabelsi, beau-frère du président déchu Ben Ali.

Toujours selon l'hebdomadaire, la ministre affirme avoir "*payé ses vacances*", mais n'est pas en mesure de préciser à quel nom a été établie la note de l'hôtel de M. Miled. Et admet avoir profité de l'avion privé de ce dernier à titre gracieux. (Lemonde.fr 01.02)

1.2- Le gouvernement complice du dictateur Ben Ali.

Le gouvernement français avait bien donné le 12 janvier son accord pour des livraisons de grenades lacrymogènes à la Tunisie, alors que la répression de manifestations contre le régime de Zine ben Ali durait depuis presque un mois.

Le Premier ministre François Fillon le reconnaît dans un courrier envoyé au président du groupe socialiste à l'Assemblée Jean-Marc Ayrault, dont Reuters a obtenue une copie, où il précise que ces matériels n'ont finalement pas été livrés.

Ce n'est que le 18 janvier, quatre jours après le départ de Zine ben Ali, que la ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie a définitivement suspendu les autorisations officielles de livraison de grenades à la Tunisie. (Reuters 01.02)

2-Territoires palestiniens. Le Hamas et l'Autorité palestinienne soutiennent Moubarak le puissant allié de l'Etat sioniste.

2.1- La police du Hamas a empêché un petit groupe de Palestiniens à Gaza de tenir une manifestation de soutien au mouvement de protestation égyptien, a-t-on appris mardi.

En Cisjordanie, l'Autorité palestinienne a également réprimé une manifestation de soutien aux manifestants égyptiens cette semaine. (AP 01.02)

2.2- L'Autorité palestinienne a annoncé mardi son intention d'organiser "dès que possible" des élections municipales en Cisjordanie.

L'Autorité palestinienne n'a pas organisé d'élections depuis 2006, le président et les membres du Parlement étant restés en fonctions après l'expiration normale de leurs mandats.

Le mandat présidentiel de quatre ans d'Abbas est arrivé à expiration en 2009, mais a depuis été prolongé indéfiniment. Celui du parlement a expiré en 2010, mais il est toujours en place. (AP 01.02)

3-Jordanie. Replâtrage en urgence.

Le roi Abdallah de Jordanie a nommé mardi Marouf Bakhit, son ancien conseiller militaire, au poste de Premier ministre en remplacement de Samir Rifaï, dont des manifestants réclamaient ces derniers jours la démission, a annoncé un responsable des autorités jordaniennes.

La Jordanie, aux prises avec l'une des pires récessions économiques de son histoire, traverse une période de tensions politiques.

Face à la flambée des prix des denrées de base, Samir Rifaï avait annoncé il y a deux semaines des hausses de salaires dans la fonction publique et l'armée sans calmer la colère de la population.

"*Je n'y verrais pas un signe de libéralisation. Lors de son précédent passage à la tête du gouvernement, il parlait beaucoup de réformes mais les actes concrets ont été peu nombreux*", selon Rosemary Hollis, spécialiste du Moyen-Orient à la City University de Londres.

A l'inverse, Adnan Abou Odeh, ancien grand chambellan, estime que le nouveau Premier ministre sera sans doute à même de "*mieux lire la situation que naguère*".

"C'est un développement majeur qui contribuera à stopper les manifestations. Au lieu de réclamer un changement de gouvernement, ils appelleront le nouveau gouvernement à entreprendre des réformes, sur la représentativité du parlement un partage du pouvoir ou encore l'économie", dit-il.

Adnan Abou Odeh note que la Jordanie est confrontée "au même virus qui a touché la Tunisie, l'Egypte et touche tous les Etats arabes. La différence entre les pays tient (à leur degré) d'immunité (contre ce virus)". (Reuters 01.02)

Social.

France.

1- Hausse des prix

1.1- Les péages des autoroutes doivent augmenter en moyenne de 2,24% au 1er février, selon les calculs de l'Association professionnelle des autoroutes et ouvrages routiers (AFSA).

1.2- Côté rail, la SNCF a annoncé pour le 8 février une hausse moyenne de 2,85% des tarifs de ses trains à réservation (TGV, Téo et Lunéa) en seconde classe, plein tarif. Quant aux premières classes, elles augmenteront de 3,2% en moyenne. (20minutes.fr 01.02)

2- Gouvernement du CAC 40. Faisons payer les plus pauvres, ce sont les plus nombreux !

Le secrétaire général de l'UMP estime dans un entretien publié mardi par *Le Parisien* que le vrai sujet en matière fiscale, ce sont les charges sociales, et non les impôts.

"Il faudrait donc baisser les cotisations sociales, qui ne sont payées que par quelques-uns, et faire un transfert sur la TVA, qui est elle payée par tout le monde", dit-il.

"Un point supplémentaire de TVA, ça se voit à peine", ajoute-t-il. "Il y aura certes une augmentation mais tout le monde sera gagnant au final."

François Fillon a exclu mardi toute augmentation de la TVA. (20minutes.fr 01.02)

X. Bertrand a notamment dit "ne pas bien comprendre" les raisons pour lesquelles il relançait ce débat "un mois et demi avant les cantonales". (Lexpress.fr 01.02)

Economie.

France.

Interdites depuis le 19 septembre 2008, les ventes à découvert sur les valeurs financières sont de nouveau autorisées par l'Autorité des marchés financiers, depuis ce mardi. (Lefigaro.fr 01.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 février

En Tunisie comme en Egypte, le régime n'osant pas encore noyer la révolution prolétarienne et le soulèvement populaire dans un bain de sang en utilisant l'armée, il laisse agir ou fait appel à ses nerfs pour s'attaquer au peuple debout pour le renverser.

C'était prévisible en l'absence d'un parti révolutionnaire dans lequel la majorité de la classe ouvrière se serait reconnue pour affronter le régime en place, son parti, sa police et sa milice... Lors d'une précédente causerie il y a déjà une dizaine de jours au moins, j'avais fixé les limites que ne pourraient pas dépasser la révolution tunisienne du fait du désarmement politique du prolétariat.

Un soulèvement spontané peut déboucher sur crise révolutionnaire, il peut aboutir au départ du dictateur en place, mais il ne peut pas venir à bout d'un régime installé depuis des décennies ou plusieurs siècles s'il n'est pas organisé et soutenu par un

parti révolutionnaire.

On aura constaté qu'en Tunisie comme en Egypte, la chute du dictateur en place est immédiatement suivie par l'annonce d'une ribambelle de partis subordonnés au capital et à l'impérialisme prêts à prendre le relais sans évidemment remettre en cause l'Etat. A tous ces partis contre-révolutionnaires, qu'est-ce que le prolétariat a à opposer ? Rien, il est totalement démuni, désarmé. La question est maintenant de savoir comment on va réussir à faire comprendre cela aux travailleurs. C'est là qu'on mesure l'énorme responsabilité des dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière. Seront-ils à la hauteur de leurs responsabilités ? On peut malheureusement en douter, puisqu'à ce jour ils ont été incapables de construire le parti que le prolétariat a absolument besoin pour affronter et vaincre le camp de la réaction. On voudrait bien y croire, mais on ne peut pas non plus se bercer d'illusions, encore moins en colporter.

Au pire les travailleurs estiment que tous les partis sont pourris ou ne valent guère mieux les uns que les autres, c'est le discours qui est savamment distillé sur Facebook par exemple, au mieux ce sont des passoires auxquelles des milliers et milliers de travailleurs et jeunes ont adhéré pour les quitter ensuite. La même chose est valable à propos des abonnés à leurs journaux. Qu'on nous permette de nous étonner que ce problème n'ait jamais trouvé de réponse adéquate.

Un parti qui se construit et dont les effectifs sont faibles ne peut courir deux lièvres à la fois, il ne devrait pas multiplier à l'infini les batailles et les tâches dans lesquelles les militants s'épuisent et finissent par se lasser et se décourager. Il devrait en permanence consolider ses acquis, tout faire pour élever le niveau théorique de ses militants afin de les conserver, il devrait être attentif à la progression de chaque militant, faire en sorte que chaque militant se trouve bien et utile dans son parti...

On ne rejoint pas le parti pour mener une bataille, mais pour mener une guerre de classe de longue haleine qui prendra des décennies, toute une vie. On ne quitte pas le parti quand on a compris la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques, qui nécessite à son tour de construire le parti, car sans le parti nous ne pourrions jamais vaincre notre ennemi de classe.

Un militant veut quitter le parti sous un prétexte quelconque, admettons pour notre démonstration que la ligne impulsée par sa direction soit correcte, on va le harceler de questions pour découvrir quel désaccord il a avec la politique du parti ou quelle idée fausse il s'en fait, en agissant de la sorte on va peut-être réussir à le remettre sur les rails, mais pour une période déterminée seulement, car on ne s'est pas attaqué à la racine du problème. Si à chaque fois qu'on a un doute ou un désaccord, qu'on est épuisé ou qu'on est las, il nous prend l'envie de tout plaquer, on n'y arrivera jamais. L'appartenance au parti doit reposer sur une conviction qui doit s'affermir avec le temps, et non sur un état d'âme, passager par excellence. Si moralement on connaît tous des hauts et des bas, notre conviction politique doit être inébranlable, si tel n'est pas le cas, c'est qu'elle est encore fragile, qu'il faut la renforcer de toute urgence, ce devrait être une priorité pour l'ensemble du parti. Il arrive souvent que les militants quittent leur parti à cause des rapports qui règnent à l'intérieur, ce qui ne devrait jamais arriver ou n'être qu'une exception.

On conçoit très bien que tous les militants ne puissent pas accéder à un niveau théorique très élevé, mais il existe d'autres moyens pour les garder au parti, par exemple par l'intérêt qu'on leur porte et les tâches utiles qu'ils peuvent accomplir pour le parti, alors que la société les méprise, les ignore ou les maltraite, les humilie en permanence, le parti doit être à l'image de la société que nous voulons construire, à défaut de pouvoir exercer ses talents au niveau de la société, il doit les mettre au service de tous ses militants, du balayeur au bac +7 sans exception.

Si l'on ne sait pas comment s'y prendre et qu'on n'ose pas l'avouer ouvertement, prenons ce qui se fait de mieux dans chaque parti. LO est le spécialiste des fêtes qui resserrent les liens entre leurs militants, le NPA sait s'adresser aux jeunes, le POI sait s'adresser aux militants aguerris, le PG a réussi à séduire une petite partie des couches moyennes, le PCF sait s'adresser à ce qu'on appelle les classes populaires, à chaque fois c'est plus une question de forme que de contenu qui attirent les travailleurs quand on y regarde de plus près, il faut donc dans chaque cas spécifique trouver la forme et le contenu correctes ou la façon de présenter notre politique. A condition de se fixer pour objectif de construire un parti de masse profondément ancré dans toutes les couches des exploités. (A suivre)

Autre chose.

Le président du Yemen en place depuis plus de 30 ans a décidé de ne pas modifier la Constitution et de ne pas se représenter à la prochaine élection présidentielle. (entendu aux infos sur TV5Monde Asie hier soir)

Politique.

Tunisie.

Farhat Rajhi, ministre de l'intérieur tunisien, mardi soir 1er février, sur la chaîne de télévision privée Hannibal TV, a reconnu que le gouvernement provisoire remanié, dans lequel il a lui-même fait son entrée le 27 janvier, était passé à deux doigts de la catastrophe, la veille, quand "2 000 à 3 000" policiers et miliciens "de l'ancien régime" ont envahi le ministère de l'intérieur, le contraignant à le quitter sous escorte militaire. "La majorité de ceux qui sont rentrés dans mon bureau étaient armés", a-t-il

reconnu, en dénonçant "un complot". Pendant vingt-quatre heures, la Tunisie a vécu dans la psychose d'un retour en arrière.

Plus aucun policier n'était visible, en "grève générale". Des groupes armés ont surgi, comme à Kasserine (ouest), où la sous-préfecture a été mise à sac, mais aussi à Tunis. Les vols d'Air France et d'autres compagnies ont été annulés en raison de manifestations à l'aéroport de Tunis-Carthage.

A ces éléments, bien réels, se sont ajoutés d'autres, imaginaires et inquiétants. Une synagogue avait brûlé à Gabès. Des enlèvements d'enfants étaient signalés. Cela a suffi pour que, mardi, tous les parents retirent précipitamment leur progéniture de l'école, encouragés par les enseignants. Dans la soirée, le gouvernement a dû réagir en récusant ces rapt et en promettant des mesures.

M. Rajhi a ainsi annoncé le limogeage de 42 hauts responsables de la sécurité, la réintégration des policiers radiés ou mis au placard ces dernières années et des augmentations de salaire. Un général de l'armée, Ahmed Chebir, a pris la direction de la sûreté nationale, tandis que l'ancien ministre de l'intérieur, Rafik Belhaj Kacem, limogé deux jours avant la fuite de l'ancien chef de l'Etat, Zine El-Abidine Ben Ali, a été arrêté et placé en garde à vue.

M. Rajhi a aussi exhorté les policiers à reprendre le travail, et appelé les Tunisiens à pardonner aux policiers, piliers du régime Ben Ali et responsables des violences - parfois meurtrières contre les manifestants - qui ont fait 147 morts, en plus de 72 tués dans les prisons, selon l'ONU. "Pensez que ça pourrait être votre père, votre frère...", a exhorté le ministre de l'intérieur.

A la télévision publique, le ministre de l'éducation, porte-parole du gouvernement, Taïeb Baccouche, a annoncé l'adoption de quatre protocoles internationaux, dont la convention sur la protection des personnes contre les disparitions forcées et le statut de Rome de la Cour pénale internationale. "Il y a eu une atmosphère de peur, c'est tout à fait normal dans une période transitoire, a déclaré au Monde M. Baccouche, se voulant rassurant. Je pense qu'une amélioration sensible de la situation aura lieu dès demain."

Il reste que les violences policières et les exactions commises par des groupes et milices armées continuent de nourrir les peurs. Selon des chiffres du ministère de la justice recueillis par Le Monde, 11 029 prisonniers se sont échappés des établissements pénitentiaires en janvier, pendant le soulèvement tunisien, soit un tiers de la population carcérale évaluée à 31 000 personnes !

Seulement 1 470 de ces prisonniers avaient été repris au 29 janvier, d'après le ministère, qui a appelé, mardi, les fuyards à se rendre. Or, ces derniers sont souvent considérés comme des auxiliaires de la police de M. Ben Ali.

"La violence dont a fait preuve la police envers les manifestants ces derniers temps à Tunis démontre la nécessité pour le gouvernement de transition tunisien d'abandonner les moyens de répression violents employés régulièrement par le précédent gouvernement", s'est indignée, mardi, l'organisation humanitaire Human Rights Watch, dans un communiqué. Deux de ses enquêteurs ont rapporté avoir été témoins, sur l'avenue Habib-Bourguiba, du passage à tabac d'un jeune dans un fourgon policier, puis de l'agression d'un photographe français. (Le Monde 02.02)

Economie.

1- Le Talon de fer.

1.1- Allemagne.

Outre l'introduction de la règle d'équilibre des comptes publics dans la Constitution, l'Allemagne souhaite introduire le suivi régulier d'indicateurs de compétitivité et de solidité des finances publiques, assortis de valeurs plafonds ou planchers.

Elle propose également un paquet de mesures sociales et économiques à mettre en œuvre dans un délai de 12 mois. Elles comprennent la suppression de l'indexation des salaires sur l'inflation, la reconnaissance mutuelle des diplômes et formations en Europe pour stimuler la mobilité, la création d'une base de calcul commune pour la taxe professionnelle, l'adaptation des systèmes de retraite "aux évolutions démographiques", ainsi que l'adoption d'un mécanisme de résolution des crises du système bancaire. (Lemonde.fr 02.02)

1.2- France.

Le gouvernement déposera "dans les prochaines semaines" devant l'Assemblée nationale un projet de loi de révision constitutionnelle afin d'inscrire une "règle d'or" d'équilibre des finances publiques, a précisé mercredi le porte-parole du gouvernement François Baroin.

Cette révision constitutionnelle permettra notamment d'instituer "le monopole des lois de finances (PLF) et des lois de financement

de la sécurité sociale (PLFSS) pour tout ce qui concerne les impôts et plus largement les prélèvements obligatoires", a-t-il détaillé.

"C'est une vraie évolution, c'est-à-dire qu'il n'y aura plus de mitage (...) sur le plan de ce qu'on appelle les niches fiscales et les niches sociales" lors de l'examen de textes autres que le PLF et le PLFSS par le Parlement, a estimé le porte-parole.

"A l'appui de ce projet de loi constitutionnel, le gouvernement présentera également au Parlement les termes de la réforme organique indispensable pour décliner de façon opérationnelle cette gouvernance renouvelée". Ce projet de loi organique fixera "les modalités pour atteindre cet équilibre budgétaire", a-t-il expliqué.

L'ensemble de ce dispositif "permettra de fixer dans l'ordre juridique la date de retour à l'équilibre de nos finances publiques", et concorde avec l'objectif de convergence fiscale avec l'Allemagne, a-t-il souligné. (AP 02.02)

2- Irlande.

Standard & Poor's a abaissé d'un cran la note de la dette souveraine de l'Irlande, à A-, et prévenu qu'elle pourrait la dégrader davantage encore d'ici le mois d'avril, lorsque la question du renflouement des banques aura été éclaircie.

S&P est la dernière des trois grandes agences de notation à laisser un A à l'Irlande. (Reuters 02.02)

3- UE. Spéculation : cachez-moi ce mot !

La Commission européenne a finalement reconnu le rôle de certaines activités financières sur la volatilité des prix des matières premières, dans un rapport publié ce mercredi.

«Il est clair qu'il y a une corrélation forte entre les positions prises sur les marchés dérivés et les prix des matières premières elles-mêmes», indique Bruxelles dans ce document, qui devait être approuvé mercredi par l'ensemble des commissaires.

Mais «il est toujours difficile d'évaluer complètement les interactions et l'impact des mouvements des marchés dérivés sur la volatilité des marchés physiques sous-jacents», d'autant que tous ces marchés physiques de matières premières ne fonctionnent pas de la même manière, ajoute-t-il.

Le rapport publié mercredi n'utilise pas le mot «spéculation», si ce n'est en note de bas de page.

Mais il relève la «volatilité accrue» et «les mouvements de prix sans précédent» observés ces dernières années sur les marchés de matières premières, qu'il s'agisse d'énergie, de métaux, de produits agricoles. Les prix y ont marqué un pic en 2008, puis ont baissé avant de recommencer à augmenter durant l'été 2009.

Parallèlement, le poids des investisseurs financiers sur les marchés de matières premières s'est accru: leurs investissements y atteignaient entre 170 et 205 milliards d'euros en 2008, contre seulement 13 milliards en 2003. Et là aussi, la hausse s'est arrêtée provisoirement après 2008, suite à la crise financière, mais a atteint de nouveaux sommets en 2010, note Bruxelles. (20minutes.fr 02.02)

Commentaire d'un internaute.

-tout en finesse les mots l'Europe dit investisseurs à la place de spéculateurs et se désresponsabilise en disant que les marchés ne fonctionnent pas de la même façon ce qui est faux il n'y a que des contrats à terme que l'on appelle le call (parier pour la hausse) et le put (parier pour la baisse). 1 exemple de call voilà le scénario à la hausse, disons que vous êtes très optimiste sur le prix du pétrole et que vous voulez tirer profit de l'augmentation de son prix. Vous notez qu'un contrat à terme de un mois sur le marché NYMEX se négocie à 90,50\$ par baril. L'option call du pétrole brut NYMEX, avec la même échéance, a un prix d'exercice proche, du contrat à terme, de 90,10\$ et son prix est fixé à 2,65\$. Comme chaque contrat à terme de pétrole sous-jacent équivaut à 1000 barils de pétrole brut, la prime que vous devrez payer est de $1000 \times 2,65 = 2650\$$.

Imaginons maintenant qu'à la date d'expiration de l'option, le prix du contrat à terme sous-jacent a augmenté de 20% et se négocie désormais à 98,60\$. Avec un prix comme celui-ci, une option call est beaucoup plus rentable. Si vous exercez votre option call, vous tiendrez une position longue sur le contrat à terme sous-jacent à un prix d'exercice de 90,10\$. Essentiellement, cela signifie que vous achèterez le pétrole brut sous-jacent pour 90,10\$ à la livraison. Pour tirer profit de cette transaction, vous devrez trader sur un contrat à terme court décalé du contrat à terme sous-jacent au prix du marché de 98,60\$. Vous gagnerez $98,60 \$$ par baril moins $90,10\$ = 8,50 \times 1000 = 8500\$$. Si vous déduisez la prime de 2650\$ que vous avez payé pour acheter l'option call, les bénéfices nets de cette stratégie s'élèvent à 5858\$. Avec 85 millions de baril/jour cela donne potentiellement 85000 contrats soit 497.930.000 de dollars de bénéfices.

Le 4 février

Parole d'internaute.

- "faire semblant... faire comme si..

La gauche française est traversée par une ligne de fracture très profonde, fondamentale, qui est l'assentiment ou le refus du libéralisme. D'où énormément de choses découlent !

M. Aubry, comme Royal, DSK ou d'autres, avec quelques nuances, sont des "sociaux-libéraux" se disant réformistes.

Mélenchon, en partant du PS, a choisi son camp : celui des forces anti-libérales. Ce que l'on peut considérer comme la gauche "historique".

Alors je ne vois vraiment pas comment, sauf à prendre les électeurs pour des gogos, comment rapprocher deux visions si différentes de la société ?

Qu'on le veuille ou non, il y a deux gauches. Pour moi, elles ne sont pas miscibles, car portant sur une différence essentielle.

Qu'Aubry et Mélenchon fassent semblant de ne pas s'en apercevoir, à mon avis, c'est quand même se moquer du monde..."

Commentaire.

Allez donc au bout de votre analyse : pourquoi font-ils "*semblant de ne pas s'en apercevoir*" ? Parce que ces "*deux gauches*" ont comme point commun leur soumission au capitalisme et aux institutions de la Ve République.

Prétendre qu'il existerait une droite et une gauche sur la base d'une adhésion ou d'une rupture avec le régime en place comme cela s'était manifestée au cours de la révolution de 1789, est une formidable imposture lorsqu'on l'applique au régime capitaliste, précisons qu'elle dure maintenant depuis près d'un siècle, depuis que la SFIO est passée avec armes et bagages dans le camp de la réaction en 1914 et que le PC s'est soumis au stalinisme une décennie plus tard.

Dès lors, d'un côté, le parti de l'ordre et ses déclinaisons centristes, radicales ou fascistes, de l'autre, la SFIO et les partis qui en sont issus ou qui s'en réclament ainsi que le PC, tous ces partis ont oeuvré ensemble au maintien du régime en place contre la classe ouvrière, chacun à sa place assumant son rôle respectif afin de parvenir à ce résultat. Tout le reste n'est que mise en scène pour tromper les travailleurs.

Maintenant qu'il existe des nuances entre les différents partis, nul ne le niera, de même qu'on en tiendra compte sur le plan tactique si nécessaire, mais on ne peut pas admettre le discours qui consiste à dire qu'il existerait une opposition entre tous ces partis, leurs désaccords ne portent que sur les moyens à mettre en oeuvre pour assurer la stabilité du régime, et en signe de reconnaissance de leur soutien indéfectible au régime, il est donc normal, sinon souhaitable, que les uns et les autres soient associés au bon fonctionnement des institutions ou qu'ils soient récompensés pour service rendu à l'Etat bourgeois.

Mélenchon et son parti sont très utiles aux capitalistes, ils servent à maintenir l'illusion que par des réformes successives on pourrait un jour parvenir au socialisme, rôle que le PS ne peut plus tenir de nos jours puisqu'avec la crise du capitalisme, il est obligé de monter au créneau pour soutenir ouvertement le régime, le gouvernement, les banquiers, etc.

Pendant plus d'un demi-siècle, on a voulu s'accommoder de partis issus du mouvement ouvrier en les présentant toujours comme des partis ouvriers, front unique ouvrier oblige, alors qu'ils menaient une politique contre-révolutionnaire, pour aboutir à la situation politique actuelle. Situation caractérisée par l'absence d'un parti révolutionnaire et la gangrène généralisée du mouvement ouvrier conduisant au désarmement politique du prolétariat face au capital et ses institutions. Quelque part la situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière est encore pire en France qu'en Tunisie par exemple. Pas étonnant qu'en Tunisie le régime Ben Ali toujours en place et les différents partis qui postulent au pouvoir s'inspirent de la forme d'Etat qui existe en France, un compromis avec l'Ancien régime de type bonapartiste qui a fait ses preuves.

Les illusions des ouvriers et des masses dans ces partis ont fait l'objet d'un marché de dupe de la part de leurs soi-disant opposants, car ils ne les ont pas exploitées pour les aider à rompre avec le capitalisme, mais au contraire pour mieux les amarrer au système d'exploitation en vigueur. Sous couvert d'arguments théoriques, de références au marxisme ou d'intentions humanistes ou progressistes, hormis le fait qu'on ne pouvait pas empêcher une partie de la classe et des masses de s'en remettre à ces partis pour mener le combat pour améliorer leur sort, alors que rien ne nous y obligeait, on a été - et c'est toujours valable de nos

jours hélas ! jusqu'à vouloir associer ces partis aux combats dont nous prenions l'initiative, signifiant par là qu'ils étaient incontournables, pire encore, on a été jusqu'à prétendre qu'ils pourraient encore servir la cause du socialisme, parachevant ainsi la sale besogne entreprise jadis par les Blum et Staline pour dévoyer ou détruire le mouvement ouvrier. Pour finalement arriver au résultat escompté, détourner les travailleurs de la politique et les conduire à déclarer que tous les partis ouvriers sont pourris, donc se retrouver totalement désarmés sur le plan politique, exactement comme les travailleurs tunisiens.

Pendant plus d'un demi-siècle on a appelé à voter SFIO (ou PS) ou PCF à chaque élection, ces partis ont été portés au pouvoir à de multiples reprises au cours du XXe siècle, alors que l'on savait pertinemment qu'il n'y avait rien fondamentalement à attendre, qu'ils ne rompraient jamais avec le capital, ces partis gouverneront pour le compte du capital et feront acte de soumission envers les institutions, logiquement les travailleurs devaient en tirer la conclusion que quelle que soit la politique menée par ces partis, leur destin serait décidément lié (pour toujours) à celui du capitalisme et des institutions, le rétablissement du capitalisme en URSS et chez ses satellites entre temps devait renforcer cette conviction.

Cela pour dire que si l'avènement d'un régime démocratique bourgeois constitue un progrès par rapport à un régime policier ou une dictature s'appuyant sur l'armée, les partis dits ouvriers ne doivent en aucun cas s'associer à cette entreprise, dans la mesure où elle a pour seul objectif de perpétuer l'existence du système capitaliste, la domination de classe de la bourgeoisie et non d'oeuvrer à l'émancipation du prolétariat. Quand on demandait à Marx et Engels s'ils soutenaient les mesures (réformes) sociales annoncées par Bismarck (jamais appliquées !), en substance ils répondaient positivement, en précisant, à condition qu'elles ne soient pas mises en oeuvre par le Kaiser, précision capitale que les uns et les autres s'emploieront méticuleusement à faire passer à la trappe, toujours au nom du front unique et de l'amélioration du sort de la classe ouvrière qui n'étaient plus que leur seul objectif, notez bien. Marx et Engels préféraient encore que le prolétariat continue de croupir dans sa misère noire plutôt que de voir améliorer son sort par ses ennemis. De la même manière ils préféreraient encore qu'une loi anti-socialiste voie le jour, plutôt que de se compromettre et de reconnaître la moindre légitimité au régime en place, nos dirigeants qui ont adopté une attitude exactement inverse feraient bien d'en prendre de la graine, je le dis sans aucune illusion bien sûr.

Il est clair qu'en France, tous les partis qui refusent de rompre avec le capital, avec les institutions de la Ve République, avec l'UE ou l'ONU, ou plutôt qui s'en réclament ouvertement, le PS et ses satellites notamment, se situent dans le camp des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme et doivent être dénoncés et combattus comme tels, à moins de vouloir reproduire à l'infini les erreurs du passé qui ont conduit à la situation politique actuelle. (A suivre)

Politique.

1- France. Le roitelet est dans ses petits souliers.

1.1- La Talonnette : toujours plus bas !

Selon le baromètre TNS Sofres/ "Le Figaro Magazine", rendu public jeudi, 72% des sondés ne font pas confiance au chef de l'Etat pour "*résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement*". 24% lui font confiance seulement.

60% ne font pas confiance au Premier ministre. (AP 03.02)

En réalité, ils sont dans la même situation que Ben Ali ou Moubarak, on devrait leur infliger le même traitement : dégage ! Chut, il ne faut pas le dire !

1.2- Etat assassin.

Vincent Delory, l'un des deux otages français enlevés au Niger et retrouvés morts en janvier, est mort carbonisé et n'a pas été exécuté, annonce jeudi le parquet de Paris.

La cause de la mort de cet otage, floue jusqu'ici, a pu être déterminée par des expertises médico-techniques et balistiques. (Reuters 03.02)

1.3- Et un camouflet de plus.

Un camouflet pour le gouvernement. Le Sénat a rejeté ce jeudi l'extension de la déchéance de la nationalité française aux citoyens naturalisés depuis moins de dix ans et condamné pour meurtre ou tentative de meurtre sur une personne dépositaire de l'autorité publique (policiers, pompiers ou encore gendarmes).

Les parlementaires ont en effet adopté par 182 voix contre 156 une série d'amendements supprimant l'article relatif à l'extension des motifs y conduisant.

Toute la gauche mais aussi le groupe de l'Union du centre (UC) à l'unanimité a rejeté cette mesure. Le projet de loi «immigration, intégration et nationalité» est examiné en première lecture depuis deux jours au Sénat. (20minutes.fr 03.02)

1.4- L'affaire d'Etat Boulin.

Le 30 octobre 1979, Francis Deswarte a été le premier à apercevoir le corps de Robert Boulin à la surface de l'étang du Rompu. A 70 ans, ce retraité de la gendarmerie témoigne pour la première fois dans 20 Minutes et met à mal la thèse du suicide, privilégiée par la justice depuis trente et un ans.

L'enquête a conclu au suicide par noyade. Avait-il vraiment la tête hors de l'eau ?

Oui, je suis catégorique. Robert Boulin n'est pas mort noyé. Ce n'est pas possible. Il était quasiment à quatre pattes. La tête hors de l'eau. Ma conviction, c'est qu'il tentait de ramper jusqu'à la berge. Et puis, il avait des traces sur le visage. Comme des griffures rouges.

Que s'est-il passé ensuite ?

Au bout de trente minutes, un ordre est tombé : nous avons été dessaisis de l'enquête. On m'a dit de rentrer chez moi. Je suis quand même resté sur place toute la journée.

Avez-vous été entendu ensuite ?

Ce n'est que deux ou trois mois plus tard que l'on m'a rappelé. Lors de l'audition, les policiers ont voulu me faire changer ma version. Alors que je parlais des traces sur son visage, ils m'ont expliqué que les pompiers avaient fait tomber le corps en le sortant de l'étang. Mais ce n'est pas vrai. J'étais là. Les pompiers l'ont sorti sans aucune difficulté. (20minutes.fr 03.02)

1.5- Après Mélenchon le populiste, Mélenchon le manipulateur, il a été à bonne école.

"J'ai bien l'intention de peser sur vos débats jusqu'à ce que vous (les socialistes) finissiez par changer d'attitude. Pourquoi voulez-vous à tout prix nous faire avaler celui-là [DSK, ndlr] ?", a déclaré le leader du Parti de gauche, candidat déclaré à la présidentielle, lors d'un débat avec Manuel Valls, dimanche dernier, dans "Le grand rendez-vous" d'Europe 1/Le Parisien-Aujourd'hui en France.

A propos de Strauss-Kahn. "Je dis clairement que (...) dans l'hypothèse où c'est lui qui est en tête de la gauche, nous aurons le plus grand mal à rassembler au 2e tour", a-t-il déclaré, voyant dans François Hollande, Martine Aubry ou Ségolène Royal des personnalités plus rassembleuses.

Toujours est-il que cela n'effraie pas Gilles Finchelstein. Ancien membre du cabinet de Dominique Strauss-Kahn, dont il est resté très proche, l'intellectuel assure au Monde (article payant) que "dans les simulations de vote", l'électorat de Mélenchon "se reporte pour l'heure au second tour sur Strauss-Kahn sans presque aucune déperdition".

Et Aubry dimanche dernier sur France 5 de préciser : "Même si on n'est pas d'accord sur tout (...) tous ceux qui veulent que ça change, ils doivent se retrouver, c'est ce que j'appelle le contrat de rassemblement de la gauche." Rappelant : "On va arriver à un moment où il va falloir qu'il prenne comme nous tous ses responsabilités".

Il affirmé mardi dans l'émission "Déshabillons-les" sur Public Sénat avoir "du respect" pour elle, qu'il voit comme, une "guerrière", une "combattante". Avant de préciser que s'il pouvait être "implacable" avec le PS, ce parti n'en restait pas moins "un parti de gauche" et donc pas... un "ennemi". (Lepost.fr 03.02)

Vous comprenez mieux le sens de ma causerie plus haut ? Ils gueuleraient ensemble : vive le capital, que cela reviendrait au même ! Mélenchon se voit déjà ministre, c'est aussi gros que le nez de Tartuffe au milieu du visage.

2- Tunisie.

L'ensemble des 24 gouverneurs régionaux de Tunisie ont été remplacés, rapporte jeudi l'agence de presse tunisienne.

La plupart des manifestations ont cessé ces derniers jours en Tunisie après un remaniement du gouvernement provisoire, purgé de la plupart des personnalités proches du président déchu Zine Ben Ali.

Mais de nombreux Tunisiens ont réclamé d'autres remplacements de responsables dans les services de sécurité et au

niveau régional.

Le ministère de l'Intérieur a remplacé cette semaine 34 responsables de la sécurité, première étape d'un remaniement du vaste réseau de la police, des forces de l'ordre et du renseignement mis en place par le régime de Ben Ali. (Reuters 03.02)

3- Algérie. Bouteflika tente de désarmorer la mobilisation contre son régime policier.

Le président Abdelaziz Bouteflika a annoncé jeudi des mesures en faveur des libertés publiques en Algérie, avec la levée "*dans un très proche avenir*" de l'état d'urgence en vigueur depuis 1992 et un meilleur accès aux médias pour les partis d'opposition.

Le chef de l'Etat a également ordonné à son gouvernement d'adopter des mesures favorables à la création d'emplois. (Reuters 03.02)

4- Yemen.

Des dizaines de milliers de partisans de l'opposition yéménite ont manifesté dans le calme ce jeudi à Sanaa. Ils réclament un changement de régime, au lendemain de concessions annoncées, sous la pression de la rue, par le président Ali Abdallah Saleh.

"*Nous poursuivrons notre lutte pacifique jusqu'à la chute de ce régime injuste*", ont clamé des orateurs du Forum commun, une alliance de l'opposition parlementaire, s'adressant à une foule estimée par les organisateurs à quelque 100 000 personnes. Il s'agit du plus grand rassemblement jamais connu contre le régime du président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

"*Notre rassemblement aujourd'hui est un acte de lutte pacifique*", a déclaré Najib Ghanem, un député du parti islamiste Al-Islah, membre du Forum commun.

Galvanisant une foule compacte rassemblée sur trois avenues près de l'université de Sanaa, le député a ajouté: "*Nous nous sommes réunis pour faire tomber un régime corrompu et tyrannique*".

Des manifestations à l'appel de l'opposition se sont également déroulées dans plusieurs autres villes du pays, notamment à Aden (sud), Taëz et Ibb (centre). (Lexpress.fr 03.02)

5- Territoires palestiniens.

Des centaines de Palestiniens agitant des drapeaux égyptiens ont manifesté jeudi à Gaza en faveur de la révolte contre le président Hosni Moubarak.

Il s'agit de la première forme de soutien public aux événements d'Egypte qu'autorise le mouvement islamiste Hamas, qui contrôle la bande de Gaza voisine.

Le Hamas exerce un contrôle serré sur les rassemblements politiques. La police du mouvement a ainsi empêché des femmes de lancer cette semaine une campagne sur le réseau Facebook en faveur de la révolte égyptienne.

En Cisjordanie, territoire contrôlée par Mahmoud Abbas, la police a dispersé des dizaines de manifestants anti-Moubarak mercredi soir à Ramallah. Deux personnes ont été blessées. (Reuters 03.02)

Social.

Les ONG se nourrissent de la misère du monde.

L'indice des prix alimentaires de la FAO a atteint les 231 points en janvier, plus haut niveau enregistré depuis sa création en 1990. Cet indicateur mesure les variations mensuelles des cours mondiaux des céréales, graisses, produits laitiers, du sucre et de la viande. Seuls les prix de la viande sont restés stables.

En décembre, l'indice de la FAO avait augmenté de 3,4% par rapport à novembre, soit le septième mois consécutif de hausse.

La situation est toutefois moins mauvaise que lors de la crise de 2008, grâce à de bonnes récoltes, qui peuvent potentiellement "*aider les pays à tenir*" jusqu'à un retour à la normale sur les marchés, selon Abdolreza Abbassian, économiste et expert de la FAO.

Chris Leather, conseiller d'Oxfam appelle les ministres des Finances du G-20, qui se retrouveront à Paris ce mois-ci, à garantir une plus grande transparence des prix et exhorte les gouvernements à éviter les erreurs de la crise de 2008. (AP 03.02)

Pour Oxfam les ministres des Finances du G-20 sont légitimes, comme ils le sont pour les multinationales de l'agro-alimentaire, pour nous ce sont des affameurs et des pilleurs qu'il faut éradiquer de la planète.

Economie.

1- Japon.

Les japonais Nippon Steel et Sumitomo Metal Industries ont annoncé jeudi leur intention de fusionner pour donner naissance au numéro deux mondial de la sidérurgie derrière ArcelorMittal dans un contexte de forte concurrence en Asie et de baisse de la demande des constructeurs automobiles.

En tant que numéro deux mondial, le nouveau groupe emploiera plus de 75.000 personnes et affichera une production d'acier brut de 47,8 millions de tonnes, selon les chiffres de l'an dernier, a déclaré le patron de Sumitomo Metal Industries, Hiroshi Tomono, lors d'une conférence de presse à Tokyo. Cela ne représente que la moitié de la production d'ArcelorMittal. (Reuters 03.02)

2- Pétrole.

Le prix du baril de Brent a dépassé la barre des 103 dollars jeudi, poussé à la hausse par la situation politique en Egypte qui entretient la crainte d'une propagation des violences à d'autres pays du Proche-Orient.

Ce gain de près de 9% en un peu plus d'une semaine est à mettre en regard de la hausse de 22% enregistrée sur l'ensemble de l'année 2010. (Reuters 03.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 février

Politique.

1- France.

1.1- Le grossier mensonge de la ministre des Affaires étrangères, amie du régime de Ben Ali.

Trois jours après les révélations du Canard Enchaîné, celles de Mediapart viennent confirmer un point essentiel, démenti avec vigueur par la ministre des Affaires étrangères et oublié par la plupart des médias : le jet dans lequel elle a volé pendant les fêtes en Tunisie appartient aussi à Belhassen Trabelsi, le très détesté beau-frère de l'ex-président Ben Ali.

Selon Mediapart, l'avion privé emprunté par la ministre est d'ailleurs le même qui avait été contrôlé, le 14 janvier, au soir de la fuite de Zine el-Abidine Ben Ali, sur le tarmac de l'aéroport de Cagliari, en Sardaigne. La police italienne soupçonnait le dictateur d'être dedans mais, « *officiellement* », il n'y était pas.

L'un des principaux éléments de langage martelé depuis par la ministre, le gouvernement et ses soutiens prétend exactement l'inverse : l'avion n'appartient pas au clan Ben Ali, et l'ami Miled n'appartient pas à ce clan.

Cette stratégie de communication de crise a été facilitée par l'Agence France Presse. Elle a curieusement oublié, dans sa première dépêche dès mardi soir, veille de la parution du Canard, de mentionner que le beau-frère de Ben Ali était co-proprétaire de l'avion.

Les agences concurrentes, comme la britannique Reuters, mentionnaient bien Trabelsi comme co-proprétaire du jet. Mais l'AFP, agence dans l'orbite de l'Etat à laquelle la grande majorité des médias français sont abonnés, peut donner le « la » d'un événement. Du coup, ce point crucial, gênant politiquement pour Michèle Alliot-Marie, a été éclipsé dans le bruit médiatique.

Toujours selon Mediapart : « *D'après les relevés de l'office européen d'aviation EuroControl, le jet du scandale [...] est enregistré au seul nom de la compagnie Karthago Airlines, une société fondée par Belhassen Trabelsi, le beau-frère honni de Ben Ali, et pièce centrale du système de corruption tunisien.* »

Cette appartenance est d'ailleurs, pour ainsi dire, écrite sur l'avion :

« Comme cela est courant dans le milieu de l'aviation d'affaires, les deux dernières lettres de l'immatriculation d'un avion correspondent souvent aux initiales de son propriétaire ou, sinon, à celles de son principal utilisateur.

Dans le cas d'espèce, le jet utilisé par MAM en Tunisie est immatriculé TS-IBT. "BT", comme... Belhassen Trabelsi, assurent plusieurs sources concordantes. » (Rue89 04.02)

1.2- Cantonales dans le fief du gang du Fouquet's

Il est des lancements de campagne qui ressemblent davantage à un dîner de gala avec robes de soirée et champagne Taittinger. Ainsi l'entrée dans la bataille d'Isabelle Balkany, candidate sur le canton de Levallois-Sud, qui, pour l'occasion, a donné la parole à tout ce que le département compte d'éminences politiques. (Lepoint.fr 04.02)

Commentaire d'internautes.

1- Neuilly, les Hauts de Seine, les Balkany, D. Schuller, Pasqua, Jean Sarkozy et l'inénarrable F. Lefebvre, tout les ingrédients nécessaire à la réécriture de la comédie humaine !

2- Tous les acteurs sont là ! Les multi-condamnés sont présents en force ! Et après certains viennent se demander pourquoi plus personne n'a confiance dans les politiques... Ils sont venus, ils sont tous là !

1.3- Les idées dominantes font leur chemin... jusqu'à la direction du NPA.

"La révolution arabe se répend comme une trainée de poudre", lu sur Internet dans un article du NPA du 2 février, intitulé *La révolution continue ! Moubarak dégage !*, titre accrocheur ou vindicatif qui cache mal en réalité l'écho de la pensée unique relayée généreusement par les médias et le NPA ici ; pour les uns les islamistes sont pire que Ben Ali ou Moubarak et un danger pour la stabilité du monde... capitaliste, autrement dit : surtout ne touchez pas au régime despotique ! tandis que pour le NPA, il ne s'agit pas d'un soulèvement populaire en Egypte, voire révolutionnaire.

2- Jordanie.

Un millier de partisans de l'opposition manifestaient vendredi à Amman, en Jordanie, pour demander le départ du nouveau Premier ministre, nommé il y a quelques jours seulement en réponse à des manifestations anti-gouvernementales. Lire la suite l'article

La manifestation, qui réunissait des militants islamistes et de gauche, se tenait à proximité du bureau du Premier ministre, Marouf al-Bakhit, dans le centre de la capitale jordanienne. Les protestataires criaient "*à bas le gouvernement!*". (AP 04.02)

Social.

1- La charrette du jour.

Le leader français du photovoltaïque, Photowatt, s'apprête à supprimer 331 emplois de production sur un effectif de 670, provoquant l'incompréhension et la colère de son personnel.

Le plan social prévoit la suppression de 195 postes ouvriers en contrat à durée indéterminée et 136 postes d'intérimaires permanents dans la perspective d'une délocalisation de la production en Pologne, où l'on produit à moindre coût.

La direction de l'entreprise dit vouloir créer en contrepartie 100 postes dans les services commerciaux et les bureaux d'études.

"Photowatt est confronté à une concurrence exacerbée, notamment venue d'Asie et à une pression très forte sur les prix qui a conduit à une chute de 45% des prix de vente depuis 2008" écrit la direction de l'entreprise dans un communiqué.

"On ne comprend pas la raison de cette mesure dans un secteur d'avenir", résume Martine Rey, délégué CFDT au comité d'entreprise. "On ne comprend pas pourquoi la France n'est pas capable de conserver l'unique filière intégrée installée sur le territoire."

Photowatt est effectivement la seule société en France à maîtriser les principales étapes de la filière photovoltaïque, du silicium jusqu'aux panneaux.

Pour les représentants du comité d'entreprise, le problème rencontré par Photowatt serait lié à la stratégie adoptée par ATS, l'actionnaire canadien, adossé à un fonds de pension, qui a acquis l'entreprise en 1997 sans investir suffisamment pour augmenter les capacités de production.

"Il y a deux ans, nous étions 800 salariés, aujourd'hui l'effectif est de 670 salariés avant réorganisation et de 430 après la mise en place du projet de réorganisation, comment expliquer une telle régression ?", s'interroge Martine Rey.

Les syndicats dénoncent aussi l'inertie de PV Alliance, une filiale dédiée à la recherche mise en place en 2007 par le CEA, EDF Energies nouvelles réparties et Photowatt, et travaillant sur la mise au point d'une technologie présentée comme une "innovation de rupture" en avance sur les produits chinois.

"On se demande si EDF joue vraiment le jeu", lancent des représentants du CE.

Les salariés montrent aussi du doigt la fuite organisée de leur savoir-faire par l'actionnaire.

"Le groupe a monté une unité de montage en Ontario en passant un partenariat avec Q-Cells qui fait fabriquer les cellules en Malaise et ils sont venus chercher le savoir-faire à Bourgoin-Jallieu", dénonce la CFDT.

L'actionnaire canadien aurait par ailleurs mis en vente depuis deux ans la société française, mais à un prix dissuasif.

Photowatt International est le leader français du développement et de la fabrication intégrée de produits et de solutions photovoltaïques.

Fondée en 1979, l'entreprise fournit des modules solaires à haut rendement. En six ans, la société qui était considérée comme un fleuron mondial dans son secteur a progressivement perdu de la vitesse.

Classée au 12e rang mondial avec une production de 20 mégawatts (MW), elle n'arrive aujourd'hui plus qu'en 72e place avec une production de 57 MW, très loin derrière le chinois Suntech et ses 1.250 MW. (Reuters 04.02)

Un cas d'école, c'est pour cela que j'ai reproduit ici un large extrait de cet article.

Il n'y a rien à sauver, absolument rien, ni l'entreprise ni son savoir-faire ni les emplois... dans le cadre du capitalisme mondial où la division du travail et la concurrence sont poussés à l'extrême il est impossible qu'une entreprise française puisse rivaliser avec une entreprise chinoise produisant la même marchandise à des coûts très nettement inférieurs et dans des quantités beaucoup plus importantes.

Pour les sauver, il faut liquider le système capitaliste qui ne connaît qu'un seul principe, qui ne poursuit qu'un seul objectif : le profit, le maximum de profit. Voilà la dure réalité, voilà la vérité qu'il faut dire en face aux travailleurs. Cela n'interdit pas de se battre pour conserver son emploi, mais c'est peine perdue d'avance, sauf à pouvoir réduire les coûts de production au niveau de la Chine, impossible évidemment.

N'arrêtons pas notre analyse en chemin, cela signifie que le combat doit systématiquement passer du plan économique ou social au plan politique, car c'est à ce niveau que nous devons abattre le capitalisme, ses institutions, sa Constitution, l'Etat. Ce n'est pas une conclusion de théoricien ou de militant, mais une simple constatation, la classe ouvrière est mise au pied du mur avec la mise en concurrence de la production à l'échelle mondiale dans tous les domaines.

Seuls les trusts, les multinationales et les très grandes entreprises sont voués à survivre. Cette règle n'a pas changé depuis un siècle et l'on semble la découvrir, ce qui est pour le moins curieux, pire, on tente de la nier. Qu'est-ce qui va déterminer la taille d'une entreprise ? Sa puissance économique, une main d'oeuvre qualifiée et en nombre suffisant, sa capacité à innover, ses laboratoires de recherche, la taille du pays où elle se situe, donc son marché intérieur et sa capacité à exporter et trouver toujours de nouveaux marchés. Parmi tous ces facteurs, à l'aube du développement industriel, c'était essentiellement le développement du marché intérieur qui permettait aux entreprises d'écouler leurs marchandises et de se développer, de nos jours c'est toujours vrai, et si les Etats-Unis sont devenus la première puissance économique mondiale, c'était parce que ce pays était vaste, ses richesses et son marché intérieur tout aussi gigantesques. Les Etats-Unis étant un pays d'émigrants venus de pays fortement industrialisés, il s'est développé sur des bases sociales et politiques calquées sur celles qui existaient dans les pays d'origine des émigrés...

A quoi assistons-nous avec la montée en puissance de la Chine ? La superficie de la Chine est comparable à celle des Etats-Unis, ses richesses les valent aussi, par contre sa population est quatre fois plus importante, son système social et politique est inversement proportionnel à sa population, conditions de travail et salaire misérables avec pour pendant un marché intérieur encore peu développé. Le basculement vers l'économie de marché et le développement industriel fulgurant des deux dernières décennies essentiellement tourné vers l'exportation, ont permis à la Chine d'engranger de gigantesques profits lui permettant maintenant de développer son marché intérieur fort d'environ 1,5 milliards de consommateurs. Et pour satisfaire les besoins de cet énorme marché intérieur, elle construit des usines tout aussi gigantesques qui concentrent des millions et des millions d'ouvriers, dont la capacité de production sera à terme quasiment illimitée ou sans comparaison dans le monde, elle

va être en mesure de produire des marchandises de consommation courante dévoreuses de main d'oeuvre à bon marché qui ne nécessitent pas forcément des compétences technologiques très avancées, jusqu'aux produits les plus sophistiqués à haute valeur ajoutée ou dégagant des profits colossaux.

Pour en revenir à l'article sur les panneaux solaires, là où une entreprise française en produira quelques milliers par an avec quelques centaines d'ouvriers, une société chinoise en produira des dizaines et des dizaines de milliers à un coût forcément beaucoup plus bas en alignant des milliers d'ouvriers, de telle sorte que l'entreprise française n'aura aucune chance de rivaliser sur le marché mondial face au concurrent chinois. Dans les années 30 aux Etats-Unis, Ford produira ses voitures à la chaîne pour alimenter uniquement le marché intérieur américain, en 2011 et dans les années à venir, la Chine va produire dans des proportions colossales pour alimenter son marché intérieur qui l'est tout autant ainsi que le reste du monde.

Le marché mondial à notre époque n'est plus composé par une addition d'économies particulières ou d'entreprises nationales, il tend de plus en plus à devenir la somme des économies nationales comme si les Etats et les frontières n'existaient plus, ce qu'incarne au plus haut degré la financiarisation de l'économie, sur le plan politique c'est plus compliqué comme on peut le constater avec le G20, à l'Union européenne ou à l'OMC (négociation de Doha)... Pour se développer ou assurer leur survie, ce qui revient au même, c'est cette dimension que les entreprises doivent adopter sous peine de disparaître. Ce sont les conditions dictées par le marché mondial dominé par le capitalisme le plus performant en matière de profit, qui doivent s'imposer à toutes les entreprises sur le plan des coûts de production, conditions de travail, niveau de productivité, rémunération, etc. pour demeurer compétitives et conserver ou accroître leurs parts de marché, ajoutons un taux d'imposition sur leurs bénéfices le plus bas possible, de façon à satisfaire les besoins insatiables des actionnaires qui en sont les propriétaires. On comprend mieux ainsi pourquoi hier l'URSS et ses satellites, aujourd'hui la Chine, ne pouvaient pour survivre en tant qu'Etat que revenir au capitalisme, après s'être détournés définitivement du socialisme.

Le marché mondial est à l'image d'une entreprise chinoise, c'est son modèle qui s'impose de nos jours, cela signifie que le capitalisme revient aux fondamentaux qui prévalaient au XIXe siècle, ce qui implique ou a pour conséquence une formidable régression sociale pour les travailleurs qui avaient conquis des droits au cours de leur lutte de classe au XXe siècle.

C'est l'exploitation effrénée et brutale qui est de retour et qui met à l'ordre du jour l'abolition du capitalisme à l'échelle de l'humanité.

Le capitalisme, qui s'était accommodé à contre-cœur de principes démocratiques au cours du XXe siècle et, qui a su s'en servir habilement pour assurer la stabilité sociale et politique et maintenir le prolétariat dans un état de servitude permanente, apparaît de plus en plus sous son vrai visage qui ne laisse plus place à aucune forme d'humanisme ou de progrès social, ceux-ci étant incompatibles ou contraires avec les rapports de production dominants.

Hier encore, quand on affirmait que les idées dominantes étaient celles de la classe dominante, on pouvait imaginer (inconsciemment) que cette définition générale ou assez vague que certains jugeaient simpliste pouvait inclure d'autres principes que la cupidité ou la soif du profit, désormais nous devrions peut-être dire crûment que la marchandisation de tous les actes et besoins de la vie quotidienne jusqu'au plus infimes détails guide exclusivement les intérêts de cette classe avide de pouvoir et qu'elle doit servir de repère ou guide à tous les modes de pensée, à toutes les classes.

Ainsi la survie du capitalisme va apparaître de plus en plus incompatible aux yeux des travailleurs, non seulement avec leurs besoins les plus élémentaires, mais tout simplement avec leurs propres survies, on peut ajouter en tant que classe, puisque ce processus sous-entend la destruction ou la soumission complète de leurs organisations ou partis au talon de fer du capital et à ses institutions politiques.

Que disent aux ouvriers du monde entier les travailleurs tunisiens, égyptiens, jordaniens, yéménites, algériens qui se soulèvent, sinon que la lutte à mort est engagée contre le capital, qu'ils n'ont rien à perdre, et contrairement à ce qu'affirmait le milliardaire américain Warren Buffet, la classe des capitalistes à certes remporter des batailles ces dernières décennies contre le prolétariat mondial, mais elle n'a pas remporté la guerre de classe qui ne fait que reprendre de plus belle, et dont l'issue dépendra de la capacité de la classe ouvrière à se doter d'une direction politique capable de la guider sur la voie du socialisme.

Les travailleurs n'accepteront jamais d'être réduits à l'état d'esclaves, certains en doutaient sans toutefois oser l'avouer, le soulèvement des peuples sont là pour nous rappeler que la lutte des classes et l'aspiration des travailleurs à leur émancipation de l'exploitation et de l'oppression demeure le facteur déterminant du développement de la civilisation humaine depuis la nuit des temps et que l'abandonner ne pourrait conduire qu'à sa disparition.

L'évolution du capitalisme conduisant le monde au chaos et à la barbarie met donc à l'ordre du jour les conclusions pratiques du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels paru il y a un siècle et demi : prolétaires du monde entier unissez-vous ! Vive la révolution socialiste internationale !

2- Fermeture en perspective ?

Environ 500 salariés de l'usine Ford de Blanquefort en Gironde ont manifesté vendredi dans les bureaux de la direction pour

exprimer leur déception devant l'absence de projet pour le site.

L'usine, qui continuera de fabriquer des boîtes de vitesse pour Ford jusqu'en décembre 2011, est repassée le mois dernier sous le contrôle du constructeur américain, qui n'a toujours pas présenté de projet permettant d'assurer l'avenir du site. (Reuters 04.02)

Economie.

Etats-Unis.

Les principales banques américaines cotées à Wall Street ont versé un montant record de bonus à leurs salariés en 2010. Le total de leurs primes et bonus s'élève à 135 milliards de dollars, révèle une enquête du Wall Street Journal (WSJ), soit 5,6% de plus qu'en 2009.

Les salaires ont eux aussi progressé tout au long de la crise. Selon le WSJ, la masse salariale des 25 plus grands établissements de Wall Street était de 377 milliards en 2007, 411 milliards en 2009 et 415 milliards en 2010. La rémunération totale moyenne par employé a augmenté de 3% à environ 141.000 dollars, « même si ce chiffre varie considérablement d'une entreprise à l'autre ». (20minutes.fr 04.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 février

Il peut arriver que vous ne parveniez pas à vous connecter au site ou qu'il disparaisse de votre écran. C'est parce que je suis en train d'essayer de l'actualiser, depuis une semaine il m'est impossible de charger la moindre page de chez moi car la connection est trop lente, du coup je suis obligé d'aller à Pondichéry en fin de matinée ou en début d'après-midi.

J'ai voulu installer un autre modem, une simple prise USB avec un petit boîtier au bout, je ne sais pas comment vous appelez cela en France, c'est le truc que l'on connecte sur les ordinateurs portables, sans succès. En fait il faudrait que j'achète un ordinateur portable et que je l'utilise en sortant dans le jardin ou en montant au première étage, le technicien m'a assuré que cela fonctionnerait, mais j'hésite à déboursier 30 à 40.000 rupees (550 euros environ) compte tenu que je n'ai finalement pas vendu ma maison. Et comme vous ne voulez pas m'aider à financer le site, cela pourrait me conduire à le fermer tout simplement. Lundi matin un technicien d'une autre société doit venir essayer un autre modem, si cela ne marchait pas, j'aviserai.

La suite de l'article d'hier sera prêt demain en principe, elle est déjà bien avancée. Ce pourrait être le mot de la fin en ce qui me concerne, tellement j'en ai marre.

Politique.

1- France. Ça vole bas !

1.1- Un monarque ne se refuse rien.

Selon l'agence de presse Belga, reprise par les médias belges, le chef de l'Etat aurait mobilisé deux avions pour se déplacer au sommet de Bruxelles de vendredi: l'Airbus présidentiel, rebaptisé Air Sarko One et un avion d'affaires Falcon 7X au rayon d'action de 11 000 km.

Pas mal pour faire le trajet entre deux villes séparées seulement par 300 km. Avec de surcroit, une ligne à grande vitesse qui permet un voyage d'1 heures 20 entre les deux capitales. (Lexpress.fr 05.02)

1.2- Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es. On a les amis qu'on peut. (suite)

Michèle Alliot-Marie avait déjà fait état d'un vol de 20 minutes, entre Tunis et la station balnéaire de Tabarka, à bord de l'avion de son ami Aziz Miled, un homme d'affaires tunisien. La ministre avait démenti en outre des informations présentant cet ami comme un proche du président déchu.

A bord du même appareil, Michèle Alliot-Marie a effectué le 29 décembre un aller-retour vers Tozeur, dans le grand sud tunisien, écrit le Nouvel Observateur.

"J'ai dit au Grand Journal (de Canal+) comme j'ai dit à France 2 que j'avais effectivement, avec mes amis, dont M. Miled, fait d'autres excursions", a dit samedi la ministre à des journalistes qui l'interrogeaient sur ce second vol. Avant de préciser: «*Quand je suis en vacances, je ne suis pas ministre des affaires étrangères, je suis Michèle Alliot-Marie, qui a des amis de longue date, qu'elle a l'habitude de recevoir en France, qui sont heureux de me faire découvrir leur pays*». Et la ministre de conclure: «*Je pensais qu'un ministre avait le droit d'avoir des amis. Maintenant je vais être très attentive. Je ne quitterai pas la Dordogne*».

Le jet est enregistré au nom de la compagnie Karthago Airlines de Belhassen Trabelsi, qui a fusionné en 2008 avec la compagnie d'Aziz Miled, Nouvelair, écrit vendredi Mediapart. (Reuters 05.02)

2- Tunisie.

"Un millier de personnes se sont rassemblées lors d'une manifestation devant le commissariat de police du Kef afin de réclamer le limogeage du chef de la police de la ville pour abus de pouvoir dans l'exercice de ses fonctions", indique le ministère de l'Intérieur tunisien.

Les manifestants ont criblé le commissariat de pierres et de cocktails Molotov en tentant d'en occuper les locaux et "la police a ouvert le feu pour empêcher les manifestants de faire irruption dans le commissariat." Deux personnes au moins ont été tuées et 17 autres blessées.

Le ministère de l'Intérieur a arrêté le chef de la police du Kef après ces incidents. (Lexpress.fr 05.02)

Social.

1- Le dictateur face à ses juges.

Le Syndicat de la magistrature (SM) appelle à deux jours de grève, jeudi et vendredi prochains, pour protester contre des propos de Nicolas Sarkozy dans l'affaire Laëtitia.

Le syndicat demande dans un communiqué à l'ensemble des magistrats de se déclarer en grève pendant ces deux jours et n'exclut pas de reconduire le mouvement. (Reuters 05.02)

L'hystérique du Palais présente toutes les caractéristiques du dictateur, ce dont témoigne ses attaques répétées contre les journalistes et les magistrats, sans parler des immigrés en générale, ou encore lorsque dans une affaire judiciaire il considère qu'un suspect est présumé coupable, ce fut le cas dans l'affaire Clearstream et il vient de récidiver dans celle de Tony Meilhon.

2- La grève des marins de la SNCM

La grève des marins de la SNCM se poursuivait samedi, bloquant cinq navires en Corse et à Marseille, a annoncé la CGT qui dénonce une diminution des liaisons entre Nice et la Corse et attend d'être reçu par les préfets de Corse et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca). "L'assemblée générale a reconduit à l'unanimité l'arrêt de travail avec encore plus de grévistes", a Frédéric Alpozzo, représentant de la CGT-Marins, syndicat majoritaire.

Un préavis de grève reconductible a également été déposé par le syndicat des agents sédentaires de la CGT, rejoignant les marins, et sera effectif à partir de jeudi. (Lexpress.fr 05.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 février

Pas le temps de causer pour les raisons évoquées hier, dommage il y avait beaucoup à dire sur le développement de la situation révolutionnaire en Tunisie. Entendu hier aux infos du soir sur TV5Monde Asie "c'est quand même surprenant, voire inquiétant que la classe politique et l'ensemble des médias découvrent aujourd'hui que la Tunisie était une dictature". Vous n'êtes pas au bout de vos surprises, regardez la sale gueule de Sarkozy sur la photo en haut de l'écran, il a l'air de quoi franchement pour un chef d'Etat ?

Je vous laisse, je dois aller télécharger à Pondichéry cette page et les différents documents de la journée, je vais perdre une bonne heure, il est ici 11h38 et je dois encore prendre ma douche, il fait 30°C à l'ombre.

Politique.

1- France. Programme, projet, promesses... pour bernier les travailleurs.

Le député PS de l'Essonne Julien Dray a appelé dimanche son parti à '*écouter*' Jean-Luc Mélenchon et à ne pas se comporter de manière '*paternaliste*' avec lui, même si selon lui le président du Parti de gauche (PG) est 'repris par le rêve romantique révolutionnaire'.

Selon le député PS, '*il y a*' en France '*une cocotte qui bout*' et qui pourrait provoquer des soulèvements populaires comparables aux pays arabes. '*La vraie question qui est posée au PS c'est de donner les éléments qui permettent ce désistement, donc c'est d'avoir un vrai projet de rupture, de réformisme radical*', a poursuivi le député de l'Essonne, ajoutant que le programme du PS, '*a ne peut pas être toujours de l'eau tiède*'. (Lemonde.fr 06.02)

Manifestement il ne souhaite pas que la "*cocotte*" explose, comme à l'UMP, on le comprend ! Sauf, qu'on n'a jamais vu des promesses empêcher une explosion sociale de se produire quand la situation était mûre.

Mesdames et messieurs, pardon, chers camarades, vous voulez devenir ministres ou députés en mai 2012, soyez perspicaces et malicieux à la fois, inspirez-vous de la méthode de Mitterrand qui avait réussi à bernier les cocos et les trotskos, je vous assure que ça marcherait encore...

Ecoutez-les, 30 ans plus tard ils ne s'en sont pas encore rendu compte, ils ne regrettent rien et n'ont commis aucune erreur, c'est ce qu'ils disent à voix haute, à voix basse, ils n'ont pas craché sur les miettes que Tonton leur avait discrètement réservées, même s'il leur a joué de sales tours dans leur dos, ils s'y attendaient car ils savaient à quoi s'en tenir avec ce filou de François, malgré tout ils ont joué le jeu jusqu'au bout, ils ont été parfaits, comme quoi leurs beaux principes et leurs programmes c'était du bidon, comme les nôtres d'ailleurs, il faut bien que tout le monde trouve sa place sur l'échiquier politique, au bout du compte ils s'en sont bien sortis et leurs appareils ont survécus, n'était-ce pas l'essentiel pour eux après tout ?

Promettez-leur la lune, ils n'en auront que la photo, peu importe, ils s'en contenteront, ils ont acquis un certain professionnalisme dans l'art et la manière d'accommoder les restes et de faire avaler des couleuvres à leurs militants ou de leur faire prendre des vessies pour des lanternes, au point qu'entre ces plats indigestes ou la haute gastronomie ils ne voient même plus la différence, les temps changent et les militants aussi, ils sont passés du coq au vin accompagné d'un Nuit Saint Georges au hamburger arrosé d'un Coca, de la révolution socialiste à la défense de notre industrie ou de la nation, en se mettant à leur place on aurait presque envie de dire quelle décadence ! nous nous sommes bien montés en première ligne pour défendre les banquiers, mais là on était dans notre rôle, et notez bien qu'ils passent leur temps à se bernier eux-mêmes, c'est leur passe-temps favori, que voulez-vous, c'est qu'ils sont nés ou qu'ils étaient destinés à être bernés toute leur vie, alors sachons en profiter encore une fois, cher camarades ne soyons pas stupides, quelle belle occasion s'offre à nous...

Et en 30 ans de l'eau à couler sous les ponts, leurs partis, s'ils sont toujours aussi monolithiques, mais paradoxalement, et c'est un avantage pour nous qu'il faut savoir exploiter, ils sont devenus aussi très hétéroclites, leur force et leur faiblesse à la fois, les uns ont pris cette décision parce qu'ils n'avaient pas le choix pour survivre, les autres ont fait ce choix délibérément par pur opportunisme ou à la recherche de la recette miracle qui n'existait pas, ils ont du mal à mobiliser leurs troupes parce qu'elles sont divisées, soyons assez malins pour les affaiblir au premier tour en embellissant notre programme d'un tas de promesses, et au second on rafflera la mise de la majorité de leurs électeurs, même en l'absence de mots d'ordre de leurs dirigeants...

Bon, si maintenant c'était DSK notre candidat, ce serait foutu d'avance, dans ce cas-là oubliez ce que je viens de vous expliquer.

2- Koweït.

L'émir du Koweït a accepté dimanche la démission du ministre de l'Intérieur, présentée le mois dernier après le décès d'un détenu sous la torture, et nommé à sa place un autre membre de la famille régnante, a annoncé un ministre.

L'émir a nommé cheikh Ahmad Homoud al-Sabah, un membre de la famille régnante, comme vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, a ajouté M. Roudhan.

Plus tôt dans la journée de dimanche, des jeunes koweïtiens ont appelé sur internet à une manifestation mardi pour réclamer la démission du gouvernement et dénoncer ses «*pratiques non-démocratiques*», selon un communiqué du groupe baptisé «*La Cinquième Muraille*». Sur Twitter, le groupe a appelé les Koweïtiens à se rassembler mardi devant le siège du Parlement.

«*Nous, La Cinquième Muraille, appelons le peuple koweïtien à un rassemblement au Parlement mardi à 11 heures locales pour défendre notre droit légitime à tenir des réunions, et exprimer notre rejet de l'actuel gouvernement et de ses pratiques non-démocratiques*», écrit le groupe dans un communiqué. (Libération.fr 06.02)

Economie.

1- Le prix du cuivre a triplé en deux ans

À plus de 10.000 dollars la tonne, le prix du cuivre a triplé en deux ans. Cette hausse est largement liée à la demande asiatique, mais l'appétit croissant des financiers n'arrange rien.

Indispensable dans le bâtiment et les câbles, la star des métaux de base est portée par les économies émergentes, Chine en tête. Elle en consomme 40% (60% pour l'utilisation électrique), soit 45 milliards de dollars par an. En 2020, elle concentrera 20 des plus grandes villes du monde, de plus de 10 millions d'habitants chacune.

Plus que la «*spéculation*» pointée du doigt par Nicolas Sarkozy au G20, c'est une impérieuse demande industrielle, assortie d'un déficit mondial de 400.000 tonnes anticipé par l'International Copper Study dès 2011, qui explique la flambée du cuivre. «*Ces dernières années, qui ont vu l'industrie des hautes technologies se développer, les investissements ne sont plus allés vers l'industrie minière, considérée comme une vieille industrie, rappelle Martin Abbott. D'où le déséquilibre entre l'offre et la demande.*»

Face aux aléas du marché, les contrats à terme du LME ou du Comex permettent avant tout de se couvrir. Mais rien n'empêche la spéculation. Aux États-Unis, selon la Commodity Futures Trading Commission, les spéculateurs ont accru leurs positions acheteuses sur le métal rouge fin décembre, pariant sur une hausse des prix. «*Ils détiennent 40.000 contrats, un seuil sans précédent*», relève Eugen Weinberg, analyste matières premières de Commerzbank. Par ailleurs, plusieurs banques ont acheté d'importantes quantités de cuivre, dans des stocks agréés par le LME, pour lancer, sous peu, sans doute aux États-Unis, des produits d'investissement financier (de type ETF ou ETC) adossés à du cuivre physique, histoire de répliquer son envolée.

Pour Pierre Martin, analyste matières premières chez DWS : «*Si l'envolée des prix des matières premières s'accroît encore, autoriser de tels produits financiers serait mettre de l'huile sur le feu, car autoriser un produit qui augmente la rareté aurait un impact sur les prix...*». (Lefigaro.fr 06.02)

2- Le coton au plus haut depuis plus de 140 ans.

La livre de coton a dépassé les 1,76 dollar à New York, du jamais vu depuis la fin du 19e siècle. La pénurie s'accroît alors que la Chine a renforcé ses importations. (Lefigaro.fr 06.02)

Le 8 février

Pas le temps ni l'envie de causer.

Vous pourriez m'envoyer (format bloc-note ou autre) les articles (avec la source et la date) que vous avez trouvés sur Internet sur les pays où se déroulent des mouvements sociaux, en priorité la Tunisie et l'Égypte, ou des témoignages intéressants sur ce qui se passe réellement dans ces pays, histoire d'en faire profiter vos petits camarades qui se connectent sur le site. Moi ce que j'en dis, je pense uniquement aux autres camarades, à vos camarades, mais c'est peut-être trop vous demander.

Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie, j'ai vu quelques images sur un mouvement social en cours au Bangladesh contre la hausse des prix et la construction d'un nouvel aéroport qui a pris l'allure d'émeutes, mais pas de dépêches de presse sur le sujet ce matin et pas le temps de chercher sur le Net.

Dites-vous bien qu'à force de rejeter toutes mes propositions ou de refuser toute participation même minimum au fonctionnement du site, vous me poussez un peu plus chaque jour à prendre la décision de le fermer, ce sera sans préavis du jour au lendemain et sans appel au point où j'en suis. Si je dois comprendre que vous avez mieux à faire, ce qui est votre droit bien sûr, dites-vous que moi je réfléchis à faire autre chose et que c'est le mien aussi.

Le site n'a pas non plus vocation à se transformer en banque de données anonyme, cela ne m'intéresse pas, je laisse cela à d'autres, c'est un site de combat politique ou rien. Si je ne supporte pas les rapports de merde qui existent en Inde, ce n'est pas pour les supporter ailleurs. Je suis de mauvaise humeur, pas particulièrement, c'est un principe, conforme à l'idéal que je défends ! Vous savez, être ou ne pas être...

Vous m'excuserez mais quand je vois dans les statistiques qu'il y a 90 connections par jour environ et que plus de 700 documents ont été téléchargés entre le 30 janvier et le 6 février et que je ne reçois aucun courriel, je me dis qu'il y a un sérieux problème quelque part. Vous me répondez peut-être que c'est moi le problème, dans ce cas-là, salut ! J'ai viré mon article de la page

d'accueil pour que vous ne sentiez pas dans l'obligation de le lire, je l'avais écrit uniquement pour me faire plaisir.

Politique

1- Tunisie.

Le ministère tunisien de la Défense a rappelé les réservistes lundi, alors que des troubles continuent d'affecter plusieurs régions du pays, selon l'agence de presse officielle TAP.

Le gouvernement a demandé aux militaires partis à la retraite au cours des cinq dernières années de rejoindre à partir de dimanche les centres régionaux de conscription et de mobilisation les plus proches de leur lieu de résidence.

La consigne concerne les sous-officiers et militaires relevant de la marine, de l'aviation, des administrations et des services, ainsi que les conscrits des sessions du quatrième trimestre de 2008 et de toute l'année 2009 relevant des trois armes, de la direction générale de la sécurité militaire et de la direction générale des munitions et de l'armement, précise le communiqué diffusé par la TAP.

L'armée compte 45.000 hommes, contre près de 50.000 pour les forces de sécurité.

Lundi, le Premier ministre de transition Mohamed Ghannouchi a évoqué devant le Parlement des "*dangers qui menacent les acquis de la révolution*", affirmant que la menace émane d'individus voulant "*faire régresser*" le pays, sans plus de précisions. (AP 07.02)

2- Algérie.

Une cacique du régime algérien a réclamé lundi un "*changement radical du mode de gouvernance*".

L'appel est d'autant plus significatif qu'il émane de Zohra Drif Bitat, veuve de Rabah Bitat, un des six chefs historiques de la Révolution de la Toussaint 1954 contre la tutelle coloniale française, devenu par la suite le président très respecté de l'Assemblée populaire nationale (ANP), avant de s'éteindre en 2000.

"*Allons-nous continuer à gérer nos problèmes avec les mêmes acteurs qui ont échoué ? Faut-il encore du sang ?*" s'est demandé Drif Bitat, elle-même ancienne de la guerre d'indépendance et aujourd'hui vice-présidente du Conseil de la nation, la chambre haute du parlement algérien, poste où elle a été nommée par le président Abdelaziz Bouteflika.

"*J'espère et j'attends un changement radical dans le mode de gouvernance*", a-t-elle déclaré, en réclamant un changement de gouvernement. Des rumeurs d'un remaniement du gouvernement d'Ahmed Ouyahia circulent depuis la semaine dernière et n'ont pas été confirmées officiellement.

Un des organisateurs de la manifestation du 12 février, Hocine Zéhouane, président de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), a néanmoins estimé que "*l'Algérie a(vait) besoin d'une révolution, pas seulement d'une levée de l'état d'urgence*".

Mais les analystes jugent que le pouvoir algérien, qui repose en grande partie sur l'armée, est en mesure de faire face à une révolte sociale en puisant dans sa cagnotte pétrolière pour calmer toute agitation. (Reuters 07.02)

3- Haïti. Préval : dégage !

Plusieurs centaines de manifestants réclamant le départ du président René Préval ont érigé des barricades lundi à Port-au-Prince et jeté des pierres contre la police et les casques bleus des Nations unies, rapportent des témoins.

La police anti-émeute haïtienne, appuyée par des membres de la mission de l'Onu (Minustah), a tiré plusieurs salves en l'air et fait usage de grenades lacrymogènes pour tenter de disperser les protestataires qui ont incendié des pneus et des déchets ménagers sur une place du centre de la capitale.

Le chef de l'Etat sortant, dont le mandat expirait officiellement ce lundi 7 février, a été habilité par le parlement à rester en fonctions jusqu'au 14 mai si nécessaire afin d'assurer la transition mais certains Haïtiens réclament qu'il cède la place dès maintenant à un gouvernement intérimaire.

"*Préval doit s'en aller*", scandaient les manifestants réunis sur la place du Champ de Mars, devant le palais présidentiel.

"*René Préval peut et doit rester en fonctions*", a déclaré Edouard Mulet, qui dirige la Minustah, dans les colonnes du quotidien

Le Nouvelliste. (Reuters 07.02)

4- Russie.

4.1- Renforcement de l'appareil répressif de l'Etat.

Le président russe Dmitri Medvedev a promulgué lundi une loi transformant la "milice" de l'ère soviétique en une force de "police" aux pouvoirs élargis.

Le texte prévoit de doubler le salaire minimum des policiers en le portant à 45.000 roubles par mois (1.100 euros environ), ce qui coûtera 217 milliards de roubles (5,4 milliards d'euros) au budget de l'Etat.

La Douma, chambre basse du parlement, a supprimé plusieurs articles clés lors de l'approbation du texte en seconde lecture le mois dernier, comme l'interdiction de frapper les femmes ou d'infliger des coups de matraque sur certaines parties du corps.

La loi n'instaure aucun mécanisme de contrôle indépendant afin de lutter contre la corruption au sein des forces de l'ordre, que Dmitri Medvedev a pourtant identifié comme un "danger" pour la société. (Reuters 07.02)

4.2- Medvedev et Poutine ne supportent pas la liberté de la presse.

Luke Harding, grand reporter au *Guardian* et correspondant du journal à Moscou, a été expulsé par les autorités russes, a annoncé lundi 7 février le quotidien britannique.

Le journaliste, qui avait passé deux mois au siège londonien du *Guardian*, travaillant notamment sur les révélations du site WikiLeaks publiées par son journal, était rentré à Moscou le week-end dernier. Il s'est vu refuser l'entrée sur le territoire par les autorités russes et a été mis dans un avion se rendant au Royaume-Uni. Un membre des services de sécurité aéroportuaire affilié aux services de renseignement lui aurait alors déclaré : "La Russie est fermée pour vous".

Selon le rédacteur en chef du *Guardian*, Alan Rusbridger, "il s'agit clairement d'une nouvelle atteinte préoccupante à la liberté de la presse, et il est inquiétant que le gouvernement russe expulse les reporters dont il n'approuve pas le travail". Luke Harding avait notamment écrit sur un câble de WikiLeaks décrivant la Russie comme un "Etat mafieux", rappelle le quotidien, selon qui l'expulsion d'un journaliste britannique de Russie serait une première depuis la fin de la guerre froide. (Lemonde.fr 07.02)

5- Le Forum social mondial propose, les multinationales qui le financent disposent.

La onzième édition du Forum social mondial organisée à Dakar a débuté hier.

En effet, le FSM ne peut pas, selon le code précis de sa charte de création en 2001, proposer des cadres de mobilisations. C'est une coordination d'échanges et non d'actions, d'où la sensation parfois amère des années précédentes, d'absence de force de proposition à la fin du Forum. (Rue89 07.02)

Se rassembler pour décider d'entreprendre aucune action : tout un programme, le vieux monde en tremble !

6- Le Parlement européen "ami" de Etat sioniste.

Le Parlement européen pourrait presque tenir une session plénière à Jérusalem. Près de 500 députés, sur les 736 que compte le Parlement européen, sont attendus à Jérusalem du 5 au 8 février prochain. Ils participeront à la seconde conférence organisée par les Amis européens d'Israël. L'enjeu économique d'une telle rencontre est d'importance : le commerce israélo-européen s'est monté à 36 milliards de dollars en 2010, soit le tiers des échanges extérieurs d'Israël. (Rue89 07.02, d'un blogueur, http://seenthis.net/?page=site&id_syndic=10968)

Média.

Ce lundi, à l'issue d'un vote finalement moins serré qu'attendu, les 260 salariés de Libération se sont prononcés en faveur de Nicolas Demorand à la tête du quotidien.

Normalien, agrégé de lettres modernes, Nicolas Demorand, né en 1971, a effectué la majeure partie de sa carrière dans l'audiovisuel.

Proposé par Édouard de Rothschild, principal actionnaire du titre, le transfuge d'Europe 1, journaliste audiovisuel passé par France Inter et invité surprise de ce mercato de début d'année, a en effet recueilli 56,7% des votes. il prendra ses nouveaux

habits d'homme de presse le 1er mars, avec la volonté de faire de Libé le «quotidien de référence de la gauche».

Mardi, c'est au tour de la rédaction du Nouvel Observateur d'approuver à la majorité simple (50%) l'arrivée de Laurent Joffrin.

Jeudi, en début d'après-midi, la Société des rédacteurs du Monde (SRM) devrait enfin avaliser le choix des nouveaux actionnaires du quotidien - Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse - de proposer Erik Izraelewicz (ancien patron de La Tribune et des Échos) au poste de directeur du quotidien. (Lefigaro.fr 07.02)

Commentaire d'un internaute : La presse de gauche se met en ordre de bataille pour 2012 pour faire oublier que seul le PS ne sait pas encore quel programme, quel candidat il aura. Comment un parti qui compte dans ses électeurs 80% des enseignants, des juges et des journalistes en est toujours au même point ? Le vide sidéral.

Commentaire : On pourrait encore peaufiner notre caractérisation et préciser que les partis institutionnels ne sont pas de droite ou de gauche, mais que l'UMP est de droite et que PS et ses satellites sont la gauche de la droite. Ainsi, on ne nie pas les différences ou les nuances qui existent entre les uns et les autres tout en tenant compte que finalement ils se situent bien tous dans le même camp, celui du capital et ses institutions politiques. Cela a le mérite de remettre chacun à sa véritable place, tous ces partis qui représentent les intérêts des capitalistes et ont déjà gouverné pour leur compte sont logiquement classés à droite, en tenant compte évidemment des nuances qui permettent de les distinguer, la gauche étant représentée par le POI, le NPA et LO.

Vous êtes pour le maintien en place de l'ancien régime, vous êtes de droite, et si vous vous prononcez pour son abolition, vous êtes de gauche, voilà sur quelle base avait été établie cette opposition il y a plus de deux siècles, voilà sur quelle base elle doit être rétablie. Ce n'est pas parce qu'on s'est fourvoyé pendant des décennies à présenter autrement ces partis qu'il faudrait continuer, un peu de courage et d'audace, bordel !

Social.

1- France.

1.1- Un milliard pour les actionnaires, mais pas de fric pour augmenter les salaires !

Une centaine de personnes ont manifesté lundi matin devant le siège social du géant mondial des cosmétiques L'Oréal pour réclamer une revalorisation salariale à l'occasion des négociations annuelles obligatoires, a constaté une journaliste de l'AFP.

Lors du rassemblement organisé à l'appel d'une intersyndicale CGT-CFDT-FO-Unsa, les salariés ont bloqué la circulation devant le siège du groupe, situé à Clichy-la Garenne (Hauts-de-Seine), à grands renforts de sifflets et de cris.

«On n'est pas bien payé, parce qu'on ne le vaut pas bien apparemment», a déclaré Manu Banco, délégué CGT des salariés de L'Oréal, précisant que «la revendication que nous portons est de 0,8% de rattrapage sur 2010, 3% pour 2011 et la mise en place d'un treizième mois».

«Alors qu'un milliard a été donné aux actionnaires l'année dernière et 288 millions à l'actionnaire majoritaire [la famille Bettencourt], et que le groupe a réalisé 2,5 milliards de bénéfices, les dirigeants veulent nous donner aujourd'hui des miettes», a-t-il ajouté, précisant qu'un appel à la grève avait été lancé pour la journée. (20minutes.fr 07.02)

1.2- PV : Le racket de l'Etat.

Actuellement à 11 euros, le PV sera augmenté de six euros. François Baroin, le ministre du Budget, s'était engagé à prendre un décret relevant le prix de l'amende entre 15 et 20 euros.

Cela fait des mois que les élus locaux se battent pour une hausse des amendes de stationnement. Et pour cause. Un automobiliste qui ne met pas d'argent dans l'horodateur paie aujourd'hui la même amende (11 euros) qu'en 1986 (75 francs)!

Selon nos informations, l'amende passerait en fait à 17 euros. C'est ce dernier chiffre qui circule au sein du gouvernement. Mais la date d'entrée en vigueur de cette hausse n'est pas encore connue. (Lefigaro.fr 07.02)

Ah ces braves élus locaux qui ont pour tâche de faire respecter la Constitution, comme ils en ont de bonnes idées ! Encore une mesure qui va être très populaire ! Et puis, il faut bien que certains paient pour d'autres, lire l'article suivant.

1.3- Passe-droit.

Olivier Marleix, vice-président du Conseil général d'Eure-et-Loir et également conseiller technique auprès de Nicolas Sarkozy, a été flashé à 119km/h sur une route limitée à 70 le vendredi 28 janvier. Arrêté par les gendarmes, il a fait jouer ses relations pour éviter la contravention. (Lexpress/fr 07.02)

1.4- Comment ils engraisent les trusts pharmaceutiques.

La campagne de vaccination contre l'épidémie de grippe A (H1N1) a explosé les budgets. Selon un rapport remis au Sénat et cité lundi par Les Echos, la Cour des comptes estime qu'elle a coûté entre 685 et 756 millions d'euros contre une fourchette de 137 à 208 millions initialement prévue par le ministère de la Santé.

Un écart qui s'explique notamment par les dépenses prises en compte dans chacune des estimations. Contrairement au gouvernement, la Cour comptabilise les vaccins donnés à l'OMS ainsi que les achats de masques de protection pour les agents d'administration. Les magistrats considèrent en outre que la facture a été plus beaucoup élevée pour l'indemnisation des professionnels de santé libéraux mobilisés.

La conclusion est sans appel: «*La campagne apparaît particulièrement coûteuse au regard du nombre de personnes vaccinées*», critique le rapport, cité par Les Echos. Au final, 5,4 millions de Français se sont fait vacciner, pour un coût de 110 euros par personne.

La Cour des comptes pointe aussi du doigt le prix d'achat très élevé des vaccins. «*Du fait d'une coordination européenne à peine esquissée, les laboratoires pharmaceutiques sont parvenus à mettre les Etats en concurrence et se sont placés en position favorable pour contracter*», précise le rapport.

Et le gâchis a été de taille: 2,7 millions de doses de vaccins sont ainsi parties à la poubelle, «*soit la moitié environ de celles qui ont été effectivement utilisées pour la vaccination*». (20minutes.fr 07.02)

1.5 - Au secours, Attila est de retour !

«*Une personne meurt du tabac toutes les 6 secondes*». En partant de ce constat, l'économiste et écrivain Jacques Attali propose la plus radicale des mesures.

«*Bien pire que le Mediator: le tabac*», écrit Jacques Attali sur son blog , où il préconise tout simplement d'interdire «la production, la distribution et la consommation de tabac, un produit qui fait chaque année 5 millions de morts dans le monde».

«Il ne faut plus tergiverser», affirme M. Attali, qui assure que le bilan économique d'une interdiction du tabac, négatif au départ, serait ensuite positif. Il reconnaît que cela «*remettrait en cause quelques emplois*», que «les Etats perdraient quelques recettes», (en 2009, le tabac a rapporté 10 milliards d'euros de taxe et 3 milliards de TVA), que cela «*encouragerait pour un temps le marché noir*» et nécessiterait «*quelques dépenses pour désintoxiquer ceux qui le sont*».

«*Mais on gagnerait tant, en qualité et en espérance de vie, que le bilan, même économique, serait évidemment partout positif*», pense-t-il encore, disant attendre «*avec intérêt la réponse des candidats à l'élection présidentielle*» sur cette question. (Lefigaro. fr 07.02)

Le banquier du PS ne sait décidément pas quoi dire pour faire parler de lui. Quelle coïncidence, une personne meurt de malnutrition dans le monde toutes les 6 secondes, mais de cela il n'a rien à foutre, pensez donc, il faudrait abolir le capitalisme qui en est l'unique responsable.

Rappel : D'après la FAO, le nombre de personnes souffrant de la faim cette année dans le monde a grimpé à 1,02 milliard, soit 100 millions de plus qu'en 2008, pour s'établir à un niveau jamais atteint.

Un enfant meurt de malnutrition toutes les six secondes alors même que la planète produit plus de nourriture qu'il n'en faut pour nourrir tous ses habitants. (Reuters 15.11.09)

2- Grèce. Résistance.

Alors que la «troïka» d'experts européens et du FMI revient à Athènes pour vérifier les comptes, de plus en plus de Grecs, qui voient leurs finances se dégrader, refusent de payer dans les transports et les hôpitaux.

Ce mouvement de citoyens s'opposant à la hausse des prix prend une ampleur nationale. Tous les matins, ils soulèvent les barres des péages sur les principaux axes routiers nationaux ; ils recouvrent de sacs en plastique les composteurs à l'entrée des stations de métro et distribuent des tracts dans les hôpitaux publics pour ne pas payer les soins octroyés : ce sont les citoyens du

mouvement *«Je ne paie pas»*.

Depuis le 1er février et la mise en vigueur de la nouvelle hausse des prix, ils sont de plus en plus nombreux - plusieurs centaines déjà - à préférer enfreindre la loi plutôt que de manifester. Une tendance qui suscite la sympathie de l'opinion publique. *«La plupart d'entre nous n'ont plus les moyens de payer et ne veulent plus manifester»*, explique Giorgos Kosmopoulos, l'un des membres du mouvement.

Après l'augmentation de la TVA de 19 à 23 % en quelques mois, d'autres suivent. Ainsi, le ticket de bus et de métro est passé de 1 euro à 1,40 euro, alors que le salaire minimum plafonne à 592 euros. Pour les péages, *«la situation est aberrante»*, souligne Giorgos Kosmopoulos, *« les routes, qui datent de 1950, sont lamentables et dangereuses et on nous demande de payer pour leur future construction, d'autant que l'État ne propose pas de route alternative. Un agriculteur n'a souvent pas d'autre choix que de payer pour aller d'un champ à l'autre !»*, proteste-t-il.

Ce mouvement de contestation, qui s'étend à présent aux hôpitaux publics, reflète le désarroi d'une certaine tranche de la population saignée à blanc par les mesures d'austérité. Selon le sociologue politique Giorgos Kirtsos, *«les Grecs commencent surtout à réaliser qu'ils n'ont pas fini de se serrer la ceinture. Ils n'ont plus confiance dans le système politique. (...)»*, explique-t-il.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 février

Alliot-Marie en vacances chez le dictateur Ben Ali, Fillon en vacances chez le dictateur Moubarak, banal quoi, sous tous les gouvernements depuis un demi-siècle les ministres ont cotoyé des dictateurs sans que cela leur cause le moindre problème. Autre point commun entre les deux despostes : leurs partis politiques étaient affiliés à l'Internationale socialiste de M. Aubry et dont le président à l'heure actuelle n'est personne d'autre que Papandréaou, le seigneur du peuple grec.

J'ai lu hier dans un article de presse que 80% des enseignants, des journalistes et des magistrats votaient PS aux différentes élections, ces informations (sur la nature des différents régimes) étant largement diffusées sur Internet et relayées par la presse nationale, tout comme les adhérents à ce parti, ils ne pourront pas ou plus dire : on ne savait pas que le PS soutenait des dictateurs ou en comptaient parmi ses amis politiques, cela témoigne simplement que leur niveau de conscience politique se situe au ras des paquerettes ou qu'ils n'en ont pas.

Que le citoyen lambda qui n'a pas vraiment de conscience politique passe des vacances de rêve dans le pays d'un tyran ne choquera personne, ce qui n'est pas le cas de responsables politiques qui savent très bien à quoi s'en tenir sur les régimes politiques de ces pays.

Liste de quelques partis infréquentables de l'Internationale socialiste :

- Le Parti national démocratique d'Hosni Moubarak
- Le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo
- Le Social democratic front (SDF) de John Fru Ndi (Cameroun), accusé notamment d'avoir détourné 125 millions de dollars.
- Le parti de Unidad Nacional de la Esperanza d' Álvaro Colomau (Guatemala), accusé d'assassinat
- Le Parti révolutionnaire du peuple mongol, parti unique autorisé avant 1990 et au pouvoir depuis 20 ans
- Le Parti de la Libération nationale de Laura Chinchilla (Costa Rica), conservateur, opposé à la laïcité publique et à la contraception.
- Le Parti Travailleliste d'Israël
- L'Union Socialiste des Forces Populaires (Maroc), associée au pouvoir et cautionne la dictature de Mohammed VI.
- Le Parti Révolutionnaire Institutionnel (Mexique), au pouvoir sans discontinuer entre 1930 et 2000, sur fond de corruption et de pouvoir policier.
- Le Parti du Peuple Pakistanais, actuellement au pouvoir.
- (Liste à compléter, bon courage, l'Internationale jaune comprend 170 partis !)

Parole d'internaute pour se détendre.

- Les Français ont élu le Président que même les belges auraient refusé !

Entre nous, les Belges n'ont guère fait mieux récemment en manifestant pour demeurer à leur souverain de trouver une solution à la crise du régime qui dure depuis les dernières élections, soit plus de 6 mois.

Politique.

Tunisie.

La Tunisie a connu mardi de nouveaux troubles, notamment en province, en raison de la volonté d'une partie de la population d'éradiquer les dernières traces de l'ancien régime plus de trois semaines après le renversement de Zine ben Ali.

Trois personnes ont dit à Reuters avoir entendu des coups de feu en provenance de rues proches de l'avenue Habib-Bourguiba, l'artère principale de la capitale. Ces témoins n'ont pas pu préciser l'origine des tirs.

Des manifestants ont exigé la démission de gouverneurs dans plusieurs villes de province en raison de leurs liens avec l'ancien régime.

A Gafsa, près de la frontière avec l'Egypte, un lycée a été partiellement détruit mardi par un incendie, apparemment criminel, rapporte l'agence Tap.

Selon deux sources syndicales à Kasserine, plusieurs centaines de personnes bloquent une grande artère de cette ville située à environ 250 km au sud-ouest de Tunis pour réclamer l'attention du gouvernement sur leurs problèmes.

Nommé seulement quelques jours plus tôt dans le cadre d'une purge des responsables administratifs du pays, le gouverneur de la région de Kasserine a démissionné lundi sous la pression de manifestants assiégeant ses locaux, dit-on de mêmes sources.

Des manifestants ont aussi contraint à la démission le nouveau gouverneur de Gafsa mardi, a rapporté Tap.

Plusieurs gouverneurs sont confrontés à des mouvements similaires ou à des demandes d'amélioration des conditions de vie de la part de la population.

Signe toutefois que les tensions restent vives, les employés du ministère tunisien des Affaires étrangères ont observé mardi une deuxième journée de grève pour réclamer la démission d'Ahmed Ounaïss en raison de déclarations prouvant aux yeux de ses détracteurs que le ministre n'est pas franchement favorable au changement. (Reuters 08.02)

Social.

France.

1- Grève jeudi dans l'enseignement

Près de 20% des enseignants du premier degré seront en grève jeudi, selon les chiffres communiqués ce mardi par le ministère de l'Education nationale.

La FSU, la CGT et Sud appellent les personnels de l'Education nationale à une journée de grève et à des manifestations jeudi pour dénoncer le manque de moyens et les suppressions de postes. Si au niveau national, le mot d'ordre n'est lancé que par trois syndicats, d'autres s'y sont associés localement.

Ce mouvement aura lieu alors que depuis plusieurs jours, la colère monte du côté des parents d'élèves dans certaines académies contre l'absence de remplacements d'enseignants absents.

Lundi, selon la FCPE, une centaine d'établissements scolaires ont ainsi été occupés par des parents d'élèves en colère en Seine-Saint-Denis près de Paris. (AP 08.02)

2- Mobilisations "**historique**" des magistrats.

La fronde du monde judiciaire français a gagné, mardi 8 février, tout le pays, dans un mouvement inédit de protestation contre la politique de Nicolas Sarkozy. Plus de la moitié des tribunaux et cours d'appel, soit 115 sur un total de 195, ont ainsi adopté le mot d'ordre de report des audiences non urgentes lancé en fin de semaine dernière par l'Union syndicale des magistrats, selon ce syndicat, majoritaire. Au total, 166 assemblées générales ont par ailleurs été "*sollicitées*" partout en France depuis lundi.

La journée a notamment été marquée par l'entrée dans le mouvement de nombreuses cours d'appel, comme celles de Toulouse, Besançon, Rennes, Pau, Orléans, Douai, Colmar ou Montpellier. A Paris, quelque 300 magistrats, soit les deux tiers des effectifs de première instance de la capitale, se sont réunis en assemblée générale. La cour d'appel de Paris et la Cour de cassation tiendront de leur côté leur assemblée générale jeudi, journée nationale de protestation.

"Je n'ai jamais vu autant de monde dans une assemblée générale à Paris. Je pense que c'est historique", a réagi le président de l'Association française des magistrats instructeurs, Marc Trévidic. Cette mobilisation devrait permettre "d'arriver à un vrai programme sur la justice à long terme plutôt qu'à des effets d'annonce", a-t-il ajouté.

"Je ne pensais pas que ce serait une lame de fond aussi importante dans les juridictions", a confirmé le président de l'USM, Christophe Régnard, soulignant que les décisions de renvoi étaient prises dans les AG "à la quasi-unanimité". Cette mobilisation "exceptionnelle" traduit "une exaspération profonde", a-t-il ajouté, promettant que le mouvement n'allait "pas s'arrêter là".

Parmi les magistrats présents mardi au TGI de Paris figurent notamment le procureur de la République de Paris, Jean-Claude Marin, les juges d'instruction Renaud van Ruymbek, Gilbert Thiel, Corinne Goetzmann, ou encore les présidents de chambre Dominique Pauthe, Serge Portelli, Joël Boyer ou Sophie-Hélène Château. "Contrairement à ce que dit le porte-parole du gouvernement, François Baroin, ce n'est pas du tout un mouvement qui est orchestré par les syndicats, mais qui est porté par la base et qui a même surpris les syndicats", a estimé Serge Portelli.

"Ce mouvement, certainement pour une large part sincère, est pour une large part organisé ou orchestré par des syndicats qui sont en opposition avec l'action du gouvernement", avait en effet déclaré M. Baroin dans une interview à France 2, mardi matin. (Lemonde.fr 08.02)

Economie.

France.

1- Immobilier.

Les taux des prêts du secteur concurrentiel, hors assurance, ont atteint 3,47% le mois dernier, soit 22 points de base de plus qu'en novembre.

La part des prêts réalisés à un taux supérieur à 4,0% a bondi de 8,5 points en un mois selon le Tableau de bord, passant de 2% à 10,5%.

La part des prêts à taux variable est parallèlement remontée en janvier pour la première fois depuis deux ans. "La nécessité de préserver sa solvabilité conduit maintenant une partie plus large de la demande à choisir ce type de formule", explique l'étude.

Autre évolution: la baisse de cinq mois de la durée moyenne des prêts, revenue à 17 ans et deux mois. La part des prêts sur plus de 20 ans dans l'accession à la propriété est ainsi descendue de 54,8% à 52,3% en un mois. (Reuters 08.02)

2- Déficit commercial.

Le déficit des échanges extérieurs s'est creusé de 7,2 milliards l'an dernier par rapport à 2009, à 51,44 milliards d'euros contre 44,22 milliards un an auparavant, se rapprochant ainsi de son record historique de 2008 (56 milliards).

Le déficit structurel hors énergie, a souligné le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur Pierre Lellouche lors d'une conférence de presse au ministère de l'Economie, s'est creusé à 20,3 milliards d'euros en 2010 contre 19,5 milliards l'année précédente.

Le déficit structurel hors énergie, a-t-il souligné, s'est creusé à 20,3 milliards d'euros en 2010 contre 19,5 milliards l'année précédente.

es exportations FAB françaises ont rebondi de 13,5% en 2010 à 392,52 milliards d'euros, après une contraction de 17,1% en 2009.

Les importations ont parallèlement atteint 443,96 milliards d'euros, en hausse de 13,8% après une chute de 17,6% en 2009.

La France, a-t-il ajouté, reste le cinquième exportateur mondial. Mais sa part de marché en valeur, calculée en dollars, a reculé l'an dernier à 3,5% contre 3,8% en 2009.

"Notre appareil d'exportation est sous-dimensionné et trop concentré sur un petit nombre de grands groupes", a-t-il déploré.

"Nous avons 90.800 entreprises exportatrices en France. Il y en a plus de 400.000 en Allemagne", a-t-il poursuivi. "Le nombre d'entreprises qui exportent diminue d'année en année." (Reuters 08.02)

3- Déficit du budget de l'Etat.

Le déficit du budget de l'Etat est ressorti à 148,8 milliards d'euros contre 138,0 milliards d'euros à la même date de 2009, selon des données publiées mardi par le ministère du Budget.

Au 31 décembre, les dépenses totales (budget général et prélèvements sur recettes) atteignaient 425,7 milliards d'euros contre 367,1 milliards d'euros un an plus tôt, selon le ministère.

Les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissaient quant à elles à 274,9 milliards à fin décembre contre 237,2 milliards à la même date en 2009. (Reuters 08.02)

Le 10 février

Infos site.

- Puisque je suis obligé de sortir tous les jours pour actualiser le site, j'ai profité de la connection rapide pour télécharger 24 ouvrages importants de Marx, Engels, Lénine, Trotsky et Kautsky dans la page Marxisme, d'autres suivront.

- Je répondrai demain au camarade Philippe qui m'a adressé un chèque de 50 euros, porte-toi bien. J'attends d'un jour à l'autre une somme d'argent, dès que l'aurait reçue je filerai acheter un portable et un nouveau modem.

En très bref.

- Je n'ai pas mis d'articles en ligne sur le forum de Davos : je n'ai pas vu un seul article dans la page économie que je consulte tous les matins.

- Sur le site Internet du NPA : *Olivier Besancenot à Dakar au FSM...* Youpi ! Lire Forum Social des Multinationales puisque ce sont elles qui le financent. Ah ces anticapitalistes... à la mémoire sélective !

Voilà des bonnes nouvelles pour le Palais.

- 52 % des Français souhaitent la démission de MAM - LeMonde.fr

- Affaire Laëtitia : la fronde des magistrats justifiée pour 65% des Français - AP

- Le Brésil préfère l'avion F18 de Boeing au Rafale de Dassault - 20minutes.fr

Politique.

1- France.

Nicolas Sarkozy a adressé mercredi un rappel à l'ordre aux membres du gouvernement, leur demandant "*désormais*" de "*privilégier la France*" pour leurs vacances.

"*Ce qui était commun il y a encore quelques années peut choquer aujourd'hui*", a constaté Nicolas Sarkozy. (AP 09.02)

Il a raison, ils sont tous bons à être enfermés, mais au fait, n'a-t-il pas passé ses dernières vacances chez le monarque-déposte marocain ? Oui, mais lui n'est pas ministre, ne pas confondre le monarque et sa cour ! Faites ce que je dis, mais ne faites pas ce que je fais.

2- Algérie.

Les autorités algériennes ont empêché mercredi un rassemblement devant l'ambassade d'Egypte en procédant au bouclage de la rue Abdelkader Gadouche, où se trouve l'édifice, par un important dispositif policier, a constaté l'Associated Press.

Ce rassemblement devant l'ambassade d'Egypte a été décidé dans la nuit de mardi au cours d'une réunion de la CNCD. "*Nous avons décidé cette action pour exprimer notre solidarité avec le peuple égyptien et féliciter le peuple tunisien, qui sont en train de changer le cours de l'histoire de la nation arabe*", a déclaré à l'AP l'avocat Mustapha Bouchachi, président de la Ligue algérienne

de défense des droits de l'Homme (LADDH) et membre actif dans la CNCD.

Interrogé sur la manifestation du 12 février, Me Bouchachi a confirmé l'interdiction notifiée lundi par la préfecture d'Alger, laquelle a proposé aux organisateurs une salle fermée sur les hauteurs de la capitale. *"Il n'est pas question de reculer. Nous avons bien l'intention d'organiser cette manifestation. A chacun de prendre ses responsabilités"*, a lancé Me Bouchachi. (AP 09.02)

Social.

1- France.

1.1- La chasse à courre est ouverte, le gibier : le monarque !

La quasi totalité des tribunaux et cours d'appel français, soit 170 sur un total de 195, ont voté un renvoi des audiences non urgentes, d'après l'Union syndicale des magistrats. Depuis le 3 février, une fronde inédite agite le monde judiciaire et le syndicat majoritaire appelle les magistrats à poursuivre leur mouvement jusqu'à lundi.

Après le TGI de Paris, c'est au tour de la cour d'appel de Paris de se mobiliser. Magistrats et auxiliaires ont adopté ce mercredi matin à la quasi-unanimité un avis de soutien au mouvement de protestation contre les déclarations de Nicolas Sarkozy dans l'affaire Laëtitia.

Le point d'orgue de cette semaine de mobilisation devrait être atteint jeudi. Une manifestation nationale est prévue à Nantes, foyer de la révolte, et des rassemblements sont attendus devant les palais de justice dans toutes les régions, dont Paris.

"J'en ai plus que ras le bol. Je veux bien être responsable de ce que je fais, mais je veux qu'on nous donne les moyens de fonctionner normalement!", protestait en marge d'une AG parisienne un avocat général, qui a préféré garder l'anonymat.

"C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Qui ne donne pas les moyens à la justice de fonctionner? C'est bien le gouvernement. Qui est responsable du fait que les mesures pénitentiaires ne sont pas exécutées? C'est bien le gouvernement", a déploré Jean-Pierre Rosenczveig, président du tribunal pour enfants de Bobigny.

"Les magistrats refusent les prises à partie démagogiques et la recherche de boucs émissaires destinées à faire oublier les effets dévastateurs des politiques de restrictions budgétaires", stipule la motion de renvoi des audiences non urgentes du TGI de Bordeaux. Pour la Cour d'appel de Besançon, *"l'institution judiciaire n'a plus les moyens de remplir correctement ses missions"*. (Lexpress.fr 09.02)

Les profs réclament des moyens, les infirmières aussi, etc. Question : pourquoi ne pas fédérer tous ces mouvements sociaux qui finalement ont les mêmes origines et poursuivent le même objectif ? Vous voulez rire, trop dangereux pour la stabilité des institutions !

POI : Un parti légaliste.

Même le POI a sorti le 5 février une déclaration infâme sur la modification annoncée de la Constitution par Sarkozy (j'y reviendrai dans un article demain), plus deux articles et un éditorial (IO n°135 page 3) où il se contente de citer et de commenter les déclarations des uns et des autres à la manière des publicistes de quotidiens nationaux sans jamais émettre l'idée qu'il faudrait peut-être envisager sérieusement l'abolition de la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République, rompre avec ses institutions qui sont les bastions de l'offensive idéologique et politique du capital contre tous nos droits. C'est plus facile de parler de rupture avec *"l'Union européenne, en particulier par le traité de Maastricht et la Banque centrale européenne (BCE)*, parole, parole, parole, cela n'engage à rien, pendant ce temps-là Sarkozy peut souffler.

Question naïve. D'après vous, se prononcer dans un programme ou des déclarations solennelles trois ou quatre fois par ans pour la rupture avec les institutions de la Ve République et décider d'engager le combat dans cette perspective, est-ce vraiment la même chose ?

Depuis 2004-2005 on a bien eu une quinzaine d'occasions de sensibiliser les travailleurs à la question de la Constitution et des institutions, d'engager des batailles sur ce thème, alors pourquoi cela n'a-t-il jamais été le cas ? Vous y croyez vous, quand on vous dit que du jour au lendemain il viendra à l'esprit des travailleurs de les liquider ? Regardez donc ce qui se passe en Tunisie et en Egypte. Peut-être que le jour où cette question viendra à l'ordre du jour, comme ils n'y auront pas été du tout préparés, ils ne sauront pas comment s'y prendre, les propositions les plus diverses fleuriront, du coup ils seront profondément divisés, la réaction en profitera, on connaît la suite.

En réalité, chaque question économique, sociale ou politique qui vient sur le tapis est traitée par l'Etat et ses institutions dans le

cadre et conformément au respect de la Constitution en vigueur. C'est le b.a ba que devrait avoir sans cesse à l'esprit chaque militant, absolument rien n'est décidé par l'Etat qui ne s'inscrirait pas dans l'esprit de la Constitution de la Ve République, c'est le pilier de l'Etat, mieux encore, c'est le garant du respect des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, celle des capitalistes, rapports qui sont fondés sur la propriété privée des moyens de production.

Donc la Constitution a pour fonction de permettre aux capitalistes de pouvoir tranquillement exploiter les travailleurs, tout en donnant les moyens à l'Etat de réprimer par la force si nécessaire toute tentative de remise en cause de ces rapports (sociaux) de production. La Constitution, c'est la pierre angulaire de l'ensemble de l'édifice capitaliste. On aura compris qu'on ne peut pas prétendre remettre en cause le système économique capitaliste, sans remettre en cause la Constitution, sans exiger son abrogation.

Si maintenant toutes les revendications économiques, sociales ou politiques ont un rapport avec la Constitution, pourquoi ne pas les faire converger vers cet objectif. C'est étonnant que les champions de l'unité à toutes les sauces n'aient pas pensé que le combat contre la Constitution pourrait constituer le point de convergence de tous les combats en cours, à croire que finalement ils s'en accommodent, non ?

Les prolétariats tunisien et égyptien paient très chers et comptant leur manque de préparation politique, ils n'en sont pas responsables évidemment, la responsabilité il faut la rechercher du côté des partis politiques qui parlent en leur nom, on comprend ensuite pourquoi ils s'en méfient comme de la peste, car ils s'aperçoivent très bien qu'ils sont désarmés politiquement.

Ceci dit, hier je suis allé voir sur les sites Internet du NPA, de LO, du PCF et du PG pour voir s'ils avaient écrit un article sur cette question de modification de la Constitution : pas un mot !

1.2- Paradoxe. Vive la police !

Un millier de personnes, dont de nombreux policiers et des élus, ont manifesté mercredi à Libourne (Gironde) pour protester contre la fermeture du commissariat de police de la ville le 1er septembre prochain.

Pour Jean-Claude Delage, le secrétaire général du syndicat Alliance-Police nationale, venu soutenir les policiers girondins, "*c'est un non-sens de fermer un commissariat de police dans une ville de plus de 20.000 habitants*".

Les policiers libournais ont décidé mercredi de poursuivre leur mouvement consistant, à l'appel de l'intersyndicale SGP-police-FO, Alliance-police nationale, Snipat, SNOP, Alliance-Snapatsi, Synergie Officiers et FPIP, à effectuer un service minimum. (Reuters 09.02)

1.3- C'est plus qu'une sardine qui bloque le port de Marseille.

Les marins CGT de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) ont bloqué mercredi deux passes d'entrée, sud et nord, du port de Marseille, a-t-on appris auprès de la direction portuaire.

Les marins de la SNCM ont tendu en fin de matinée des filins en travers des passes qui desservent les quais passagers et marchandises du port.

Ils dénoncent la réduction du nombre de liaisons entre le continent et la Corse à partir du port de Nice et craignent une suppression de postes au sein de la compagnie maritime.

"*C'est le démantèlement de l'entreprise qui est en jeu avec à la clef un plan social et des atteintes au service public*", a dit à Reuters le secrétaire général CGT des marins, Frédéric Alpozzo.

Il déplore une "*situation d'affrontements*" sur les quais marseillais après les brèves échauffourées qui ont eu lieu entre grévistes et forces de l'ordre.

"*Le préfet considère que ce blocage n'est pas admissible, au regard du droit comme à celui des intérêts de Marseille et de la Corse. Il doit donc être levé sans délai*", a prévenu la préfecture des Bouches-du-Rhône dans un communiqué.

Les marins CGT se sont mis en grève le 31 janvier pour protester contre le choix des autorités portuaires niçoises de limiter le nombre d'escales des navires de la SNCM et de son concurrent Corsica Ferries durant l'été. (Reuters 09.02)

2- Grèce.

Un millier de médecins, pharmaciens et employés du secteur médical en Grèce ont manifesté mercredi en direction du parlement

à Athènes afin de protester contre une réduction des dépenses de santé.

La Grèce consacre chaque année 25 milliards d'euros, soit environ 10% de son PIB, aux dépenses de santé, qui, selon les créanciers du pays, sont gonflées par la corruption et le gaspillage.

D'après des responsables du ministère de la Santé, la Grèce va atteindre cette année son objectif d'économiser 1,4 milliard d'euros dans ses dépenses de santé.

La réforme présentée mercredi au parlement vise à fusionner les régimes de retraite des différents secteurs de la santé et à assouplir les conditions d'exercice de la profession de pharmacien.

Une centaine de médecins campent depuis une semaine devant le ministère de la Santé à Athènes et certains syndicats ont menacé de lancer une grève illimitée. Les pharmaciens observent pour leur part des grèves perlées depuis plusieurs semaines. (Reuters 09.02)

Economie.

PSA et Renault ont annoncé mercredi qu'ils rembourseraient en deux fois d'ici avril les deux milliards d'euros restants sur le prêt que l'Etat leur a octroyé en pleine crise.

En marge de la conférence de presse de résultats, le président du directoire de PSA, Philippe Varin, a indiqué que les intérêts du prêt s'étaient montés en tout à 350 millions d'euros sur la période pour son groupe.

"Je pense que cela a été une opération très bonne pour PSA, c'est clair, mais elle n'a pas été mauvaise non plus pour l'Etat", a-t-il ajouté. (Reuters 09.02)

Précision, à ceci près que l'Etat a dû emprunter lui-même sur les marchés à un taux d'intérêt supérieur à celui qu'il avait accordé à PSA et Renault, et que si ces entreprises avaient emprunté elles-mêmes sur les marchés, elles auraient déboursé davantage au titre des intérêts. C'est donc bien l'Etat, donc le contribuable, le dindon de cette mauvaise farce.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 février

La liste des ouvrages complémentaires disponibles dans la page *Défense du marxisme* du site au format pdf (Acrobat Reader) :

- Manuscrits de 1844, Marx
- Critique de l'économie politique, Marx
- L'idéologie allemande, Marx
- La social-démocratie allemande, Marx
- Misère de la philosophie, Marx
- L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, Marx
- La Sainte Famille, Marx
- Les luttes de classes en France 1848-1850, Marx
- La situation de la classe ouvrière en Angleterre, Engels
- Anti-Dühring, Engels

- Que Faire ? Lénine

- Lénine 1924, Trotsky
- La révolution trahie, Trotsky
- La révolution étranglée, Trotsky
- La révolution permanente, Trotsky
- Cours nouveau, Trotsky
- Où va la France ? Trotsky
- Bilan et perspectives, Trotsky
- Leur morale et la nôtre, Trotsky
- Pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? Trotsky

- Syndicat et politique, Kautsky

J'ai téléchargé à nouveau *Le Front unique et le communisme en France - 1922* de Trotsky qui avait été endommagé.

Autres choses.

Je n'interviendrai pas après le show hier soir de La Talonnette sur sa télé, TF1, et puis ma connection est trop lente pour le télécharger.

J'ai retenu de ce que j'ai lu dans plusieurs dépêches ou articles de presse ce matin, l'annonce d'une nouvelle loi répressive ou liberticide à l'encontre des mineurs et la création de 3000 places de prison supplémentaires. J'ai noté également qu'il avait rappelé qu'il était "*un être humain*" peut-être parce qu'on serait de plus en plus nombreux à en douter au regard de sa politique ultra réactionnaire destinée à satisfaire les besoins du gang du Fouquet's dont il est le représentant.

Plus intéressant, il y a 3 jours en différé j'ai regardé un numéro de l'émission *Un oeil sur la planète* diffusée sur TV5Monde Asie, qui était destinée à la Corée du Sud. Le PIB de la Corée du Sud a été multipliée par 400 en 50 ans, le niveau de vie moyen de ses habitants est comparable à celui de l'Italie, elle est 13e au classement des puissances mondiales et est en passe de détrôner la France à la 7e place des pays exportateurs. Il lui a fallu à peine 15 ans pour réaliser un TGV made in Corea ou des centrales nucléaires.

Ce pays abrite le plus grand complexe industriel et électronique privé du monde, Samsung, qui a lui seul emploie plus de chercheurs que la totalité du CNRS en France, il a même créé des villes entières (8) dans lesquels ces dizaines de milliers de salariés habitent, avec toutes les infrastructures que l'on trouve habituellement dans une ville, hôpitaux, écoles, complexe sportif, etc.

Les Coréens travaillent en moyenne 12 heures par jour généralement 6j/7 et s'ils ont des vacances, ils les prennent rarement pour ne pas déplaire à leur hiérarchie. Le journaliste précisait qu'ils travaillaient 40% de plus qu'un travailleur français, soit 80% de plus qu'un travailleur indien qui travaille bien 8h par jour 6j/7, mais dont le rendement ou la productivité est divisée par deux par rapport à un travailleur français. La contrepartie : la Corée du Sud est championne du monde du taux de suicide par habitant, normal quand on est livré à tel degré d'esclavagisme.

Ils ont montré un bref aperçu des dernières inovations high-tech à couper le souffle dans le domaine électronique qui trouveront des applications très variés, ils ont manifestement des années d'avance sur tous leurs concurrents, ils ambitionnent de s'attaquer au marché européen et américain après avoir littéralement envahi le marché asiatique.

Deux exemples très rapidement. Le premier dans le domaine médical, vous vous installez à l'endroit que vous indique votre médecin face à ce qui ressemble à une glace qui couvre un mur entier, sous vos pieds nus dans le sol se trouve des capteurs, vous voulez savoir quelle est la température de votre corps, votre pression artérielle, etc, vous posez la question à l'ordinateur et la réponse s'affiche instantément sur cette glace qui se transforme en un immense écran. Plus fort encore si je puis dire, un employé de Samsung, évidemment, tiens dans la main gauche une tablette numérique, il passe la main droite sur son écran et d'un mouvement du bras projette instantanément son contenu sur la même glace que précédemment et son contenu s'affiche dessus, je suis resté scotché en voyant cela, c'est quasiment la totalité de la technologie que l'on utilise aujourd'hui qui est déjà dépassée et sera bientôt osolète.

Complément à l'article que j'ai mis en ligne hier à la mi-journée.

Dans quel état d'esprit s'inscrivait le communiqué du POI du 5 février ?

Un futur gouvernement qui voudrait rompre avec la politique antisociale de ses prédécesseurs ne le pourrait pas si le projet de modification de la Constitution annoncé par Sarkozy était adopté. Que signifie une telle affirmation ? Plusieurs choses,

Tout d'abord faudrait-il encore qu'un tel gouvernement ait l'intention de mettre en oeuvre une autre politique que ses prédécesseurs au lieu de la poursuivre comme c'est le cas chaque fois. Une pure invention du POI.

De plus, il suffirait que le gouvernement annonce une mesure sociale importante pour que les agences de notation le rappelle à l'ordre et qu'il fasse marche arrière immédiatement.

Comment le POI peut-il envisager l'existence d'un tel gouvernement, alors que les partis (ou leurs dirigeants) qui sont susceptibles de parvenir au pouvoir ont déjà gouverné pour le compte des capitalistes, prétendraient-ils que ces partis ou leurs dirigeants auraient changé qu'il ne s'y prendrait pas autrement, ce que nous récusons évidemment. Voilà pour ce qui est du soutien au PS et ses satellites.

A moins que ce gouvernement en question soit composé par le POI ou qu'il figure dans une coalition au pouvoir, ce qui signifierait ouvertement que le POI n'aurait jamais eu l'intention de rompre avec la Constitution, puisqu'il se plaint déjà qu'elle l'empêcherait de gouverner comme il le souhaiterait et qu'il n'y pourrait rien, la faute en viendrait à cette foutue Constitution dont il serait incapable de se débarrasser ou plus exactement ne souhaiterait pas se débarrasser, comme Morales en Bolivie ou les autres chefs d'Etat d'Amérique latine dits de gauche qui en ont déjà fait la démonstration, et qui finalement s'accrochent très bien des institutions en place.

Ensuite cela signifie que le POI pourrait très bien s'accrocher de la Constitution telle qu'elle existe et du gouvernement en place du moment que ce dernier octroierait quelques miettes aux travailleurs et que la Constitution le permettrait. Il prend ainsi la défense de la Constitution telle qu'elle se présente aujourd'hui contre toute modification qui contribuerait à la rendre encore plus antidémocratique? Exactement de la même manière qu'en 2005 lors de la campagne sur le projet de "Constitution" européenne, Gluckstein en était arrivé en comparaison à vanter les valeurs démocratiques de la Constitution de la Ve République, pour ceux qui s'en souviennent, dans le même registre réactionnaire il avait fait appel à de Gaulle pour défendre les nationalisations.

En 2005 Gluckstein opposait la Constitution de la Ve République au projet de "Constitution" européenne en faisant savoir que la première avait sa préférence, alors que du point de vue des intérêts des travailleurs ni l'une ni l'autre n'étaient acceptables, en 2011, il récidive en opposant la Constitution de la Ve République telle qu'elle existe aujourd'hui à celle qui pourrait exister demain après modification, en faisant savoir bien haut que la première a sa préférence, précisément au moment où dans tous les pays sonne l'heure du combat pour l'abolition de la Constitution et des institutions antidémocratiques en place.

Autrement dit dans les deux cas, il s'est placé sur un terrain de classe qui n'est pas et qui ne peut pas être celui de la classe ouvrière, le PT et le POI ont pris la défense de la Constitution de la Ve République avec laquelle il appelle les autres partis à rompre, car en donneurs de leçons ses dirigeants ne doutent décidément de rien. Voilà comment le POI soutient le régime en tenant un double langage qui ne trompera que les plus naïfs ou ceux qui veulent bien se laisser tromper. J'ai développé cette argumentation dans mon article, il est disponible dans le site pour ceux que cela intéresse.

Politique.

1- Tunisie.

Les autorités tunisiennes ont annoncé jeudi l'arrestation d'un groupe armé lié à des proches de l'ex-président Zine Ben Ali et auquel sont imputés des accrochages meurtriers survenus la semaine dernière dans la ville du Kef, dans le nord du pays. (Reuters 10.02)

2- Soudan.

Une dirigeante du parti d'opposition soudanais Umma, Mariam Al-Mahdi, a été arrêtée jeudi 10 février à Khartoum, selon son parti. Elle s'appretait à réclamer la libération de Soudanais arrêtés après des manifestations antigouvernementales il y a dix jours.

Cette arrestation s'inscrit dans un contexte de durcissement du pouvoir face à l'opposition. Des manifestations, localisées mais bruyantes, ont éclaté à Khartoum et dans d'autres villes du nord du Soudan fin janvier, à l'appel d'étudiants mobilisés via Internet, pour réclamer un changement de régime, plus de libertés et la fin de la hausse des prix. (Lemonde.fr 10.02)

Social.

1- France.

1.1- Mobilisation hier des enseignants.

Près de 17 % des enseignants des premier et second degrés étaient en grève, dans toute la France, selon une estimation du ministère de l'éducation.

Dans le premier degré, le taux de grévistes atteignait 18,86 %, avec des professeurs des collèges plus mobilisés (20,32 %) que ceux des lycées généraux et technologiques (9,89 %) et des lycées professionnels (8,69 %). Dans le second degré, 14,91 % des enseignants faisaient grève.

L'opposition aux suppressions de postes prend une ampleur grandissante, à l'heure où chaque établissement est en train de connaître le sort qui lui sera réservé en septembre. Le sujet est si sensible que les écoles primaires ne connaîtront leur destinée qu'après les élections cantonales de mars.

Fait inhabituel, la Fédération de parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) vient de dire pour la première fois son *'inquiétude'* à ce sujet. Comme en 2010, 80 % des Français jugent que cette politique est *'une mauvaise chose'*, selon un sondage CSA pour le SNUipp-FSU premier syndicat du primaire, rendu public mercredi.

Un appel unitaire est déjà lancé pour une journée de manifestations le samedi 19 mars. (Lemonde.fr 10.02)

1.2- Il faut savoir terminer une grève !

La grève qui perturbait fortement l'activité dans les ports a été suspendue jeudi avant des négociations que chacun espère décisives la semaine prochaine. Négociations

«*L'ensemble des parties sont tombées d'accord pour engager des négociations du mardi 15 février au jeudi 17 février*», a annoncé la très majoritaire fédération CGT des ports et docks, reçue la veille par l'Union des ports français (UPF), un organisme sous tutelle de l'Etat.

«*Ce sont les ports français qu'on assassine (...) en poussant les entreprises à aller vers d'autres ports étrangers*», avait tonné mercredi le secrétaire d'Etat aux Transports Thierry Mariani devant les députés.

Le ton est également monté cette semaine entre partenaires sociaux: la patronne du Medef Laurence Parisot a accusé la CGT de «*meurtre économique*», une déclaration qualifiée de «*provocation odieuse*» par B. Thibault. (20minutes.fr 10.02)

A travers le langage guerrier de Mariani qui se situe à l'extrême droite de l'UMP et de Parisot, on assiste une fois de plus à la criminalisation de la grève par le gouvernement et le Medef, et il est précisé que la veille l'Union des industries chimiques de Rhône-Alpes avait réclamé «*un service minimum*» dans les ports, comme à l'école ou dans les transports, la tentation est grande de restreindre le droit de grève, à défaut de pouvoir l'abolir.

Il a suffi que la réaction lève le ton pour que les dirigeants de la CGT s'exécutent sans rien avoir obtenu, alors qu'il aurait fallu faire l'inverse en se servant de ses déclarations.

2- Grèce.

Le chômage en Grèce a battu un nouveau record à 13,9% en novembre 2010 et l'inflation a bondi de 5,2%. (AP 10.02)

3- Maroc.

Un millier de manifestants sont descendus jeudi dans les rues de la capitale marocaine pour réclamer des emplois dans la fonction publique.

Avant le début de la manifestation, le ministre marocain de la Communication, Khalid Naciri, a fait valoir que le gouvernement faisait preuve de «*beaucoup de bonne volonté*» en s'efforçant de résoudre rapidement la question des diplômés sans emploi.

Le Maroc voit se dérouler une vingtaine de manifestations nationales par jour, a-t-il dit à des journalistes en parlant à ce propos de «*moyenne normale*». «*C'est un indicateur qui nous rassure*», a-t-il ajouté.

Hdidou a déclaré qu'un conseiller du Premier ministre et un haut responsable de la préfecture de Rabat avaient demandé jeudi aux différents groupes de repousser la date limite au 1er mars. «*Les dirigeants des groupes étudient la marche à suivre avec les adhérents. Pour nous, ce n'est qu'une promesse vide de plus*», a-t-il dit.

Le gouvernement n'a pas été en mesure de stimuler l'économie marocaine liée à l'agriculture dans une mesure suffisante pour créer la moitié des 250.000 emplois qu'il a promis dans les secteurs public et privé durant les cinq années allant jusqu'à 2012, selon des statistiques officielles.

Le budget 2011 prévoit la création de 18.700 emplois dans le secteur public. Le taux de chômage tourne autour de 9%, mais il se situe aux environs de 18% parmi les diplômés - chiffres que des analystes indépendants jugent inférieurs à la réalité. (Reuters 10.02)

4- Brésil.

«*Ça va faire mal* ». C'est en ces termes que le ministre des Finances brésilien Guido Mantega a annoncé, mercredi, le plan de coupes budgétaires, première décision importante du mandat de Dilma Rousseff, au pouvoir depuis le 1er janvier.

Le message est clair : hormis les programmes sociaux et les investissements du gouvernement, la réduction de 50 milliards de reais (30 milliards de dollars) par rapport au budget approuvé par le Congrès fin 2010, devrait toucher les dépenses de fonctionnement de tout l'appareil public. Ainsi les concours pour les recrutements de fonctionnaires seront suspendus cette année. Les dépenses en voyages devront être réduites de moitié et les administrations n'auront ni le droit d'acquérir de nouveaux véhicules ni de nouveaux locaux.

Dans le cadre de cet effort budgétaire, le gouvernement veut limiter la hausse du salaire minimum. Alors que ce dernier était de 510 reais (224 euros) en 2010, le gouvernement souhaite le relever à 540 ou 545 reais (237 à 239 euros), alors que les syndicats plaident pour 580 reais (255 euros). La différence est considérable pour les comptes publics : elle touche non seulement 27 millions de salariés, mais aussi 18,5 millions de retraités, dont la pension est indexée sur le salaire minimum. (Lefigaro.fr 10.02)

Economie.

1- France.

La France était encore le quatrième exportateur mondial de la planète en 2005, derrière l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon selon les statistiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais depuis lors, elle s'est fait dépasser par la Chine, puis par les Pays-Bas, et sur les trois derniers mois, nos exportations mensuelles sont régulièrement inférieures à celles de la Corée du Sud, nous fait-on remarquer à l'institut de conjoncture COE Rexecode.

En France les sociétés exportatrices sont à peine 900.000 aujourd'hui, un chiffre qu'il faut multiplier par deux et demi en Allemagne. C'est d'autant plus inquiétant et paradoxal que près des deux tiers de nos exportations se font dans l'Union européenne. Cela devrait favoriser normalement les PME françaises alors que le marché européen ne comporte aucune barrière douanière et qu'il est administrativement parlant aussi facile de vendre en Italie ou au Royaume-Uni qu'en Auvergne et en Bretagne. (Lefigaro.fr 10.02)

2- Portugal.

Le rendement de la dette portugaise à dix ans a atteint jeudi un niveau sans précédent depuis la création de l'euro, les investisseurs s'interrogeant sur la capacité des pays européens à se mettre d'accord sur une solution globale à la crise de la dette.

Le rendement de l'emprunt portugais à dix ans a atteint 7,656% tandis que la prime réclamée par les investisseurs pour en détenir plutôt que des Bunds allemands à même échéance a augmenté à 440 points de base. (Reuters 10.02)

3- Etats-Unis.

Le déficit budgétaire des Etats-Unis s'est creusé à 49,80 milliards de dollars en janvier, a annoncé le Trésor jeudi.

Sur l'exercice en cours, le déficit totalise 419 milliards de dollars contre 431 milliards sur la période comparable de l'exercice précédent.

Les recettes ont totalisé 227 milliards de dollars en janvier contre 205 milliards en janvier 2010 et les dépenses 276 milliards contre 248 milliards. (Reuters 10.02)

4- Sport business. L'opium du peuple.

Selon une étude du cabinet Deloitte, les vingt clubs de football les plus fortunés ont généré plus de 4 milliards d'euros en 2009-2010. Pour la sixième année consécutive, le Real Madrid est le club le plus riche de la planète. (Lefigaro.fr 10.02)

Société.

Mille radars supplémentaires vont être installés sur les routes de France d'ici à 2012 et le procès-verbal électronique sera généralisé, a annoncé jeudi le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux.

Il a souligné que les policiers et gendarmes seraient équipés en 2011 de 24.000 terminaux embarqués dans leurs véhicules, de façon à généraliser le "PV électronique".

Les préfets pourront désormais immobiliser ou mettre en fourrière les véhicules des conducteurs ayant eu "un comportement particulièrement dangereux" plutôt que de les laisser reprendre le volant dans l'intervalle les séparant de leur condamnation par la justice, a-t-il dit.

De même, les possibilités de rétention et de suspension du permis de conduire seront étendues tandis que la durée d'une suspension administrative de permis de conduire passera de six mois à un an dans le cas des infractions les plus graves. (Reuters 10.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 12 février

J'ai appris la chute de Moubarak par un flash spécial sur TV5Monde Asie à 22h30, soit 18h chez vous en France.

En regardant *Thalassa* (en différé), j'avais appris 2h30 plus tôt que Moubarak avait quitté Le Caire pour Charm el-Cheikh, je m'étais dit alors qu'il préparait sa fuite sans en être tout à fait certain. Je regardais la télé un peu distrait en me demandant sans cesse s'il avait quitté Le Caire pour laisser l'armée nettoyer la place Tahir ou pour quitter le pays. Je n'avais pas fait attention au contenu des dernières dépêches que j'avais lus, dont certaines mentionnaient que des millions d'Egyptiens étaient déjà dans les rues de toutes les grandes villes du pays, or dans ce cas-là, il était devenu impossible de faire intervenir l'armée. Quand j'ai appris la nouvelle, je n'ai pas été vraiment surpris, par contre j'ai immédiatement essayé de comprendre ce qui s'était réellement passé.

Vous ne le savez peut-être pas, mais les dernières jours, les agences de presse ou les médias fournissaient des informations contradictoires sur la situation en Egypte. Quand l'une parlait de dizaines de milliers de manifestants, l'autre évoquait des centaines de milliers, la troisième précisait qu'ils étaient des millions à être descendus dans la rue, entre des milliers et des millions il y a une sacrée marge et cela ne signifie pas vraiment la même chose, on n'en tire pas les mêmes conclusions.

Cela dit voilà les réflexions que je me suis faites ce matin. A l'heure où j'ai écrit ces lignes, Moubarak est parti, mais c'est l'armée qui détient tous les pouvoirs, elle a suspendu les institutions mais pas les partis. Cela ressemble à un coup d'Etat militaire dont on ne connaît pas encore la portée, ce sont les événements des prochaines heures et des prochains jours qui nous permettront de le préciser.

Question : Pourquoi l'armée (où la police) n'a pas (pour le moment) réprimé dans un bain de sang la révolution tunisienne et le soulèvement révolutionnaire égyptien ? Pour au moins cinq raisons :

- 1- Parce qu'il est toujours difficile d'affronter tout un peuple qui se soulève, improbable d'en contrôler les conséquences souvent imprévisibles, cela pouvait conduire à une radicalisation ou un approfondissement de la révolution, ce qui n'était évidemment pas souhaitable de leur point de vue ;
- 2- Parce que l'armée ne pouvait pas être totalement insensible à la misère de ces peuples et qu'elle était elle-même divisée sur la conduite à adopter face au soulèvement de tout un peuple ;
- 3- Par crainte de mettre en porte-à faux l'armée sur laquelle reposent d'autres régimes déjà fragilisés ou en crise, de révéler aux travailleurs du monde entier le rôle de l'armée comme garant du maintien en place de l'ordre qu'ils combattent et qu'ils veulent renverser, les monarques ou les dictateurs se retrouveraient soudain pour ainsi dire tout nus ! Et puis cela pourrait avoir pour conséquences de créer des divisions au sein même des armées de ces pays-là, donc de fragiliser encore plus ces régimes corrompus et haïs des masses comme nous l'avons souligné plus haut.
- 4- Parce que l'impérialisme (américain principalement) n'était pas dans une situation particulièrement favorable pour soutenir un tel processus, du fait de la crise du capitalisme qui continue de sévir sur tous les peuples, il s'agissait de limiter la casse et d'éviter que des répercussions économiques et sociales compliquent encore la situation et la tâche du gouvernement de transition mis en place à la hâte, sachant qu'une terrible crise sociale sévit déjà depuis de longues années ;
- 5- Pour finir, ils pouvaient craindre que cela aurait des répercussions politiques dans des pays déjà en proie à une crise politique déclarée ou larvée, comme c'est le cas en France et dans de nombreux pays de l'Union européenne, où la légitimité des régimes en place est remise en cause ou pourrait l'être violemment à la moindre étincelle.

Il ne faudrait pas non plus que que tous ces régimes ayant côtoyé assidûment les dictateurs tunisien et égyptien et qui se parent d'un vernis démocratique, révèlent tout d'un coup leur véritable nature ; tant que le voile de l'illusion persiste, c'est toujours du temps de gagner. D'autant plus qu'à l'époque d'Internet, il leur serait difficile de cacher à tous les peuples ce qui se passerait dans ces pays dans le cas d'un bain de sang réalisé par l'armée.

Un autre sujet. Deux lignes politiques distinctes antinomiques et inconciliables.

L'une opportuniste consiste à capituler devant l'ordre établi, les institutions et le capital, l'autre est conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs, au marxisme ou au socialisme :

1- Prétendre que ce serait le FMI, la Commission et la Banque centrale européennes qui imposeraient leur diktat au gouvernement dirigé par Papandréou (PASOK) ou à un gouvernement d'un autre pays, consiste à minorer, voir à nier la responsabilité du gouvernement qui en est le complice, c'est donc soutenir le régime, donc finalement les mesures exigées par le FMI et l'Union européenne que le gouvernement en serviteur zélé du capital applique à la lettre, c'est une capitulation devant le capital. C'est donc se situer sur le terrain des ennemis de la classe ouvrière, de la contre-révolution.

2- Prétendre l'inverse, que dans le cas présent le gouvernement a le choix de la politique qu'il entend conduire, que le gouvernement Papandréou est complice du FMI et de l'Union européenne, condamner et combattre à la fois la politique antisociale qu'il met en oeuvre et les institutions, c'est au contraire se situer sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière qui rejette à la fois le gouvernement et sa politique, le FMI et l'Union européenne, le salut des travailleurs étant suspendu à leur mobilisation révolutionnaire pour abolir la Constitution et liquider les institutions politiques au service du capital...

Explication.

1- Prétendre que le gouvernement n'aurait pas le choix de sa politique, alors que c'est totalement faux, dessert notre cause et entretient la confusion sur la véritable nature des partis dits socialistes, cela revient à camoufler leur véritable nature : réactionnaire, capitaliste ou bourgeoise, au lieu de démasquer ou de mettre en lumière l'escroquerie politique qui consiste à parler au nom des travailleurs et du socialisme, tout en mettant en oeuvre une politique contraire à leurs intérêts et en les combattant pour le compte du capital.

2- Cela sous-entend s'il n'a pas le choix de sa politique, que dans d'autres circonstances le même parti et le même gouvernement pourraient appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs, ce qui ne sera jamais le cas évidemment, pure illusion ou grossier mensonge. Cette opération consiste donc à épargner et soutenir ce parti, c'est une imposture qui a pour seul objectif de tromper les travailleurs pour que finalement la société demeure en l'état.

3- Le fait de démasquer ces partis devant les travailleurs et de mettre en avant que les partis dits socialistes sont des partis totalement inféodés au capital, présente l'avantage de pouvoir expliquer aux travailleurs et jeunes que le socialisme c'est autre chose, que ces partis sont totalement étrangers au socialisme, et que s'ils continuent à s'en réclamer, c'est justement pour les dégoûter ou les détourner du socialisme qui représente le seul danger pour le système capitaliste et ses institutions politiques, la seule issue à la crise du capitalisme qui conduit chaque jour un peu plus le monde au chaos et à la barbarie.

4- Ceux qui prétendent défendre l'indépendance des organisations et des partis politique de la classe ouvrière sont par ailleurs les mêmes qui oeuvrent en réalité sournoisement, mais méticuleusement, à détourner les travailleurs de la politique ou à détruire la confiance que les travailleurs seraient susceptibles d'accorder à un ou des partis politiques, lorsqu'ils prétendent qu'un parti se réclamant du socialisme n'aurait finalement aucun pouvoir, en tout cas pas celui de s'opposer au FMI et à l'Union européenne, car dans ce cas-là, à quoi bon soutenir un parti, y adhérer si finalement il n'aura pas le pouvoir de satisfaire nos revendications sociales et politique et de changer la société.

5- Prétendre que, si « *l'obligation d'équilibre des finances* » (projet de Sarkozy) figurait demain dans la Constitution de la Ve République « *la majorité sortie des urnes serait contrainte par la Constitution de s'en tenir aux plafonnements de dépenses publiques* » (communiqué du POI du 5 février), c'est prétendre qu'elle serait dans la même situation que le malheureux Premier ministre grec, c'est mettre en oeuvre la ligne politique contre-révolutionnaire énoncée plus haut.

Une telle « *majorité* » serait mis devant le fait accompli, elle n'y serait pour rien et finalement elle n'aurait pas d'autre choix que de poursuivre la politique de son prédécesseur au service des capitalistes, on ne pourrait pas lui en couloir ce n'est pas elle qui a modifié la Constitution. Franchement camarades, qui aurait l'idée d'en vouloir à la majorité PS-PCF en 1981 d'avoir poursuivi la politique de l'UDF-UDR, n'étaient-elles pas elle aussi pieds et mains liés par la politique de leurs prédécesseurs au pouvoir, par cette foutue Constitution bonapartiste et antidémocratique ? Reliez donc cela aux démarches (front unique) du POI en direction de ces partis et vous aurez tout compris sur la nature de ce parti et les réelles intentions de ses dirigeants.

Mais au fait, ces capitulars ont oublié une chose importante : une fois au pouvoir, une majorité peut décider par décret de modifier la Constitution, là n'est pas notre propos évidemment, elle peut parfaitement l'abolir, c'est déjà mieux, non ? Qu'est-ce qui l'en empêcherait sinon qu'elle est entièrement subordonnée au régime en place ? Pourquoi cette importante précision à destination des travailleurs et des militants ne figure-t-elle pas dans ce communiqué, alors que c'était son objet ? Si demain le POI parvenait au pouvoir ou qu'il faisait partie d'une coalition au pouvoir, cela signifie-t-il qu'il respecterait la Constitution ?

J'étais parti pour une causerie et voilà que c'est devenu plutôt un article, du coup je l'ai mis en ligne au format pdf (Acrobat Reader). Je procéderai ainsi dorénavant chaque fois qu'une causerie sera circonscrite à un thème précis et dépassera une page.

Politique.

1- Algérie. Jamais 2 sans 3 : Bouteflika dégage !

Six personnes ont été interpellées vendredi 11 février à Alger alors qu'elles participaient à un rassemblement pour saluer la chute de Hosni Moubarak. Une grande manifestation pour '*changer le système*' en Algérie est prévue samedi dans la capitale.

A moins de vingt-quatre heures d'une marche de la Coordination nationale pour la démocratie et le changement (CNDC), qui réclame le "*départ du système*", les renforts de police se sont déployés en nombre dans le centre d'Alger.

Le président du RCD, Saïd Sadi, a confirmé que les autorités "*étaient en train d'encercler la capitale*" pour empêcher d'éventuels manifestants venant d'autres régions de rejoindre Alger. "*Les trains sont interdits d'accès à Alger et les transports en commun sont en train d'être bloqués*", a-t-il dit.

Selon Saïd Sadi, les autorités ont décidé de dépêcher 10 000 policiers à Alger, qui s'ajouteront aux 20 000 déjà déployés le 22 janvier pour la marche du RCD, interdite puis bloquée par les autorités. "*D'importantes quantités de grenades lacrymogènes ont été déchargées dans la nuit de dimanche à lundi au port d'Alger*", a ajouté M. Sadi. (Lemonde.fr 11.02)

2- Jordanie.

Plusieurs centaines de Jordaniens sont descendus dans la rue vendredi à Amman pour deux manifestations séparées, l'une demandant la démission du nouveau Premier ministre et l'autre appelant au départ du président égyptien Hosni Moubarak.

Quelque 400 militants de gauche ont demandé la démission du nouveau Premier ministre Marouf al-Bakhit, et réclamé le droit d'élire le chef du gouvernement.

Ailleurs dans la capitale jordanienne, quelque 400 partisans des Frères musulmans ont demandé le départ du président égyptien, scandant "*Hosni Moubarak, dégage, le monde arabe est en feu*". (AP 11.02)

Social.

1- France.

Au lendemain de l'intervention télévisée du chef de l'Etat, le monde judiciaire restait mobilisé vendredi. La quasi-totalité des juridictions ont voté le report des audiences comme à Paris où magistrats et greffiers ont décidé de les suspendre jusqu'à mardi, dans l'attente des résultats de la rencontre entre syndicats et Chancellerie prévue lundi. (AP 11.02)

2- Bolivie.

Le président bolivien Evo Morales a quitté jeudi brutalement la ville d'Oruro (sud du pays), après avoir été chahuté par des manifestants qui protestaient contre la hausse des prix en allumant de la dynamite.

Evo Morales a annulé sa participation à la manifestation de jeudi pour rentrer à La Paz face à la colère des manifestants de cette ville minière, qui dénonçaient les prix de l'alimentation et la pénurie.

Ils manifestaient particulièrement contre le doublement du prix du sucre après la levée des subventions du gouvernement.

La popularité de Morales a chuté depuis qu'il a tenté de lever les subventions sur l'essence, la farine et le sucre en décembre dernier. Il a finalement abandonné son projet mais a mis un terme au contrôle des prix sur le sucre. (AP 11.02)

Economie.

1- France.

Total, La compagnie pétrolière française Total a dégagé en 2010 un bénéfice net de 10,3 milliards d'euros, en hausse de 32% sur un an, dopé par la remontée des cours du pétrole, a expliqué la direction dans un communiqué. (Lefigaro.fr 11.02)

2- Grèce.

Les objectifs de privatisation du pays ont été relevés à 50 milliards d'euros d'ici 2015, dont 15 milliards d'ici 2013 au lieu de 7 milliards initialement annoncé, ont indiqué vendredi les représentants de la 'troïka' rassemblant les créanciers de la Grèce (le FMI, la Commission et la Banque centrale européennes).

Ces privatisations entrent dans le cadre des réformes structurelles 'nécessaires' que le pays doit 'accélérer' et 'étendre' pour parvenir à tenir ses objectifs, ont prévenu les représentants des trois organismes en plaidant pour un 'élan décisif' de la refonte de l'économie du pays.

Ils ont cité une réforme de l'administration fiscale pour mieux lutter contre la fraude fiscale, la restructuration du secteur bancaire, et le contrôle des dépenses publiques notamment dans le secteur de la santé. (Lemonde.fr 11.02)

Prétendre que ce serait le FMI, la Commission et la Banque centrale européennes qui imposeraient leur diktat au gouvernement dirigé par Papandréou (PASOK), consiste à minorer, voir à nier la responsabilité du gouvernement qui en est le complice, c'est donc soutenir le régime, donc finalement les mesures exigées par le FMI et l'Union européenne que le gouvernement en serviteur zélé du capital va appliquer, c'est une capitulation devant le capital. C'est donc se situer sur le terrain des ennemis de la classe ouvrière.

Prétendre l'inverse, que le gouvernement Papandréou est complice du FMI et de l'Union européenne, condamner et combattre à la fois la politique antisociale qu'il met en oeuvre et les institutions, c'est au contraire se situer sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière qui rejette à la fois le gouvernement, le FMI et l'Union européenne, son salut étant suspendu à l'abolition de la Constitution et des institutions politiques au service du capital.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 février

Si j'en trouve le temps et l'énergie, demain ou dans quelques jours on apportera quelques précisions sur la situation en Tunisie et en Egypte, car on ne peut pas se satisfaire des articles actuellement à notre disposition, tout comme on ne peut pas se borner à suivre l'actualité politique au quotidien, on doit analyser les rapports entre les classes et caractériser précisément les événements des dernières semaines ainsi que ces régimes et ces Etats avant, pendant et après.

On entend parler de révoltes ou de soulèvements populaires, de révolutions, de révolutions populaires, prolétariennes, sociales, politiques, démocratiques bourgeoises, ce n'est pas la même chose, qu'en est-il en réalité, nous tenteront de répondre à cette question et bien d'autres, à partir des éléments en notre possession. Si sur Internet vous tombez sur des témoignages intéressants, des prises de positions de partis dans ces pays, adressez-les moi, pas de documents vidéos car ma connection Internet est trop lente pour les télécharger.

Comme exercice aujourd'hui, un extrait d'un article du site Lepoint.fr d'hier :

"C'est fou ce que les États démocratiques, coincés entre, d'une part, la bien-pensance de leurs élites et, d'autre part, le réalisme qu'impose la géopolitique à n'importe quelle grande puissance, peuvent être maladroits avec les peuples qui se révoltent contre les régimes autoritaires dont on pensait que, par fatalisme, ils avaient accepté une fois pour toutes le joug. Les soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte viennent d'en administrer la preuve. Elle n'est pas à l'avantage de Sarkozy. Elle l'est encore moins à celui d'Obama."

Comme c'est joliment dit, enrobé, voilà des "États démocratiques" qui seraient "coincés", voyez-vous cela, eux aussi ils nous font le coup du "piège", n'y aurait-il pas plutôt une contradiction entre la caractérisation de ses Etats prétendument démocratiques et ce qu'ils sont véritablement ? Chut ! il ne faut pas brocarder le peu de démocratie qu'il resterait encore en France par crainte que le peuple découvre la vérité, le régime (et ses valets) en a besoin pour assurer sa stabilité politique et continuer de tromper les travailleurs.

Quant à penser que les peuples pourraient supporter indéfiniment une dictature ou être réduits à l'état d'esclaves, c'est se leurrer, chacun le sait parfaitement, et si les dirigeants au pouvoir font semblant d'y croire c'est tout simplement parce qu'ils n'ont jamais qualifié la Tunisie et l'Egypte de dictatures, car à ce compte-là il leur faudrait avouer qu'ils sont loin d'être les seuls pays dans ce cas-là dans le monde, notamment parmi tous les pays avec lesquels ils commercent et entretiennent des relations amicales, cela risquerait de leur retomber dessus politiquement.

Une fois mis devant le fait accompli, "rendant visite à Washington à son collègue Robert Gates, Alain Juppé, ministre de la Défense, n'a-t-il pas dû reconnaître la main sur le coeur "Nous avons tous sous-estimé l'exaspération des populations. Peut-être parce qu'une certaine forme de statu quo nous arrangeait.", avant d'ajouter : "Nous avons prêté une oreille trop indulgente aux

régimes en place.", pensez-vous, histoire de faire oublier le soutien accordé au dictateur Bongo, par exemple, après avoir reçu Kadhafi en grande pompe, un autre grand démocrate assurément ! Chut, business is business !

Ce sont les peuples tunisien et égyptien debout qui ont chassé du pouvoir les dictateurs Ben Ali et Moubarak et personne d'autres, et surtout pas les dirigeants qui sont à la tête d'Etats qui n'ont de démocratie que le nom, la forme, mais pas le contenu.

On devrait peut-être parler de dictatures démocratiques à propos de tous les Etats présentant de près ou de loin les mêmes caractéristiques que la France, cela permettrait de mettre en relief à travers cet oxymore que la démocratie est une peau de chagrin dans ces vieilles Républiques minées par la corruption et le pouvoir de l'argent, où les inégalités et les injustices sont le lot quotidien de la population, comme dans toute dictature. Car le problème est de donner un contenu précis à cette démocratie, pour qui, quelle classe, qui en profite vraiment...

La démocratie peut-elle s'épanouir dans des Etats où c'est la minorité qui impose sa volonté à la majorité ? La réponse est non évidemment. Dès lors il faut poser la question de la nécessité de renverser ces Etats afin que la majorité détienne le pouvoir, ainsi la politique qu'elle sera amenée à mettre en oeuvre correspondra effectivement aux besoins de la majorité, conditions sans lesquelles la démocratie demeurera limitée, étriquée, baffouée, en devenir, un leurre quoi.

Politique.

1- France.

1.1- Pas de "**divergences de fond**" entre les différents courants du PS.

"*Il faut en finir avec cette idée qui voudrait qu'il y ait des divergences de fond entre Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn*", déclare Vincent Peillon, député européen, dans un entretien publié samedi dans Le Monde.

"*Certes, leurs personnalités sont différentes, et leurs responsabilités aussi. Mais ils ont toujours suivi la même ligne politique*", ajoute-t-il. "*Situer Dominique Strauss-Kahn à la droite du PS, c'est une curiosité pour ceux qui en connaissent l'histoire.*" (Reuters 12.02)

Vous nous tendez la perche monsieur Peillon : Si Strauss-Kahn ne se situe pas à la droite du PS, c'est bien qu'ils sont tous à droite !

1.2- Lagarde au tapis !

Christine Lagarde devrait avoir à se défendre dans les prochains jours. D'après un document que Marianne2.fr s'est procuré, la Cour des comptes a ouvert un recours qui remet en cause la procédure par laquelle Bernard Tapie a reçu quelque 220 millions d'euros de la part de l'État en septembre dernier, dans le cadre de l'affaires qui l'opposait au Crédit Lyonnais - alors banque publique - sur la vente d'Adidas en 1993.

Selon ce document, ce n'était pas à l'État - et donc aux contribuables français- de payer cette somme à l'homme d'affaires. Pour rappel, lors de cette affaire, un organisme public, baptisé CDR pour Consortium de réalisation, a été créé et chargé de gérer le passif du Crédit Lyonnais. L'Établissement public de financement et de restructuration (EPFR), qui chapeaute le CDR, étant placé sous la tutelle de Bercy.

«*La rédaction actuelle du protocole (...) ne permet pas de faire bénéficier le Crédit Lyonnais de la garantie du CDR pour les contentieux relatifs au groupe Bernard Tapie*», peut-on lire dans le recours.

Ce document a été présenté mardi 8 février dernier aux députés de la Commission des Finances. Il a eu «*l'effet d'une bombe*», relate Marianne2. En effet, ces députés ont été écartés dans ce dossier, alors qu'ils auraient dû légiférer. Le gouvernement aurait du saisir le Parlement: il a donc un «*défaut d'autorisation législative*».

En réalité, c'est Christine Lagarde qui a elle-même validé la décision: «*J'ai examiné tous les aspects juridiques du dossier et en conscience, je l'assume parfaitement, je pense que c'était la bonne décision dans l'intérêt de l'Etat*», avait-elle dit sur Radio classique en septembre dernier. (Lefigaro.fr 12.02)

2- Yémen.

La police yéménite s'en est prise à coups de matraque aux manifestants qui célébraient dans les rues de Sanaa la démission du raïs égyptien Hosni Moubarak, réclamant le départ du président yéménite.

Des bus ont amené des membres du parti au pouvoir, équipés de tentes, de vivres et d'eau, pour occuper la place de Sanaa également nommée Tahrir (place de la Libération), comme celle qui fut l'épicentre de la révolution égyptienne, afin d'éviter

que les manifestants yéménites ne s'y installent pour faire comme les Egyptiens. Quelque 5.000 policiers et partisans du gouvernement s'y sont installés.

Selon des témoins, la police, y compris des officiers en civil, ont chassé des milliers de personnes de la place principale de Sanaa vendredi soir, alors que les manifestants déchiraient des affiches du président Ali Abdullah Saleh et hurlaient des slogans réclamant sa démission immédiate. (AP 12.02)

Social.

1- France. Les voleurs, prédateurs, parasites...

Le PDG du groupe de construction Vinci Xavier Huillard a empoché plus de 635.000 euros en exerçant des stock-options et en cédant immédiatement les actions ainsi acquises, selon des avis consultables samedi sur le site de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Le 4 février, M. Huillard a exercé l'option dont il disposait et qui l'autorisait à acheter 35.000 actions Vinci au prix unitaire de 24,195 euros. Il a ainsi déboursé 846.825 euros.

M. Huillard les a vendues aussitôt à 42,36 euros, pour 1.482.578 euros. La différence entre prix d'exercice de l'option et prix de vente, soit 635.753 euros représente la plus-value encaissée par le dirigeant. (20minutes.fr 12.02)

2- Tunisie.

Des centaines de magistrats tunisiens venus des différentes régions du pays ont observé samedi un sit-in devant le palais de justice de Tunis pour revendiquer leur "*droit à l'indépendance*" par rapport au pouvoir exécutif, a constaté un journaliste de l'Associated Press.

Convoqué à l'appel du bureau exécutif de l'Association des magistrats tunisiens (AMT), ce rassemblement de protestation, rare dans les annales judiciaires, était placé sous le signe de "*la journée de la libération de la magistrature*".

Pour le président de l'AMT, Ahmed Rahmouni, le juge est "*appelé à se libérer et à instaurer la justice du peuple et non celle du pouvoir*".

Plaidant pour l'autonomie de la justice, il a mis l'accent sur "*l'attachement des magistrats aux valeurs et principes de la révolution*", notant que l'appel de l'association tend à "*répondre aux aspirations des citoyens à une justice indépendante qui préserve leur dignité et défend les libertés fondamentales*".

M. Rahmouni qui vient d'être rétabli dans ses fonctions après en avoir été délogé sous le régime du président déchu Zine El Abidine Ben Ali, a appelé le ministère de la justice à "*lutter contre la corruption et à soustraire la magistrature de la tutelle*".

Plusieurs juges contestataires qui faisaient partie du bureau légal, dont Leïla Bahria et Wassila Kaâbi, ont été durant plusieurs années victimes de "*mesures arbitraires*" à travers des affectations loin des lieux de résidence de leurs familles.

Les avocats, qui se révoltaient même sous le régime Ben Ali contre la mainmise du pouvoir exécutif sur les différents rouages de la justice, se sont joints à la manifestation des juges.

Le bâtonnier Abderrazak Kilani a préconisé une réforme du conseil supérieur de la magistrature (CSM) qui était présidé par l'ex-chef d'Etat et dont les membres étaient pour la plupart désigné par ce dernier. (AP 12.02)

Le 14 février

Merci à Philippe pour ses adresses sur la Tunisie, j'ai mis en ligne des articles sans les avoir tous lus, je les ai parcourus rapidement. Pas mal de choses aujourd'hui.

A propos du site.

J'ai ajouté quelques ouvrages dans la page consacrée au marxisme :

Paul Lafargue

- Le droit à la paresse - 1880
- La légende de Victor Hugo - 1885
- Souvenirs personnels sur Karl Marx - 1890-91
- Le socialisme et les intellectuels - 1900
- Souvenirs personnels sur Friedrich Engels - 1904-05
- Le déterminisme économique de Karl Marx - 1909

V.Lénine

- Matérialisme et empiriocriticisme. - 1908

A propos du NPA.

Communiqué du NPA. Vote des militants pour le 1er congrès du NPA. (mardi 8 février 2011) (sur le site Internet national du NPA)

Les militants et militantes du NPA viennent d'achever leurs congrès locaux. 3 550 militantes et militants ont participé au vote. Les résultats provisoires donnent une participation de 70% par rapport aux membres à jour de cotisation.

Ce qui indique un effectif légèrement au-dessus de 6000 membres si on y ajoute celles et ceux qui ont pris leur carte au NPA sans s'être mis à jour de cotisation.

De nombreux votes ont été enregistrés, portant sur des sujets aussi importants que notre orientation, nos réponses à la crise, la question de la laïcité, du féminisme et de la religion. De nombreuses motions ont été également discutées localement. Elles alimenteront le débat de notre congrès.

Un vote a eu lieu pour élire les délégué-E-s sur la base de plateformes liées au débat sur l'orientation.

A l'issue de l'ensemble des congrès locaux et avant la vérification et la validation des résultats par la commission des mandats, les résultats sont les suivants:

P1: 40, 83 %

P2: 28, 29 %

P3: 27, 20 %

P4: 3, 40 %

Plateformes locales: 0, 29%

A l'issue de leur congrès, la motion d'orientation politique de la direction n'a pas obtenu de majorité (41,8%), face aux «*identitaires*» (27,8%) et «*unitaires*» (26,4%). Six membres de la direction sortante ont décidé de quitter le NPA, a annoncé Léonce Aguirre du courant «*unitaire*» favorable à un rapprochement sous conditions avec le Front de gauche. (Libération.fr 13.02)

La tendance P1 est celle de la direction (Besancenot Krivine, etc.), la P2 constituée (notamment) par d'anciens militants de LO (d'après ce que j'ai lu ailleurs), les animateurs de Débat révolutionnaire, la P3 milite pour l'unité avec le Front de gauche, et enfin la P4 est constituée notamment par les ex-militants du groupe CRI issu du PT.

Il y avait officiellement 9.000 adhérents au NPA en 2009, ils ont donc perdu entre 30 et 35% de leurs adhérents, sans compter que parmi les 6.000 restants une partie sont des travailleurs qui ont adhéré au NPA entre les deux congrès pendant qu'ils en ont perdus, autrement dit, des 9.000 adhérents qu'ils étaient lors du congrès fondateur du NPA, il doit en rester à peine la moitié aujourd'hui ou moins encore, sans compter ceux qui ne sont que simples adhérents et ne militent pas, ainsi le NPA est réduit à peu près à l'effectif de la LCR et mérite bien à son tour l'appellation de parti passoire. Le miracle n'a pas eu lieu !

Je n'ai pas plus d'infos sur leur congrès donc je n'en dirai rien pour le moment.

A propos de la révolution

"Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici :

1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; crise du "sommet", crise de

la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore que "le sommet ne le puisse plus".

2) *Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.*

3) *Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes "pacifiques", mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le "sommet" lui-même, vers une action historique indépendante.*

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire." (Lénine - La faillite de la IIe Internationale)

En Tunisie et en Egypte la situation était mûre pour chasser les dictateurs en place depuis des décennies, mais les conditions subjectives n'étaient pas suffisamment mûres en l'absence d'un parti révolutionnaire pour renverser le régime : en Tunisie l'actuel Premier ministre et la plupart des ministres ont servi sous Ben Ali, et en Egypte c'est l'armée qui a pris le pouvoir instaurant un Etat d'exception, puisque les droits de manifester et de faire grève sont suspendus, la chute de Moubarak est donc suivie d'un coup d'Etat militaire, avec évidemment la bénédiction de Washington, Bruxelles et Paris.

A propos des retraites

"Donc, un document officiel reconnaît seulement 8 % de salariés âgés de plus de 60 ans.

Il y a d'autres documents officiels auxquels je renvoie Groussier, qui dit avoir étudié les chiffres de la loi avec beaucoup de soin. J'ai cité dans mes articles de l'Humanité le rapport de 1901 de M. Guieysse, qui passe pour un actuaire des plus capables; il calcule que, d'après le recensement de 1896, il ne restait que 7% de salariés âgés de 60 ans. J'ai cité un autre document de Bertillon, non pas le Bertillon policier anthropométrique, mais son père, le savant démographe. Il donne dans l'annuaire statistique de Paris de 1882 un classement de la population par âge, d'après le recensement de 1876, et il arrive à ce résultat qu'à 65 ans, il ne reste en France que 7% de la population, et à Paris que 4 % et une fraction.

(...)

Je crois que si Groussier avait étudié la mortalité par profession, il n'aurait pas trouvé beaucoup de salariés âgés de 65 ans. Mais, en tout cas, les 25 % de vieillards dont il parle ne jouiront pas pendant longtemps de la retraite.

Il vient de nous rappeler qu'en Angleterre il ne s'était trouvé, pour réclamer la retraite, que 692 000 vieillards de 70 ans, sur 41 millions d'habitants, soit 1½ %, et il ajoute que les conditions de vie d'Angleterre et de France étant à peu près semblables, il devait se trouver chez nous la même proportion de vieux de 70 ans, c'est-à-dire 1½ %, et comme il assure que le nombre des vieux de 65 ans était de 25 %, donc, de 65 à 70 ans 23 ½ % de ces vieillards ne toucheront que dans la tombe leur retraite, après l'avoir reçue pendant quelques mois sur terre. On peut donc faire les généreux avec cette retraite, que si peu toucheront si peu de temps." (Paul Lafargue - Intervention contre la loi des retraites au congrès de la S.F.I.O. - 1910)

La gangrène ne date pas d'hier

"Il y a une perle dans cette remarquable résolution de la Seine et je m'étonne que les antiparlementaires ne l'aient pas relevée et montée en épingle, car c'est une perle que de venir dire que dans la société capitaliste nous sommes en train de construire le droit ouvrier et que ce droit ouvrier, une fois codifié, on pourra l'opposer au droit capitaliste... Le droit ouvrier est une monstruosité qui ne devrait jamais se trouver dans la bouche d'un socialiste. Est-ce qu'il a existé un droit du serf, est-ce qu'il a existé un droit esclave ? Et cependant sous le servage comme sous l'esclavage, il y a eu des réformes utiles aux esclaves et aux serfs ? Mais toujours, ces réformes n'entamaient ni le droit féodal ni le droit esclavagiste : c'étaient des concessions qu'on faisait et qu'on supprimait quand c'était nécessaire. C'est ce qu'on fait aujourd'hui pour les réformes ouvrières." (P. Lafargue De l'antiparlementarisme et des réformes Intervention au Ve congrès national du PS (SFIO) - 15 octobre 1908)

Souvenirs de Paul Lafargue sur Engels.

"Engels et Marx avaient pris l'habitude de travailler ensemble. Engels, qui lui-même poussait à l'extrême la probité scientifique, était souvent hors de lui de la scrupulosité de Marx qui se refusait à laisser imprimer une seule phrase qu'il n'aurait pu prouver de dix manières différentes."

C'était l'un des aspects génial de la personnalité de Marx, Engels ne manquait pas de rigueur de son côté, mais apparemment il disposait de facilités intellectuelles qui lui rendaient la tâche plus facile.

Vous aurez compris que j'ai passé une bonne partie de la journée d'hier à lire et je n'ai rien écrit.

Je me suis fait une réflexion rassurante, nous sommes réalistes et nous puisons notre énergie et notre optimisme de la réalité ou du développement de la situation, s'il n'a pas fallu un mois pour que le peuple égyptien se soulève à la suite du peuple tunisien, alors il faudra peut-être moins de temps qu'on ne le pense habituellement pour que la révolution socialiste réalisée dans un pays soit suivie d'une autre et ainsi de suite, sauf que là se posera toujours la question du parti et de l'Internationale.

Politique.

1- Italie.

Des centaines de milliers de femmes ont manifesté dimanche à Rome et dans plus de 200 autres villes d'Italie pour dénoncer les scandales sexuels impliquant le président du Conseil Silvio Berlusconi et leurs conséquences sur leur dignité et la résurgence de stéréotypes machistes.

«*L'Italie n'est pas un bordel*», ont scandé des milliers de manifestantes à Naples et Palerme, en brandissant des banderoles réclamant la démission du président du Conseil. (Reuters13.02)

2- Tunisie.

Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Ahmed Ounaies, au centre d'une polémique pour ses louanges adressées à son homologue française Michèle Alliot-Marie, a présenté sa démission du gouvernement provisoire, rapporte dimanche l'agence officielle de presse TAP.

Le ministre avait ulcéré nombre de ses compatriotes en déclarant que sa rencontre à Paris avec la ministre française des Affaires étrangères était "*un rêve devenu réalité*". Plusieurs centaines de fonctionnaires de son ministère s'étaient mis en grève.

Ahmed Ounaies était en poste depuis moins de trois semaines. Le communiqué du ministère annonçant sa démission et repris par l'agence TAP ne précise pas les raisons de sa décision. On ignore également qui lui succédera.

Son départ est un nouveau revers pour le gouvernement de coalition. (Reuters 13.02)

3- Yémen.

Des heurts ont éclaté dimanche au Yémen entre les forces de l'ordre et des manifestants anti-gouvernementaux qui tentaient de marcher sur le palais présidentiel de Sanaa, ont rapporté des témoins.

"*Le peuple yéménite veut la chute du régime*", "*La révolution yéménite après la révolution égyptienne*", ont scandé les manifestants lors du rassemblement qui a réuni 1.000 personnes. Quelques dizaines d'entre eux se sont ensuite détachés pour marcher sur le palais présidentiel.

Mille cinq cents manifestants antigouvernementaux sont descendus dans les rues d'Aden et des centaines de personnes ont également manifesté dans deux faubourgs de cette ville portuaire. La police a eu recours aux matraques pour disperser les cortèges et a arrêté huit personnes, ont rapporté des habitants. (Reuters13.02)

4- Bahrein. Du pétrole et des idées...

Les dirigeants du Bahrein ont promis dimanche de nouvelles libertés pour la presse, tentative d'apaiser les esprits dans le petit royaume, où plusieurs groupes d'opposition ont appelé à manifester lundi.

Lundi est la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la constitution de 2002, qui avait apporté des réformes démocratiques, dont le premier parlement élu de l'histoire du pays.

Il s'agit de la première manifestation anti-gouvernementale d'ampleur dans un des pays du Golfe depuis le soulèvement égyptien, et le Bahrein apparaît comme l'un des plus potentiellement instables des petits Etats pétroliers de la région: la majorité chiite s'y plaint depuis des décennies de discrimination de la part de la dynastie sunnite au pouvoir, et la répression l'année dernière de la dissidence y a provoqué émeutes et affrontements.

Le minuscule royaume insulaire est en outre important stratégiquement pour les Etats-Unis, car hébergeant la Vème flotte américaine.

Les forces de sécurité étaient déployées en masse dimanche pour tenter de dissuader les Bahreïnais de manifester. Cherchant dans le même temps à apaiser les tensions, les dirigeants du royaume ont accordé ces derniers temps des concessions, en entamant des discussions avec les représentants des médias ou en accordant une "prime" de près de 2.700 dollars pour chaque famille du pays.

Nabil Rajab, président du Centre bahreïni pour les droits de l'homme (indépendant), a publié une lettre ouverte au souverain, l'émir Hamad bin Isa Al Khalifa, réclamant tout un train de réformes et la libération de 450 prisonniers d'opinion. Il l'exhorte à "éviter l'erreur fatale commise par des régimes similaires en Tunisie et en Egypte" et à ne pas réprimer les manifestations de lundi, mettant en garde contre "le chaos et le bain de sang".

Vendredi déjà, dans les rues de la capitale Manama, des centaines de personnes s'étaient rassemblées près de l'ambassade d'Egypte, pour fêter la chute de Hosni Moubarak. Les autorités bahreïniennes avaient alors rapidement érigé des barrages pour contenir la manifestation. (AP 13.02)

Social.

Algérie.

Quatre policiers ont été légèrement blessés, ce dimanche à Annaba, dans l'est de l'Algérie, lors d'émeutes déclenchées par de jeunes chômeurs frustrés des lenteurs administratives pour des contrats d'embauche.

Les chômeurs s'étaient rendus dans la matinée à des guichets publics d'offres d'emploi à durée déterminée pour jeunes, avec ou sans diplômes, initiés par l'action sociale. Mais las de revenir tous les jours et d'attendre des heures d'être reçus par les fonctionnaires pour espérer bénéficier de ces contrats, ils s'en sont pris aux employés de l'administration qui ont pris la fuite. Ils ont ensuite saccagé le mobilier avant de sortir en criant «non à la hogra (le mépris)» et «nous voulons du travail, pas l'aumône», en référence aux types d'emplois proposés peu rémunérés.

Rejoints par des centaines d'autres jeunes désœuvrés qui exprimaient leur colère dans le quartier, ils sont allés devant la wilaya (préfecture) où ils se sont confrontés, à coups de cailloux, à des éléments des forces anti-émeutes, selon l'AFP. (Libération. fr 13.02)

Le 15 février

A propos du site

Pour ceux qui ne le sauraient pas, avec XP comme gestionnaire système (en bas à droite de l'écran), Vista ou Windows 7 (?), il suffit de passer à 125% la taille d'affichage du site pour être en pleine page, si elle s'affichait sur une partie seulement de l'écran, cela dépend peut-être aussi de la taille de votre écran, je n'en sais rien.

Leur société répugnante et pourrie par le fric, le capitalisme quoi, titre hier d'un article : *Saint Valentin: la Bourse des fleurs en effervescence* - Le Figaro.

Comme je n'ai pas le temps d'écrire un article sur la situation en Tunisie et en Egypte, je vous livre ici quelques réflexions.

Au fait, en Tunisie et en Egypte depuis le début des soulèvements : les terroristes envolés, Al-Qaïda disparu, les islamistes radicaux inexistantes ou presque, neutralisés par la marée humaine en faveur de la démocratie, pas de provocations, pas d'attentats, ces dictatures ne se justifiaient-elles pas par la crainte que ces mouvements extrémistes devaient inspirer à l'ensemble de la société, avec la complicité et le soutien des impérialistes américain et français notamment ?

Ces soulèvements populaires, qui avaient un caractère révolutionnaire, ne sont pas parvenus à faire tomber le régime ni à liquider les institutions politiques dans ces pays, ce ne sont donc pas des révolutions sociales ou politiques. Ils sont parvenues à entraîner la chute des dictateurs en place depuis des décennies et à un replâtrage des institutions agrémenté d'une plus grande liberté d'expression, mais ils n'ont pas entamé ces régimes ou l'Etat, autrement dit le rapport entre les classes demeure inchangé aujourd'hui.

Seule la petite-bourgeoisie qui y a largement participé va en profiter tout en étant appelée à jouer un rôle plus important pour assurer la stabilité des institutions. Le prolétariat a le sentiment à juste titre d'être le dindon de cette mauvaise farce, du coup il se mobilise et tente de profiter de l'air de liberté qui souffle depuis la chute des tyrans pour avancer ses revendications sociales, à défaut de changement radical de politique. En Egypte, les militaires désormais au pouvoir leur ont déjà répondu qu'ils ne voulaient pas

en entendre parler. Gageons que ces revendications sociales et la réponse du Conseil suprême des forces armées va alimenter les divisions au sein de l'armée et la crise du régime.

Ce qui est intéressant ce sont les questions qui vont surgir à la suite de ces soulèvements et de leur issue : pourquoi n'ont-ils pas débouché sur un changement radical sur le plan social et politique ? Qu'est-ce qui leur a manqué ? Les travailleurs mobilisés ont pointé du doigt la Constitution et les institutions, la misère sociale, mais qu'est-ce qu'il aurait fallu faire pour les liquider, qui aurait pu le décider ou le mettre en avant, quelles conditions a fait défaut pour aller plus loin, jusqu'au bout ?

L'absence d'un parti marxiste-révolutionnaire pour éclairer et organiser les masses..., leur faiblesse organisationnelle, la faiblesse de leur niveau de conscience politique. En fait, la même chose qu'en France et tous les pays dans le monde, l'absence d'une nouvelle direction politique qui permette à la classe ouvrière et aux masses d'avancer sur la voie du socialisme.

Cela va peut-être paraître aberrant aux dogmatiques ou à ceux qui s'imaginent que les travailleurs ont forcément le même niveau de conscience politique qu'eux, un internaute précisait qu'il avait manqué au peuple un ou des guides charismatiques à la tête de ces révolutions populaires, et il n'a pas forcément tort, sachant qu'une révolution ne peut aboutir qu'à partir du moment où les couches les plus déterminées du prolétariat parviennent à entraîner l'ensemble de la classe ouvrière dans la révolution, donc y compris le gros bataillon des couches arriérées de la classe ouvrière, qui elles en priorité s'en remettent plus facilement à un dirigeant providentiel qu'à des discours politiques dont finalement elles ne retiennent que les mots d'ordre. Comment pourrait-il en être autrement dans un pays comme l'Egypte qui compte officiellement 40% d'illettrés ? En Tunisie la situation est légèrement différente, mais comme c'était un homme qui incarnait et concentrait tout le pouvoir, il était certes haï par la majorité de la population, mais une fois dégagé, les travailleurs tunisiens se retrouvent face à un vide politique puisqu'il n'y a personne pour incarner le contraire de Ben Ali, un dirigeant qui à son tour incarnerait le pouvoir, le leur cette fois...

Et puis, cessons de nous raconter des histoires, c'est la même chose qui se produit dans les pays où la quasi-totalité de la population a été scolarisée : en l'absence de conscience politique, la majorité de la classe et des masses continuent de s'en remettre à celui où ceux qui savent le mieux leur parler et les embobiner, sans tenir compte de leurs programmes ou de leurs véritables intentions qui leur échappent en grande partie. Cessez de penser à la place des ouvriers messieurs les intellectuels, cessez de leur prêter un état d'esprit ou un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, veuillez enfin regarder la réalité telle qu'elle est si vous en êtes capables, à quoi mène le contraire, par exemple au congrès minable du NPA, c'était prévisible, nous l'affirmions dès 2009 ! (A télécharger dans la rubrique Documents : *Extraits de quelques articles de presse sur le congrès du NPA.*) (A suivre)

Passons aux infos en bref, que je n'ai pas le temps de commenter.

Politique.

1- France.

1.1- La Constitution, eux au moins ils s'en occupent. Ils ont raison, le champ est libre !

Le gouvernement soumettra "*avant l'été*" pour ratification aux députés et sénateurs réunis en congrès l'inscription dans la Constitution française d'une "*règle d'or*" sur l'équilibre des finances publiques, a déclaré lundi le ministre chargé des Relations avec le Parlement.

"*Le Parlement sera convoqué en congrès avant l'été*", a déclaré le ministre.

Il a justifié ce choix par le risque de voir le Sénat basculer à gauche à la faveur des élections sénatoriales de septembre, ce qui rendrait "*encore plus difficile*" la ratification de la future révision constitutionnelle.

"*Nous sommes confiants car on voit mal la gauche prendre la responsabilité d'un échec de cette réforme*", a cependant ajouté Patrick Ollier. (Reuters 14.02)

Ils n'ont pas eu trop de mal à trouver une majorité pour voter le Traité de Lisbonne qui a annulé et piétiné le vote non du 29 mai 2005, qu'ils fassent donc confiance à la "*gauche caviar*", pardon à la "*gauche ultra-caviar*", lire plus loin.

1.2- Propagande et manipulation des masses. Il faut y mettre la méthode.

Le Sénat a adopté à l'unanimité, lundi 14 février, une proposition de loi sur les sondages. Et ce malgré l'opposition du gouvernement à ce texte porté par Hugues Portelli (UMP), comportant une série de mesures pour rendre plus transparents et rigoureux les sondages politiques. Le rapporteur de la proposition de loi, Jean-Pierre Sueur (PS), voit dans le refus du gouvernement une "*décision très surprenante*".

Le texte prévoit notamment d'étendre les obligations liées aux "*sondages politiques*", de faire préciser l'acheteur et le commanditaire des enquêtes, mais aussi de faire publier les méthodes de redressement des chiffres "*bruts*" des sondages. Par ailleurs, il prévoit l'interdiction des "*gratifications*" pour les sondés et veut renforcer les pouvoirs de la Commission des sondages. (Lemond.fr 14.02)

1.3- Le gang du Fouquet's ne supporte pas la concurrence.

Depuis ce week-end, c'est officiel : la droite tape fort, très fort, sur Dominique Strauss-Kahn. Baroin, Copé, Lellouche, Jacob... Ils se sont relayés dans les médias pour pilonner le patron du FMI sur le thème : il incarne la "*gauche ultra-caviar*" et les "*bobos*" et n'est pas à "*l'image de la France*". (Lepost.fr 14.02)

1.4- Strauss-Kahn ou Hulot pour "*battre la droite*"... sur son propre terrain !

"*Ce que je ne veux pas c'est reconduire Nicolas Sarkozy pour cinq autres années*", a déclaré Eva Joly au Grand Jury RTL/Le Monde/Le Figaro.

"*C'est l'objectif numéro 1: battre Nicolas Sarkozy en 2012. Si c'est Dominique Strauss-Kahn qui est le mieux placé pour faire cela, et si nos objectifs écologiques sont pris en considération dans le pacte que nous passerions entre le 1er et le deuxième tour (...) j'appellerai à voter pour lui*", a-t-elle déclaré.

Interrogée par ailleurs sur l'hypothèse d'un ticket entre elle et Nicolas Hulot, qu'elle pourrait affronter à la primaire écologiste, elle a dit qu'elle entendait le "*soutenir*" s'il l'emportait face à elle. "*J'attendrai de lui que si c'est moi (qui gagne la primaire) il me soutienne, ce qui fait que nous pourrions parler ensemble au Français et réunir ce que nous avons de meilleur*", a-t-elle ajouté. (Lexpress.fr 14.02)

2- Tunisie.

Le gouvernement tunisien a rejeté "*catégoriquement*" l'idée évoquée par Rome de déployer des policiers italiens pour empêcher le flux de migrants clandestins vers les côtes italiennes, qualifiant cette attitude "*étonnante*" d'"*ingérence dans les affaires intérieures (de la Tunisie)*" et d'"*atteinte à sa souveraineté*".

Ces quelque derniers jours, plus de 4.000 migrants ont débarqué sur l'île de Lampedusa, au large de la Sicile, venant des côtes tunisiennes proches de quelque 150 km. Une situation qui a conduit le gouvernement italien à décréter "*l'état d'urgence humanitaire*" et a demandé l'aide internationale pour faire face à cet exode de migrants clandestins. (AP 14.02)

3- Iran.

Lundi soir, l'agence de presse iranienne Fars a rapporté qu'un Iranien a été tué par balle dans la journée lors d'un rassemblement de l'opposition à Téhéran.

Le régime de Téhéran a dû faire face ce lundi à des manifestations de l'opposition et a déployé en nombre des policiers dans les rues de la capitale. Les forces iraniennes de sécurité ont fait usage de gaz lacrymogènes, dans le centre de Téhéran, pour disperser des partisans de l'opposition qui tentaient de manifester malgré l'interdiction des autorités, rapporte un témoin.

Plusieurs milliers d'Iraniens se sont dirigés en cortège vers la place Azadi (Liberté), à Téhéran, en dépit d'une interdiction de la manifestation de soutien aux récents soulèvements en Egypte et en Tunisie.

A Ispahan, troisième ville du pays, "*il y a eu des affrontements entre les forces de sécurité et des manifestants à Ispahan, et plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtés*", a dit un témoin joint par téléphone dans cette ville du centre de l'Iran. (20minutes.fr 14.02)

4- Bahreïn.

La police a tiré lundi à Bahreïn des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour disperser des manifestations en faveur de réformes, et un protestataire a été tué lors de ce "*jour de colère*" inspiré par les révolutions tunisienne et égyptienne, ont rapporté des témoins.

Plus de 20 personnes ont en outre été blessées, dont une grièvement, lors d'affrontements survenus dans des villages chiites des environs de la capitale Manama, selon ces témoins.

Dans le village de Diraz, les autorités ont dispersé à l'aide de gaz lacrymogènes une centaine de chiites qui scandaient des slogans réclamant davantage de droits politiques.

Au village de Nuwaïdrat, la police a fait usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour disperser des manifestants réclamant la libération de détenus chiites et 10 personnes ont été légèrement blessées, selon des témoins.

"Ils étaient 2.000 assis dans la rue exprimant leurs revendications lorsque la police a commencé à tirer", a dit à Reuters Kamel, qui n'a voulu décliner que son prénom.

Soucieuse de prévenir une propagation de la contestation, la famille régnante de Bahreïn, de confession sunnite alors que la population est majoritairement chiite, avait promis la semaine dernière de distribuer 1.000 dinars (2.000 euros environ) à chaque famille bahreïnie.

Le gouvernement a par ailleurs laissé entendre qu'il pourrait libérer des jeunes arrêtés l'an dernier par les forces de sécurité.

"Nous ne voulons pas renverser la famille régnante, on veut seulement avoir notre mot à dire", a expliqué Ali Jassem, marié à une fille du cheikh Issa Qassem, puissant religieux chiite bahreïni.

Des diplomates avaient estimé que l'ampleur du rassemblement à Manama, où les manifestations sont rares, constituerait un test de la capacité des organisateurs à faire descendre un grand nombre de chiites dans la rue. Mais en dépit des appels lancés via Twitter et Facebook, en début de soirée, aucun rassemblement n'était signalé dans la capitale. (Reuters 14.02)

5- Yemen.

Pour la quatrième journée consécutive des milliers (3000 selon Lemonde.fr) de Yéménites ont manifesté lundi dans tout le pays, réclamant des réformes politiques et la démission du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 30 ans.

Etudiants, militants des droits de l'homme et élus au parlement ont défilé à Sanaa, la capitale, rejoints par des avocats en robe noire, scandant des slogans réclamant la chute du régime.

Selon l'avocat Hassan al-Dola, les manifestants dénoncent notamment "la corruption généralisée et l'appareil de sécurité qui terrorisait la population". "Nous continuerons à manifester jusqu'à la chute du régime", a renchéri le député indépendant Ahmed Hashid.

Dans le même temps, des dizaines de femmes manifestaient devant le siège des services de renseignement de la police dans la capitale, réclamant la libération de leurs fils.

Des manifestations similaires ont eu lieu à Aden (sud) et Taëz (centre), les deux autres grandes villes du pays. A Taëz, la police a dispersé les manifestants à coups de tirs de sommation et de grenades lacrymogènes. Douze personnes ont été blessées et des dizaines d'autres arrêtées, et des journalistes yéménites et étrangers ont été passés à tabac par des manifestants pro-gouvernementaux.

Les manifestations ne cessent de prendre de l'ampleur au Yémen depuis vendredi et les rassemblements de joie ayant suivi la démission du président égyptien Hosni Moubarak. Dimanche, la police a violemment réprimé le mouvement, à coup de tasers notamment, selon l'ONG Human Rights Watch. (AP 14.02)

6- Territoires palestiniens.

L'Autorité palestinienne poursuit sa remise à plat entamée dans le contexte des bouleversements politiques en cours dans le monde arabe. Après l'annonce dans le courant du week-end de la tenue d'élections d'ici septembre, le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a présenté lundi la démission de son gouvernement au président Mahmoud Abbas qui l'a acceptée.

Le porte-parole du gouvernement Ghassan Khatib a précisé que ce remaniement était prévu de longue date: "cela n'est pas lié aux nouveaux changements dans la région", a-t-il déclaré. (AP 14.02)

Social.

Dans l'affaire de la mort de Laëtitia, les juges se disent «blanchis de toute accusation» après la publication de rapports d'inspection, ainsi parlaient ce lundi, place Vendôme, les syndicats de magistrats, qui ont exprimé leur soulagement à la sortie d'une longue réunion avec le garde des Sceaux. Le ministre de la Justice n'exclut pas des sanctions contre des fonctionnaires de la pénitentiaire.

Lundi soir, les syndicats de magistrats ont donc décidé de mettre fin aux renvois d'audience non urgentes, qui duraient depuis plus d'une semaine.

Les syndicats pénitentiaires n'affichaient pas la même satisfaction. Ce lundi, Michel Mercier a en effet publiquement évoqué des «carences manifestes» dans le suivi du dossier Tony Meilhon, meurtrier présumé de Laëtitia.

Le rapport de l'Inspection générale des services judiciaires a révélé une série de dysfonctionnements et d'erreurs, que le ministre a énumérés ce lundi: une «absence de liaison» entre les conseillers d'insertion qui ont pris en charge Tony Meilhon en prison et le service chargé de le suivre à sa sortie; des critères d'affectations des dossiers ne tenant pas assez compte du profil des personnes condamnées, des «carences» importantes dans l'organisation des services -comme «l'absence de réactivité de la hiérarchie», etc. Les syndicats s'attendent à ce que «la pénitentiaire» n'échappe donc pas aux sanctions. Le directeur adjoint du service pénitentiaire d'insertion et de probation de Nantes, notamment, pourrait faire les frais de décisions critiquées par les inspecteurs. Son dossier serait alors instruit puis transmis au conseil de discipline. (Lefigaro.fr 14.02)

Ce qui est frappant ici, c'est la rapidité avec laquelle les syndicats de magistrats ont annoncé le retour à la normal dans les tribunaux et leur manque de solidarité envers le personnel pénitentiaire, tout l'esprit écoeurant du petit-bourgeois quoi.

Economie.

1- Zone euro.

Les ministres des Finances de la zone euro se sont mis d'accord lundi pour que la capacité effective de prêt du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) soit de 500 milliards d'euros, a annoncé le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

Les deux responsables ont ensuite dit que les négociations se poursuivraient entre responsables européens sur les différentes options visant à relever la capacité effective de prêt du FESF (Fonds européen de stabilité financière), sur la manière de rendre le fonds plus flexible ainsi que sur l'architecture future du MES. (Reuters 14.02)

Qu'on ne vienne pas nous dire ensuite que c'est l'UE qui, le FMI qui, ce sont bien les ministres des Finances des différents gouvernements qui ont pris cette décision en accord évidemment avec leurs chefs d'Etat, il suffit de savoir lire !

2- Italie.

La dette publique de l'Italie, l'une des plus élevées du monde en valeur absolue, s'élevait à 1 843 milliards d'euros fin 2010, soit une progression d'environ 4,5 % par rapport à fin 2009, a annoncé lundi 14 février la Banque d'Italie.

Dans ses dernières prévisions économiques, datant de fin septembre, le ministère de l'économie avait dit tabler sur une dette de 118,5 % du PIB en 2010 contre 115,9 % en 2009. En 2011, la dette devrait encore progresser à 119,2 %. (Lemonde.fr 14.02)

3- Portugal.

Le produit intérieur brut portugais a diminué de 0,3% au quatrième trimestre par rapport aux trois mois précédents, confortant les anticipations des marchés qui craignent une nouvelle période de récession, alors que le plan d'austérité pèse sur la consommation.

L'Institut national de la statistique (INE) portugais a annoncé lors de son estimation flash que le produit intérieur brut du pays avait augmenté de 1,4% en 2010 après une contraction révisée à 2,5% en 2009. (Reuters 14.02)

4- Russie.

Le nombre de milliardaires a bondi, pour s'établir début 2011 à 114, ce qui représente une hausse de près de 50% par rapport à 2010.

La remontée sur les marchés mondiaux des prix des matières premières, principales sources de revenus pour le pays, a permis aux multimillionnaires de se refaire une santé.

Cette donne a permis au patron de l'aciérie Novolipetsk (NLMK), Vladimir Lissine, de conserver sa première place. Il a vu sa fortune multipliée par 1,5 en 2010, pour s'établir à 28,3 milliards de dollars (21 milliards d'euros) indiquait lundi le magazine Finans qui établit chaque année un classement des principales fortunes de Russie. (20minutes.fr 14.02)

5- Chine.

Le produit intérieur brut (PIB) du Japon, en terme nominal, s'est élevé en 2010 à 5.474,2 milliards de dollars, contre 5.878,6 milliards de dollars pour celui de la Chine, selon des statistiques publiées lundi par le gouvernement nippon.

L'archipel a donc perdu sa place de deuxième économie mondiale qu'il occupait depuis 1968, derrière les Etats-Unis que la Chine pourrait même détrôner d'ici à 2025, selon des estimations de la Banque mondiale et de diverses institutions financières.

Le PIB par habitant du Japon reste cependant plus de dix fois supérieur à celui d'un Chinois, selon le FMI. (Libération.fr 14.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 16 février

J'ai ajouté quelques ouvrages dans la page dédiée au marxisme :

- Travail salarié et capital de Marx (1849)
- Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte de Marx (1852)
- Salaire, prix et profit - 1865 (Marx)
- Le "Capital" de Marx - 1868 (Engels)
- Un chapitre inédit du Capital. - 1867
- Le Capital - livre 1 - 1867 (Marx-Engels)
- Le Capital - livre 3 - 1894 (Marx-Engels)
- Recueil de textes sur la religion (322 pages) (Marx-Engels)

- Un pas en avant, deux pas en arrière - 1904 (Lénine)
- L'impérialisme stade suprême du capitalisme - 1916 (Lénine)
- A propos de la liberté de la presse - 1917 (Lénine)

- Bas les pattes devant Rosa Luxembourg - 1932 (Trotsky)

- Introduction à l'économie politique (105 pages) (Luxemburg)
- L'accumulation du capital - 1913 (185 pages) (Luxemburg)
- Grève de masses, parti et syndicat (29 pages) (Luxemburg)

- La révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956 (Pierre Broué)
- Les trotskystes en Union Soviétique (1929-1938) (Pierre Broué)
- Le parti bolchévique (complet + préface 1971 + chronologie + biographie) (Pierre Broué)

J'ai corrigé les liens vers La révolution trahie de Trotsky, Le droit à la paresse, Le déterminisme économique de Karl Marx et Souvenirs personnels sur Karl Marx de Lafargue, avec mes excuses.

Je télécharge ces ouvrages, puis j'en place une copie dans deux dossiers différents et ensuite je formate la page du site, je modifie les adresses de chaque fichier ou presque, la moindre erreur au clavier est fatale, un espace ou un point que je n'ai pas vu par exemple, signalez-moi les liens qui ne fonctionnent pas, merci d'avance pour vos petits camarades. Merci encore à Philippe pour son courriel d'hier qui a permis de rectifier un lien.

Politique.

1- Tunisie.

Les autorités tunisiennes ont décidé mardi la levée du couvre-feu instauré le 13 janvier à la suite des troubles qui ont secoué le pays et conduit à la chute du régime déchu du président Zine El Abidine Ben Ali, a annoncé le ministère de l'intérieur dans un communiqué diffusé par l'agence officielle TAP.

Cependant, l'état d'urgence décrété le 14 janvier demeure en vigueur, ajoute le communiqué.

L'agence TAP rappelle que l'état d'urgence interdit tout rassemblement de trois personnes ou plus sur la voie et dans les espaces publics. Il autorise en outre les forces de sécurité et l'armée à faire usage de leurs armes contre toute personne suspecte qui ne se conforme pas à l'ordre de s'arrêter, qui cherche à s'enfuir et qu'il n'est plus possible d'arrêter. (AP 15.02)

2- Afrique du Sud.

Des policiers sud-africains ont tiré des balles en caoutchouc, des balles réelles et des gaz lacrymogènes mardi contre des manifestants qui protestaient contre la politique du gouvernement en matière de logement et d'éducation.

Les heurts se sont passés dans la cité noire d'Ermelo, à Mpumalanga, à 200 km au sud-est de Johannesburg. (Reuters 15.02)

3- Bahreïn. "**Nous exigeons la chute du régime**"

Des manifestants chiites se préparaient mardi à passer la nuit dans des tentes à Manama, la capitale de Bahreïn, au soir d'une journée de mobilisation marquée par la mort d'un homme lors d'accrochages avec la police pendant les funérailles d'un manifestant tué la veille. Lire la suite l'article

La mort d'une seconde personne, au lendemain du "*Jour de colère*" dans ce petit royaume du Golfe, crée le risque de nouveaux accrochages entre la majorité chiite bahreïnie et les forces de sécurité sunnites liées à la famille régnante.

"*Nous resterons jusqu'à ce que le gouvernement trouve une solution pour le peuple de Bahreïn*", a indiqué Naji Abdelkareem alors que des manifestants montaient une grande tente sur la pelouse du carrefour de la Perle.

Une dizaine de tentes étaient dressées et des manifestants distribuaient des couvertures, de l'eau et de la nourriture.

"*Peut-être que ce sera une place Tahrir. Cette place est au coeur de Bahreïn maintenant*", a-t-il ajouté, faisant référence à la place Tahrir, symbole de la révolution égyptienne qui a eu raison du président Hosni Moubarak.

Le Wefaq, principal bloc d'opposition qui accuse le roi Hamad ben Isa al Khalifa de discrimination aux dépens des chiites, a répliqué aux dernières violences en boycottant les activités parlementaires, où il contrôle 18 des 40 élus à la chambre basse.

En provenance du lieu des funérailles, situé à la périphérie de Manama, des participants en colère ont gagné le carrefour de la Perle, dans le centre-ville, en scandant des slogans antigouvernementaux inspirés des manifestations qui ont provoqué la chute des présidents de la Tunisie et de l'Egypte.

Selon des témoins, les incidents autour des funérailles ont débuté alors que 2.000 personnes étaient parties de la morgue d'un hôpital pour accompagner la dépouille d'Ali Mouchaïma.

Ce jeune homme de 22 ans a été tué par balles lundi à Daih, l'un des villages chiites des environs de Manama où les forces de sécurité sont intervenues pour mater le "*jour de colère*" organisé contre le gouvernement.

La police a tiré des grenades lacrymogènes sur la procession funèbre mais le cortège s'est reformé et a repris sa marche, a déclaré à l'agence Reuters le député Ibrahim Mattar, élu Wefaq.

Une personne a été tuée dans la bousculade - victime d'un tir par arme à feu, a dit Mattar - et sa mort a suscité des réactions de colère dans la foule, qui s'est mise à scander "*Nous exigeons la chute du régime*".

Parmi les revendications des manifestants figurent en bonne place la lutte contre la pauvreté et le chômage. Ils rejettent aussi la politique du gouvernement qui accorde la citoyenneté à des sunnites étrangers ainsi que des emplois dans les forces de sécurité et des logements qui modifie l'équilibre démographique.

Vendredi, tentant d'éviter une radicalisation de la protestation, le roi avait annoncé le versement d'une allocation de 1.000 dinars (2.000 euros environ) à chaque famille.

Son gouvernement s'est engagé à libérer des adolescents mineurs arrêtés l'an dernier. Il a aussi annoncé qu'il débloquerait 417 millions de dollars de dépenses sociales, dont des subventions sur les produits de première nécessité.

Au contraire des pétromonarchies du Golfe, Bahreïn, dont la moitié des 1,3 million d'habitants est composée d'expatriés, n'a pas des ressources financières illimitées. (Reuters 15.02)

4- Inde.

Trois minutes se sont écoulées avant qu'il ne réalise sa bourde. Lors d'une réunion au siège de l'ONU à New-York samedi dernier,

le ministre indien des Affaires étrangères a lu par erreur le discours de son homologue portugais, en quasi intégralité.

S.M. Krishna a ainsi eu le temps de se déclarer heureux «à titre personnel» de la présence dans l'assemblée de «deux membres parlant portugais, le Brésil et le Portugal», et ce sans provoquer l'étonnement de son auditoire.

«Malheureusement, ce sont des choses qui arrivent», a relativisé Krishna par la suite. «Il y avait beaucoup de papiers éparpillés devant moi et j'ai pris le mauvais discours». A priori, le ministre s'est trompé et s'est saisi du texte lu juste avant par le ministre portugais des Affaires étrangères et distribué aux membres de l'assemblée. (20minutes.fr 15.02)

Quand je vous dis qu'ils sont en dessous de tout dans ce pays...

Il faut avoir discuté avec des députés, des préfets, des VIP (very important person, un grand patron quoi), pour se rendre compte à quel point ils se foutent complètement de tout, en dehors des apparences et du fric qu'ils empochent, donc du pouvoir. En France on caractériserait ce comportement de vulgaire, de personnes n'ayant reçu aucune éducation, de crétins en plus, et c'est bien le cas, ils sont tellement minables qu'ils ne peuvent même pas éviter que cela se voie, ils s'en foutent puisque les Indiens en règle générale sont dans le même cas et n'iront pas leur reprocher.

Social.

1- Le capitalisme est toujours synonyme de paupérisation.

Le chiffre fait froid dans le dos. D'après les dernières estimations en date de la Banque mondiale, 1,2 milliard de personnes dans le monde vivent sous le seuil de l'extrême pauvreté, caractérisé par des dépenses de 1,25 dollar par jour et par personne.

« Les prix de l'alimentation continuent à augmenter dans le monde. L'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a augmenté de 15% entre octobre 2010 et janvier 2011, et n'est que 3% en dessous de son pic de 2008», explique l'institution. «Les six derniers mois ont vu des hausses marquées des cours mondiaux du blé, du maïs, du sucre et des huiles alimentaires, et une hausse relativement moins forte de ceux du riz», ajoute-t-elle.

Ces hausses, par l'enrichissement de certains agriculteurs, ont permis de faire sortir 24 millions de personnes de cette situation d'extrême pauvreté mais dans le même temps, elles y plongeaient 68 millions d'autres.

Le président de la Banque mondiale Robert Zoellick a affirmé, à trois jours d'une réunion des ministres des Finances du G20 à Paris, que ces chiffres soulignaient «la nécessité pour le G20 de faire passer la question de l'alimentation avant tout». D'après lui, cette année s'annonce très dure pour ceux qui souffrent de malnutrition chronique, et «même si elle n'est pas la première cause de l'instabilité politique que l'on voit aujourd'hui en Afrique du Nord, au Proche et au Moyen-Orient, l'augmentation des prix a néanmoins été un facteur aggravant qui pourrait devenir encore plus préoccupant». (Lefigaro.fr 15.02)

Dans son rapport, la Banque mondiale précise que les cours mondiaux des produits alimentaires ont grimpé de 29% l'an dernier et ne sont plus qu'à 3% du pic historique atteint lors de la crise alimentaire de 2008.

Les habitants des pays en développement ont été les plus durement touchés par cette augmentation car ils consacrent jusqu'à la moitié de leurs revenus à leur alimentation, souligne M. Zoellick. (AP 15.02)

Ils craignent des émeutes qui déstabiliseraient ou feraient chuter des régimes.

Et les ventres pleins s'en foutent complètement, ainsi va la nature humaine...

Ajoutons à ce terrible drame, qu'il n'y a pas que le capitalisme qui ne peut pas revendiquer un visage humain, le mouvement ouvrier également dans la mesure où il n'est pas orienté vers la liquidation du capitalisme mais s'en accomode. C'est l'histoire des vases communicants qu'on préfère ne pas entendre et qui se perpétue depuis l'aube du capitalisme avec la colonisation.

Qui a dit que *Le manifeste du parti communiste* de Marx et Engels n'était plus d'actualité ? Extrait :

"L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société."

En France et dans les pays comparables, on entend dire que la condition ouvrière s'est beaucoup améliorée au cours du XXe siècle sous un régime capitaliste, ce qui est exact, mais un peu léger comme bilan, car son pendant ou pour financer ces améliorations les capitalistes ont exploité et continuent d'exploiter à outrance des centaines de millions de travailleurs (et enfants) à travers le monde qui doivent vivre pratiquement dans les conditions effroyables que connaissaient le prolétariat en Europe au début du XXe siècle, voire pire encore, des peuples entiers sont sacrifiés sur l'autel du profit.

La bonne conscience ne va pas jusqu'à prendre en compte ce genre de considérations, c'est bien connu, après tout nous n'y sommes pour rien, on travaille, on touche un salaire, on l'a mérité, on vit relativement bien et on ne se pose pas davantage de questions ; remarquez, pas plus que nos théoriciens de la lutte des classes qui finalement se satisfont très bien de cette situation puisqu'ils sont sur une ligne réformiste. Même l'argument hypocrite ou sordide selon lequel l'amélioration de notre sort servirait la cause des autres peuples ne tient pas une seconde, puisque la réalité des faits s'inscrit en faux contre cette assertion.

Quand on évoque les intérêts collectifs de la classe ouvrière, il faut les considérer à l'échelle mondiale sous peine de sombrer dans le social-patriotisme, là où sont tombés nos dirigeants, qui par ailleurs ne manquent pas de nous rappeler qu'ils sont des internationalistes !

2- France.

La rémunération des présidents de conseils d'administration des entreprises du CAC 40 est repartie à la hausse en 2009. Ils ont gagné en moyenne quelque 928.000 euros contre un peu plus de 864.000 euros en 2008, a indiqué lundi le cabinet Proxinvest.

Ils sont ainsi «*les mieux payés d'Europe*», souligne l'étude annuelle de ce cabinet qui déplore qu'en 2010 encore les grandes sociétés aient refusé de soumettre «*au contrôle de l'assemblée les rémunérations des présidents non exécutifs*». Leur rémunération annuelle avait atteint près de 1,27 million d'euros en 2007, rappelle Proxinvest. (20minutes.fr 15.02)

3- Portugal.

Le trafic ferroviaire a été fortement perturbé mardi au Portugal par une grève menée par les conducteurs de train pour protester contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement. (AP 15.02)

4- Grèce.

Les employés des transports en commun d'Athènes observaient une grève de 24 heures mardi pour protester contre un projet de réformes, et devaient manifester dans l'après-midi devant le Parlement.

Les employés des transports, qui mènent des débrayages quasi-quotidiens, se disent déterminer à poursuivre leur mouvement.

Ils protestent contre un projet de réformes visant à réduire les coûts dans les compagnies de transport publiques. Le texte devait être soumis au vote des parlementaires dans l'après-midi. Le prix du ticket dans les transports publics a déjà été augmenté jusqu'à 80% début février pour réduire les pertes des compagnies.

Par ailleurs, la banque centrale grecque a annoncé mardi que l'économie grecque devrait se contracter d'au moins 3% en 2011, qui serait alors la troisième année consécutive de récession pour le pays. (AP 15.02)

5- Egypte. " **Qui n'est pas en grève ?** "

"Il a été remarqué que certains secteurs de l'Etat organisent des protestations malgré le retour à la vie normale et des conditions où toutes les catégories du peuple sont censées être solidaires", notent les militaires. "Les Egyptiens honorables voient que ces protestations en ce moment délicat mènent aux conséquences négatives suivantes : l'atteinte à la sécurité de l'Etat ; la perturbation et l'entrave à la production et au travail dans des secteurs de l'Etat ; l'entrave aux intérêts des citoyens ; l'impact négatif sur l'économie nationale."

Disant toujours s'exprimer au nom du peuple, l'armée évoque aussi la possibilité que la poursuite des mouvements sociaux puisse "préparer le terrain à des éléments irresponsables pour qu'ils commettent des actes illégaux, ce qui exige de tous les citoyens honnêtes de conjuguer leurs efforts pour amener la patrie à bon port". "Nous espérons que tout le monde préparera le climat favorable à la gestion des affaires du pays en cette période délicate jusqu'à ce qu'elles soient remises au pouvoir civil légitime et élu par le peuple", a poursuivi le conseil.

Les militaires "appellent les citoyens, les organisations professionnelles et les syndicats à jouer pleinement leur rôle". Depuis plusieurs jours, des employés des secteurs des transports, de la banque, du pétrole, du textile et même des médias officiels,

et certains organismes du gouvernement sont en grève pour demander une augmentation salariale et de meilleures conditions de travail, selon le responsable de cette organisation indépendante. "*Il est difficile de dire exactement combien de personnes sont en grève et où. Qui n'est pas en grève ?*" a souligné, lundi, le chef du Centre des services pour les syndicats et les ouvriers (CTWS), Kamal Abbas. (Lemonde.fr 14.02)

Hier aux infos sur TV5Monde Asie, le journaliste a parlé de grèves dans des "*centaines d'entreprises*".

N'ayant pas davantage d'emprise sur le plan politique faute d'être organisés, après avoir renversé le dictateur les travailleurs égyptiens comptent bien se rattraper sur le plan social et prolonger leur mobilisation des dernières semaines afin d'obtenir une amélioration sensible de leur niveau de vie et de travail.

Le même processus est en cours en Tunisie, où la classe ouvrière bâillonnée pendant des décennies revendique dorénavant des augmentations de salaire notamment, et ceux qui parmi eux désespèrent de voir leur condition s'améliorer rapidement, principalement les jeunes qui sont au chômage et qui n'en peuvent plus, qui n'y croient plus vraiment non plus, préfèrent tenter leur chance vers l'Europe, d'où l'arrivée de 5.000 d'entre eux sur Lampedusa, petite île italienne proche des côtes tunisiennes.

6- Maroc.

Le gouvernement marocain a annoncé mardi un quasi-doublement des fonds de la Caisse de compensation qui finance la politique publique de subvention afin de pallier la hausse des prix des produits de première nécessité.

Selon l'agence officielle de presse Map, 15 milliards de dirhams supplémentaires (1,3 milliard d'euros environ) seront ajoutés aux 17 milliards déjà prévus par le budget 2011.

Le Maroc subventionne fortement les produits de première nécessité comme le gaz, le sucre et la farine.

Le mois dernier, il s'est engagé à les maintenir à des prix abordables même si une hausse des prix mondiaux des produits alimentaires et du pétrole avaient un impact important sur les finances publiques cette année.

Les prix du pain et du gaz feraient plus que doubler si l'Etat devait entièrement abandonner le système des subventions. (Reuters 15.02)

Economie.

1- France.

Le secteur associatif concentrait à lui seul, en 2009, près de 10% des emplois du privé, selon les statistiques publiées mercredi par l'ACOSS qui parle d'un secteur "*dynamique*" qui "*résiste à la crise*". Le salaire moyen est toutefois bien moins élevé que dans le reste du privé.

En 2009, les associations représentent "*8,7% des établissements du secteur privé, 9,5% des effectifs*", et "*6,8% de l'assiette salariale*" du secteur privé, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS).

En 11 ans, depuis 1998, le secteur associatif affiche une "*augmentation de 16% du nombre d'établissements et une hausse de l'emploi de 30%*", c'est-à-dire "*400.000 emplois supplémentaires, soit une croissance deux fois plus élevée que celle du secteur privé*", souligne l'ACOSS.

Toutefois, en ce qui concerne le "*salaire moyen par tête (SMT)*", il s'établissait en 2009 à "*1.600 euros par mois dans les associations, soit plus de 600 euros de moins que le niveau moyen de l'ensemble du secteur privé*", précise l'ACOSS.

En 2009, l'emploi dans le secteur associatif a augmenté de 1,8% (+30.000 emplois), après 1,6% l'année précédente. Et "*dans le même temps, la masse salariale a progressé de plus de 4%*", poursuit l'ACOSS.

"*Dans un contexte de conjoncture économique morose, où l'emploi a reculé de 2,3% sur l'ensemble du secteur privé en 2009, la bonne teneur du secteur associatif est à signaler*", selon l'ACOSS.

L'organisme explique "*cette meilleure résistance au retournement conjoncturel*", notamment "*par des activités moins dépendantes du cycle économique que dans d'autres secteurs concurrentiels*". (AP 15.02)

Ces associations pour la plupart assurent des missions qui devraient relever du service public, il faut ajouter à la faiblesse des rémunérations de leurs employés, la précarité par rapport au statut de fonctionnaire, c'est tout bon pour l'Etat !

2- Grande-Bretagne.

La banque britannique Barclays a fait état d'un bond de 32% de son bénéfice annuel.

Le bénéfice imposable est ressorti à 6,1 milliards de livres sterling (7,25 milliards d'euros) en 2010, après un bénéfice de 4,6 milliards en 2009, une hausse liée en grande partie à une baisse de 30% à 5,7 milliards de sterling des pertes sur créances. (Reuters 15.02)

3- Brésil.

Le Brésil s'opposera, lors de la réunion du G20 ce week-end à Paris, à toute tentative de régulation du prix des matières premières a assuré, mardi 15 février, son ministre des finances. *'Le Brésil est totalement opposé au mécanisme de contrôle ou de régulation du prix des matières premières'*, a affirmé Guido Mantega lors d'une conférence de presse. Il a averti que ces mesures pourraient même *'avoir des effets négatifs'* en freinant l'offre.

Le Brésil est un grand exportateur de matières premières, dont les prix ont augmenté de 40 % en 2010 sur le marché international, mais il affirme que cette inflation n'est pas due aux pays producteurs. Elle résulte de l'augmentation de la demande dans les grands pays émergents et de la spéculation des marchés financiers qui ont perdu des alternatives d'investissement avec la crise internationale, selon le gouvernement brésilien. (Lemonde.fr 15.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 février

J'ai encore ajouté quelques ouvrages dans la page dédiée au marxisme (disponibles demain seulement car je n'ai plus le temps de sortir pour les télécharger dans le serveur) :

- Histoire de la révolution russe - février 1917 - (392 pages) 1930 - (Trotsky)
- Histoire de la révolution russe - octobre 1917 - (692 pages) 1930 - (Trotsky)
- Bolchevisme contre stalinisme (conférence à Copenhague sur la Révolution russe - 23 pages.) 1932 - (Trotsky)
- Staline - (168 pages, ouvrage resté inachevé à cause de son bourreau) 1940 (Trotsky)

Si vous ne parveniez pas à ouvrir un des nombreux fichiers ajoutés ces derniers jours, s'il vous plaît, veuillez me le notifier par courriel. Au passage, un chaleureux remerciements aux camarades des Archives internet des marxistes qui ont scanné et formaté ces ouvrages pour qu'ils soient accessibles gratuitement à tous les militants. Vous avez aussi le droit de les soutenir pour le formidable travail qu'ils ont effectué.

Extrait de la conférence que donna Trotsky en 1932 à Copenhague sur la Révolution russe :

"La bourgeoisie libérale, elle, peut s'emparer du pouvoir et l'a pris déjà plusieurs fois comme résultat de luttes auxquelles elle n'avait pas pris part : elle possède à cet effet des organes de préhension magnifiquement développés. Cependant, les masses laborieuses se trouvent dans une autre situation, on les a habitués à donner et non à prendre. Elles travaillent, sont patientes aussi longtemps que possible, espèrent, perdent patience, se soulèvent, combattent, meurent, apportent la victoire aux autres, sont trompées, tombent dans le découragement, elles courbent à nouveau la nuque, elles travaillent à nouveau. Telle est l'histoire des masses populaires sous tous les régimes. Pour prendre fermement et sûrement le pouvoir dans ses mains, le prolétariat a besoin d'un Parti qui dépasse de loin les autres partis comme clarté de pensée et comme décision révolutionnaire."

Dès lors il n'est pas permis de se faire la moindre illusion sur le cours des révolutions ou des soulèvements révolutionnaires tunisien et égyptien. C'est une occasion qui est donné aux prolétariats tunisien et égyptien de se doter d'un parti révolutionnaire, en trouvera-t-il les moyens, je n'en sais rien, rien n'est moins sûr a priori, en tout cas pour le moment.

Il faudrait que la classe ouvrière analyse et tire le bilan de sa mobilisation révolutionnaire et qu'elle parvienne à comprendre que le processus dialectique qui l'a conduit à se soulever, ne pouvait pas aller plus loin en l'absence d'un parti profondément ancré dans les masses et capable de les unir, d'une direction consciente des tâches à accomplir et des objectifs à atteindre pour mettre à bas le régime de *"fond en comble"* (Marx), prendre le pouvoir et devenir la classe dominante, autrement dit à la fois imposer sa dictature à la classe des capitalistes, la désarmer, la réprimer si nécessaire, la mater, et instaurer la démocratie pour l'ensemble des exploitées.

Vous voyez que les enseignement du marxisme nous sont toujours aussi précieux. Et toujours d'actualité pour la plupart d'entre eux.

Politique.

1- France.

1.1- Sarkozy le président et candidat du FN en 2012.

Selon une enquête du «Point» réalisée par Ipsos à paraître jeudi, seulement 34% des Français interrogés souhaitent une nouvelle candidature du chef de l'Etat en 2012. Ils sont 63% à ne pas souhaiter ce scénario et 3% ne se prononcent pas.

Les sympathisants FN sont 43% à vouloir une nouvelle candidature de l'hôte de l'Elysée. C'est dans cette catégorie que le chef de l'Etat a le plus progressé par rapport à l'enquête d'août 2010, où il ne recueillait que 31% parmi les sondés proche du FN. (20minutes..fr 16.02)

1.2- Réactionnaire jusqu'à la moelle !

L'Assemblée nationale a rétabli mercredi, en commission, plusieurs mesures-phare du projet de loi sur l'immigration supprimées par le Sénat, notamment l'extension de la déchéance de nationalité et la réforme du contentieux de l'éloignement des sans-papiers.

En adoptant un amendement défendu par Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur et de l'Immigration, la majorité UMP a rétabli, en commission des Lois, l'extension controversée de la déchéance de nationalité aux personnes devenues françaises depuis moins de 10 ans et qui se sont rendues coupables de crime à l'encontre de personnes dépositaires de l'autorité de l'Etat.

Cette mesure, qui répondait au vœu exprimé par le président Nicolas Sarkozy lors de son discours de Grenoble cet été, avait été incluse, à l'automne, dans le projet de loi.

En commission, les députés ont donc rétabli la réforme sur le contentieux de l'éloignement qui prévoit de retarder l'intervention, en rétention, du juge des libertés et de la détention (JLD) à cinq jours (deux, actuellement).

Les députés ont aussi rétabli les dispositions restreignant la possibilité de droit au séjour pour les personnes sans papiers lorsqu'elles sont atteintes de pathologies graves. Il s'agit pour le gouvernement, qui a présenté des amendements en ce sens, de contrecarrer la jurisprudence d'un avis du Conseil d'Etat jugée «trop généreuse». (20minutes.fr 16.02)

1.3- Au PS aussi ils fréquentent les grands patrons amis des dictateurs, normal, non ?

La députée PS Elisabeth Guigou s'est expliquée ce mercredi devant la presse sur une information publiée dans le Canard Enchaîné concernant un lien entre l'homme d'affaires tunisien Aziz Miled et l'Ipemed, un think tank dont son mari Jean-Louis Guigou est le délégué général.

«*Ce think tank organise des séminaires, des colloques mais n'a aucune espèce d'activité commerciale, industrielle ou financière*», a déclaré Elisabeth Guigou devant la presse parlementaire.

Selon le Canard, Hubert Védrine ou Alain Juppé siègent également au comité de parrainage politique, et Jacques Servier - fondateur du groupe pharmaceutique du même nom, mis en cause dans l'affaire du Mediator - fait partie des donateurs et est membre du conseil de surveillance de l'Ipemed. Le journal conclut: «*Le monde politico-économique est décidément tout petit. A Tunis comme à Paris.*»

Le Canard, dans son édition de ce mercredi, avance qu'Aziz Miled, impliqué dans la polémique sur les vacances tunisiennes de Michèle Alliot-Marie, est également l'un des financiers mais aussi le vice-président du conseil de surveillance de l'Ipemed (Institut de prospection économique du monde méditerranéen).

Elisabeth Guigou a confirmé dans un communiqué qu'Aziz Miled était vice-président de l'Ipemed, dont le président est le patron de GDF-Suez, Gérard Mestrallet. Elle a précisé qu'elle présidele comité de parrainage de l'Institut créé par son époux, Jean-Louis Guigou, en 2006.

A propos de la polémique sur Michèle Alliot-Marie, Elisabeth Guigou a indiqué qu'elle «n'avait jamais demandé la démission d'un ministre». «*Ce n'est pas aujourd'hui que je vais commencer*», a-t-elle ajouté en soulignant que la décision appartenait au chef de l'Etat. (20minutes.fr 16.02)

On comprend pourquoi ! Plus que pourris ces "socialistes", à vomir, non ? Toutes ces affaires vont-elles conduire les travailleurs à encore voter lors des prochaines élections, les cantonales dans un mois et les présidentielles dans un peu plus d'un an, ou ils s'en foutent ?

Quel dommage de ne pas être à la direction d'un parti, j'aurais proposé une pleine page dans notre journal dédié à brave femme, Elisabeth Guigou, je suis sûr qu'elle a des qualités cachées ou révélées ! (Un clin d'oeil à la page d'avant consacrée *Informations ouvrières* à madame Badinter)

1.4- Tout fout le camp décidément !

C'est une pièce de collection rarissime, dont la France ne détenait que quatre exemplaires : un tank allemand Panther (ou Panzer V) datant de la Seconde Guerre mondiale. La Grande-Bretagne et l'Allemagne en possèdent chacune un unique spécimen, les Etats-Unis, deux. Leur valeur est "inestimable", juge un militaire qui préfère rester anonyme.

Et pour cause : l'Etat français s'apprête à troquer l'un de ses précieux Panther contre deux modèles récents de blindés allemands sans grande valeur. Motif de ce marché de dupes ? L'engin, propriété de l'armée et exposé jusque-là au musée des Blindés, à Saumur, a été offert "par la France" au roi Abdallah de Jordanie, grand collectionneur de cette période mais aussi grand ami de Nicolas Sarkozy. Convoyé sur la base aérienne d'Evreux en décembre 2010, le char attend d'être récupéré incessamment par son nouveau propriétaire. A moins d'une révolution... (Lexpress.fr 16.02)

Voilà un glorieux combat à mener pour les anciens combattants de la Libre Pensée (du POI) !

2- Inde.

Le premier ministre indien, Manmohan Singh, a affirmé mercredi 16 février vouloir agir contre la corruption dans le pays après la révélation d'une série de scandales, notamment dans le secteur des télécommunications, qui a ébranlé le gouvernement ces derniers mois.

L'ex-ministre des télécommunications, Andimuthu Raja, arrêté au début du mois, est notamment accusé d'avoir organisé une vente frauduleuse de licences de téléphonie mobile de deuxième génération en 2008. La fraude aurait spolié le Trésor de 40 milliards de dollars (29,6 milliards d'euros), un chiffre contesté par le gouvernement. L'un des principaux magnats industriels de l'Inde, Anil Ambani, a été convoqué mercredi par la police dans le cadre de l'enquête.

Le premier ministre, accusé d'avoir voulu fermer les yeux sur ce scandale pour des raisons politiques, se devait d'envoyer un message fort. Il s'est exprimé lors d'un échange télévisé avec des journalistes indiens, un exercice auquel il se prête rarement : *'Je souhaite assurer devant vous et le pays entier que notre gouvernement est totalement engagé à faire poursuivre tous les contrevenants quelles que soient les positions qu'ils occupent'*, a-t-il déclaré. (Lemonde.fr 16.02)

Ne rigolez pas c'est sérieux, si on le prenait au mot, le Parlement serait à moitié ou au trois quart vide demain, et il n'y aurait plus aucune Chief minister à la tête des Etats et territoires de l'Union indienne tellement ils sont tous corrompus. Le consul de France en poste m'a dit l'année dernière que le Chief minister du Tamil Nadu, ainsi que ses fils et sa fille étaient carrément des "voyous", des "gangsters", traitant même l'un d'"assassin", c'est pour dire que je n'invente rien.

Social.

1- France.

1.1- Preretraite à 58 ans, pas pour vous les gueux, pour les ambassadeurs désœuvrés !

Alors que le gouvernement a martelé en 2010 qu'il fallait travailler plus tard pour sauver les retraites et a reporté l'âge légal, le ministère des Affaires étrangères finalise un système de préretraites accessible à partir de 58 ans pour ses cadres supérieurs.

Le projet de décret permettra aux « *ministres plénipotentiaires* » et aux « *conseillers des affaires étrangères hors classe* » (quelques centaines de diplomates destinés aux fonctions d'ambassadeur, de consul important ou de directeur au Quai d'Orsay) de bénéficier d'un « *dispositif de fin d'activité* » pendant six mois à trois ans. Les volontaires toucheront une « *indemnité exceptionnelle de départ* », puis conserveront « *une rémunération égale au montant du traitement indiciaire (...) majoré de l'indemnité de résidence à Paris* ». En clair, tout leur salaire hors primes. La somme sera partiellement cumulable avec un revenu d'activité, dans le privé mais aussi dans une entreprise publique, voire une administration. (Lefigaro.fr 16.02)

1.2- Chatel et le gouvernement Sarkozy-Fillon en connaissent un rayon en matière de dignité.

Quarante-sept personnes décorées des Palmes académiques, principale distinction de l'Education nationale, ont décidé de les renvoyer, en lançant "*L'appel des 47*" contre la politique éducative du gouvernement dans l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo de mercredi.

Le ministre de l'Education, Luc Chatel, a estimé mercredi que la décision prise par 47 personnes de renvoyer leurs Palmes académiques en guise de protestation contre la politique actuelle n'était "*pas très digne*", dénonçant une "*instrumentalisation à des fins partisans*".

"*Les Palmes académiques sont un ordre très ancien (...) et qui a été créé pour valoriser, reconnaître l'engagement de nos concitoyens vis-à-vis de leur école et reconnaître les services rendus à l'enseignement*", a déclaré Luc Chatel, à la sortie d'un conseil des ministres d'une durée particulièrement longue (près d'1h45).

"*Ca n'est donc pas un signal de soutien vis-à-vis d'une politique éducative. C'est absurde. Je refuse l'instrumentalisation d'un ordre républicain à des fins partisans, je ne l'accepte pas*", a-t-il poursuivi.

"*Mais je refuse qu'on instrumentalise un ordre républicain aussi ancien (...). C'est un comportement qui n'est pas très digne vis-à-vis des dizaines de milliers de nos concitoyens dont on a reconnu le mérite*", a-t-il fait valoir. (Libération.fr 16.02)

1.3- Etre payé et mangé avec un lance-pierre.

Pas de journée de travail sans pause déjeuner. Pour 58% des salariés français, le repas de midi est un moment incontournable de la journée de travail. Une exception française, révèle une enquête réalisée par Monster, alors que dans le monde plus de trois salariés sur cinq ne s'arrêtent jamais pour manger.

Les Français restent les champions du monde de l'exercice, devant les Italiens et les Indiens, qui sont 48% à prendre une pause le midi. Au bas du classement figurent les Américains, qui ne sont que 30% à s'arrêter pour manger.

La tendance semble pourtant s'inverser dans l'hexagone. «*Alors que les Français étaient seulement 4 % en 2007 à déclarer ne pas prendre de pause-déjeuner, ils sont aujourd'hui 6 %*», détaille Monster. Et 12% d'entre eux répondent qu'ils «*déjeunent à leur bureau -devant l'écran- pour avancer sur leurs dossiers*». Qu'en pense le droit du Travail? Il stipule qu'«*aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans que le salarié bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes*», même si ce temps n'est pas un «*temps de travail effectif*». Et il impose aux employeurs de mettre à disposition «*des lieux de restaurations permettant de se restaurer dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité*». (20minutes.fr 16.02)

Seulement 58%, cela signifie qu'il y aurait déjà 42% de salariés pour sacrifier leur santé au profit de l'entreprise qui les emploie, parfois ils n'ont pas le choix, mais pas toujours, c'est cela le pire. La décomposition de la société s'accélère quoi.

En Inde, c'est carrément inimaginable de bosser et de ne pas s'arrêter pour déjeuner le midi, c'est sacré, autant que la petite sieste qui va avec après avoir avalé une grosse assiette de riz, on se sent forcément lourd, très lourd même, on somnole littéralement la chaleur aidant. Et la plupart des Indiens font un premier repas le matin avant de partir au boulot ou vers 10h, aussi copieux que le déjeuner ou le dîner. S'ils ont déjeuné chez eux le matin avant de partir bosser, à 10h ils remplacent ce petit-déjeuner par un thé au lait généralement agrément d'une petite gourmandise, idem vers 16h, à 10h et à 16h on s'arrête de gratter pendant environ 30 minutes, c'est toujours cela que les patrons n'auront pas. Personnellement, vers 13h je mange une salade de crudité accompagné d'un oeuf dur ou de fromage, un jus de fruit et un verre d'eau suivi d'un café noir.

1.4- Les négriers condamnés.

1.4.1 - Carrefour. La Cour de cassation a donné raison, pour la première fois, à la CGT et la CFDT, qui dénonçaient des salaires chez Carrefour inférieurs au smic. La chambre criminelle de la cour a cassé partiellement, mardi 15 février, un arrêt de la cour d'appel de Lyon du 1er juin 2010, qui avait débouté les syndicats de leurs demandes, en relaxant Carrefour hypermarchés du chef de salaires inférieurs au salaire minimum de croissance (smic). Le non-respect de ce smic constitue une infraction pénale. La Cour a renvoyé le dossier devant la cour d'appel de Dijon pour le volet concernant l'indemnisation des salariés.

L'affaire était partie d'un établissement Carrefour à Givors (Rhône), où cent soixante-douze salariés avaient été lésés. Carrefour incluait la rémunération des temps de pause dans son calcul du salaire de base, qui doit être d'un niveau au moins équivalent au smic.

'*Cet arrêt donne le la à tous les contentieux en cours*', dont aucun n'est encore arrivé en cassation, s'est félicité Me François Dumoulin, avocat de la CGT. Des recours concernant des milliers de salariés ont été introduits devant de nombreuses juridictions et concernant plusieurs enseignes. Pour le syndicat, '*le rouleau compresseur que représente le groupe Carrefour vient de se gripper*'. '*Carrefour empêche des milliers d'euros par le biais des exonérations de cotisations sociales, mais cela ne l'empêche pas de vouloir encore grappiller sur le salaire de milliers de smicards*', dénonce-t-il dans un communiqué.

Le groupe souligne que *'l'ensemble de ses salariés perçoit une rémunération annuelle supérieure au smic'*. Une hôtesse de caisse en supermarché perçoit une rémunération moyenne supérieure de 18 % au smic, soit un salaire mensuel de 1 612 euros ramené sur douze mois, auquel s'ajoutent un intéressement, une participation aux résultats, une remise sur achats de 7 %, ainsi qu'une mutuelle, selon Carrefour. (Lemonde.fr 16.02)

Aux infos sur TV5Monde Asie avant-hier soir, un salarié de Carrefour en Tunisie expliquait qu'il était en grève avec la totalité du personnel pour exiger une augmentation de salaire, le sien était de 130 euros par mois, 10% du Smic en France, 5% si on ajoute les cotisations sociales et les primes.

1.4.2 - La Poste.

Le conseil de prud'hommes de Bordeaux a condamné, au début de février, La Poste à verser 56 125 euros de dommages et intérêts à une de ses anciennes employées qui a cumulé environ deux cent cinquante contrats à durée déterminée (CDD) en vingt-trois ans, a-t-on appris mercredi 16 février de source syndicale.

De son côté, la direction de La Poste a rappelé qu'elle se réservait le droit de faire appel d'ici à un mois. L'avocate de l'ex-employeur, Me Odile Frankhauser, a expliqué à l'AFP qu'*'à l'époque la Poste avait la possibilité de recourir à des contrats d'auxiliaires de droit public qui n'avaient rien à voir avec les CDD actuels'*.

Par ailleurs, l'avocate a assuré qu'à la fin des années 1980 Mme Leblanc avait refusé un CDI en raison de l'éloignement géographique qu'il aurait entraîné. (Lemonde.fr 16.02)

2- Grande-Bretagne.

Le taux de chômage a atteint un nouveau record chez les jeunes Britanniques, grimant à 20,5%, contre un taux resté globalement stable à 7,9% pour l'ensemble de la population, selon des statistiques officielles publiées mercredi. (Libération.fr 16.02)

Economie.

1- France.

1.1 - Il sera plus facile de les exproprier.

Le groupe pharmaceutique français va racheter la biotech américaine pour 20,1 milliards de dollars au total. (20minutes.fr)

Etats-Unis. Les banques et fonds d'investissements complices de Madoff.

«Ils ne pouvaient pas ne pas savoir». C'est ce que l'escroc américain Bernard Madoff, qui purge une peine de 150 ans de prison, a déclaré dans un entretien publié mardi par le New York Times. Selon lui, un certain nombre de banques et de fonds d'investissements étaient nécessairement au courant de sa fraude. Il affirme ainsi que cela rendait ces établissements non identifiés d'une certaine manière *«complices»* de la gigantesque fraude qu'il avait montée.

«Mais leur attitude était en quelque sorte de dire: *"si vous faites quelque chose de mal, nous ne voulons pas le savoir"*», a ajouté celui que l'on surnomme l'escroc du siècle, dans cet entretien publié sur le site internet du journal. (20minutes 16.02)

1.2

Questions du *Figaro* à C. Lagarde, la ministre des Finances, extraits.

Combien va coûter la tenue de ce G20 Finances à Paris?

Tout compris, il revient à 2,7 millions d'euros, pris pour moitié sur le budget du ministère et pour moitié sur celui de la Banque de France. L'essentiel des dépenses, ce sont les frais de mise en place de structures pour pouvoir accueillir délégations et journalistes du monde entier. La sécurité et le gardiennage ont aussi un coût non négligeable.

La crise étant derrière nous, le G20 -créé en plein cœur de la tourmente financière- est-il encore utile?

Nous devons réussir, cette année sous l'impulsion de la présidence française, à le rendre représentatif et efficace.

Réforme du système monétaire, des marchés des matières premières, gouvernance internationale...

Tous les pays ne sont pas d'accord avec la lutte que nous voulons mener contre la volatilité des prix; c'est normal, chacun étant dans la posture de défendre ses propres -intérêts. À nous de les convaincre.

Paris veut convaincre ses partenaires de définir des indicateurs économiques communs. Lesquels et pourquoi?

Les négociations commencent et il n'y a pas d'accord à ce stade. J'aimerais que nous tombions d'accord (...) Ça ne sera pas facile...

Ne faudrait-il pas faire un lien entre les questions commerciales et monétaires, entre l'OMC et le FMI?

Il semblerait qu'aucun pays n'ose trop s'avancer sur ce terrain. (Lefigaro.fr 16.02)

Je n'ai pas cité entièrement ses réponses, je voulais juste mettre en relief que ces 2,7 millions d'euros étaient en réalité foutus en l'air par la fenêtre ! Des intentions, des vœux pour finalement dire qu'ils ne sont pas d'accord et ne le seront pas plus demain. On s'en réjouit d'avance !

Le 18 février

La révolution citoyenne, la révolution Facebook (prononcer Fessebook), cela en impose aux naïfs, et dire que des intellectuels qui savaient que sans le parti ce genre d'expérience tourneraient court se prêtent à cet aventurisme. Il ne s'agit évidemment pas de regretter que ces mobilisations aient eu lieu, pas plus que Marx lors de la Commune de Paris, qu'on se comprenne bien, disons qu'il était du devoir des militants qui ont étudié les enseignements des révolutions depuis la Commune de Paris de ne pas bercer les militants d'illusions sur ce que les travailleurs tunisiens et égyptiens pouvaient en attendre. D'ailleurs ces derniers ont eu le bon réflexe en se rabattant sur les questions sociales non résolues à ce jour, notamment celle cruciale des salaires pour leur survie et celle de leur famille. Notons que, pendant que le principal blogueur est devenu ministre de la jeunesse et des sports dans un gouvernement dirigé par l'ex-Premier ministre de Ben Ali, ses semblables en Egypte discutent avec les généraux au pouvoir !

Mais voilà ces intellectuels ont tourné le dos depuis des années aux enseignements de la lutte de classes des XIXe et XXe siècle et aux leçons qu'en avaient tiré Marx, Engels, Lénine et Trotsky notamment, pour rechercher des recettes miracles ou des raccourcis qui n'existent pas.

On est quand même en droit de tirer des enseignements des mobilisations révolutionnaires des peuples tunisien et égyptien et d'analyser leurs points forts et leurs faiblesses ou lacunes pour les corriger ou les combler dans l'avenir, sinon nous n'avancerons jamais. Et ce qui est valable pour le mouvement ouvrier en Tunisie et en Egypte l'est également pour nous.

(J'ai fait un break pour regarder le journal de 20h30 sur TV5Monde Asie et un numéro d'Envoyé spécial en partie consacré à la révolution tunisienne, tourné à Kasserine avant et après le 14 janvier. C'est la jeunesse qui a porté (principalement) la révolution avec un enthousiasme extraordinaire, une rage de vaincre inébranlable d'en finir pas seulement avec Ben Ali, mais bien avec le régime. N'ayant malheureusement pas accès aux vidéos sur Internet, ce petite documentaire montrait bien l'ampleur et la profondeur de cette révolution populaire, le rôle de certaines couches de l'armée, c'est elle qui a ouvert les portes de la prison de Kasserine, tandis que les policiers retranchés à l'intérieur tiraient sur la foule à travers les vitres brisées par les manifestants. On a vu aussi que les jeunes improvisaient et se donnaient des objectifs en dehors de toute organisation au fil du déroulement des événements, cette révolution a confirmé qu'elle était bien une force créatrice exceptionnelle, c'était la quasi-totalité des jeunes de cette ville qui étaient dans la rue et hurlaient leur haine du régime, de l'oppression, de la corruption, de la misère sociale...)

A quoi bon écrire (D. Gluckstein dans son dernier éditorial, *Informations ouvrières* n°136) que finalement les travailleurs français exigent la même chose que leurs camarades tunisiens et égyptiens, quand on n'est pas capable ou qu'on se refuse dans le journal de son parti, de mettre à la disposition de ses lecteurs les enseignements de ces soulèvements révolutionnaires. Qu'est-ce qui peut le justifier ?

Car il ne suffit pas de commenter l'actualité politique et sociale et de mettre en avant des revendications ou des mots d'ordre, encore faut-il expliquer aux travailleurs ce qui leur fait défaut aujourd'hui pour renverser les régimes en place et pourquoi leur révolution risque fort d'être confisquée par les tenants de l'ordre établi se camouflant sous différents masques. Question, qui n'étant pas abordée, ne trouvera pas de réponses spontanées de la part des travailleurs, dans ces pays comme en France. Au contraire, c'est notre devoir de les éclairer sur les moyens à mettre en oeuvre pour leur permettre d'aller de l'avant et de vaincre, demain ou plus tard peu importe. C'est quand le fer est chaud qu'il faut le battre, il est plus facile de saisir les faiblesses, les erreurs ou les lacunes qui se sont manifestées lors d'une mobilisation révolutionnaire à chaud ou lorsqu'elle se poursuit sous

nos yeux, que des mois ou des années plus tard, ce qui s'apparente à une désertion politique.

Il précise : "*Dans ces deux pays aujourd'hui, l'aspiration à la démocratie et à la souveraineté—s'exprimant notamment dans l'exigence de l'Assemblée constituante—se conjugue avec le développement des grèves ouvrières.*". Qui s'exprime ici, qui avance l'exigence d'une Assemblée constituante, D. Gluckstein, une minorité ou une majorité de travailleurs égyptiens, certaines couches du mouvement ouvrier égyptien, l'avant-garde ultra minoritaire en Egypte ou les masses, qui ? Que les travailleurs aspirent à la démocratie on veut bien le croire, c'est pour ainsi dire naturel, quant à la souveraineté, je ne pense pas que ce soit pour eux une revendication prioritaire, par contre l'abolition de la Constitution et des institutions symboles de l'exploitation et de l'oppression, de la dictature et de la misère, figurent bien parmi leurs principales revendications, ce sont à la fois les piliers du régime et du système capitaliste, pourquoi le passer ici sous silence au profit de la "*souveraineté* qui est chère au coeur de tous les nationalistes, y compris l'armée ?

Peut-on avancer l'Assemblée constituante sans tenir compte des conditions dans lesquelles elle verrait le jour, sans indiquer qu'elle est incompatible avec la Constitution et les institutions en vigueur au service de la classe des capitalistes ? Serait-elle la panacée, en quoi constituerait-elle la garantie que les intérêts des travailleurs seront bien pris en compte ? Qu'est-ce qu'une Assemblée constituante qui ne s'appuierait pas sur la mobilisation révolutionnaire des masses, sans qu'elles puissent exercer en permanence un contrôle sur ses décisions, et agir de telle sorte qu'elle applique une politique conforme aux besoins de la classe ouvrière, de sa jeunesse et de la paysannerie pauvre ? Un journal au service des travailleurs ne devrait-il pas avoir pour vocation d'éclairer, guider, éduquer les masses ?

Politique.

1- France.

1.1- En famille. Il est des nôtres...

Le directeur du Fonds monétaire international (FMI) 'pourrait être un parfait candidat de droite', a déclaré jeudi 17 février le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Pierre Lellouche, dans un entretien accordé à I-Télé/Radio Classique.

'Quand on est patron du FMI, on est dans la mondialisation, on fait les plans de redressement financier des pays qui sont en difficulté, on n'est pas franchement le genre de gauche que connaît la France', a-t-il ironisé.

Pour Pierre Lellouche, *'Dominique Strauss-Kahn est un grand bourgeois, qui vit la mondialisation des gens en général très riches et des grands chefs d'entreprise'*. Il est *'totalement déconnecté de la souffrance des gens dans nos usines'*. (Lemonde.fr 17.02)

Ces gens-là ne doutent de rien. Il est bien connu que "*la souffrance des gens dans nos usines*" est la préoccupation prioritaire de l'UMP, histoire de tester la résistance des ouvriers à la douleur et d'en rajouter une couche !

1.2- Comme ils les aiment ces dictateurs ! Ils n'hésitent pas à les réhabiliter pour commercer avec eux.

Patrick Ollier, ancien président de l'Assemblée nationale, ancien président de sa commission économique également, est familier du pays dirigé d'une main de fer par le colonel Kadhafi. Président, durant ses longues années de parlementaire, du groupe d'amitié franco-libyen, qu'il a fondé, il a effectué nombre de voyages dans ce pays, le dernier datant du 23 octobre 2010, selon l'ambassade de France en Libye.

Il fut le vice-président de l'association France-Libye. Il est aussi souvent cité pour sa participation à des conférences et autres activités de la Chambre de commerce franco-libyenne, qui regroupe de nombreuses grandes entreprises françaises désireuses d'investir dans ce pays. En 2003, selon Jeune Afrique, Patrick Ollier est chargé par Jacques Chirac d'aller porter auprès de Mouammar Kadhafi un message sur la nécessité de soutenir la France dans la lutte contre la guerre en Irak.

En 2004, le général Rondot commence à enquêter sur les amitiés libyennes de M. Ollier. "*Compromission de POL. Irak, Libye, Syrie*", note l'espion dans ses fameux petits carnets. POL est son code pour le compagnon de Michèle Alliot-Marie, alors ministre de la défense. Pour le général, il est soupçonné d'avoir avec certains pays arabes des "*accointances excessives*".

Un article de France Soir, en mars 2005, insinue que M. Ollier est soupçonné d'avoir proposé à Thales, entreprise travaillant notamment pour le ministère de la défense, de l'aider à négocier un gros contrat avec le régime libyen.

A partir de 2006, Patrick Ollier fut l'artisan d'une tentative de rapprochement avec la Libye, dont le point d'orgue fut le projet de vendre un réacteur nucléaire civil au pays. M. Ollier explique alors que "*Tripoli veut retrouver sa place dans le concert des nations et a engagé l'ouverture de son économie à l'Occident*".

Celui qui n'est alors que parlementaire regrette, dans Le Nouvel Observateur, que d'autres pays fassent des affaires en Libye tandis que *"la France ne récolte que des miettes"*. La raison, selon lui : *"Les Anglo-Saxons savent mettre leur diplomatie au service de leurs entreprises. Nos fonctionnaires en sont loin"*.

Le *"guide suprême"* libyen, dont la visite en France, à l'automne, provoque polémique sur polémique, trouve en M. Ollier un indéfectible soutien : *"Le colonel Kadhafi est un homme surprenant. Quand vous lui parlez, vous avez l'impression qu'il est ailleurs mais en réalité il vous écoute et possède des capacités d'analyse et de décision qui sont stupéfiantes. Contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas un personnage fantasque"*, explique-t-il au *Journal du Dimanche*. Avant d'ajouter qu'il "doit peut être exister quelques reliquats de pratiques anciennes comme la torture" en Libye.

Dans les colonnes du Monde, le 16 décembre 2007, M. Ollier assure que *"Kadhafi n'est plus le même qu'il y a vingt ans et a soif de respectabilité. Il lit d'ailleurs Montesquieu"*.

Selon une note d'Amnesty international fin 2010, *"les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile qui tentent de se rendre en Europe en passant par la Libye se trouvent exposés à la torture et à la détention illimitée"*. Mercredi 16 décembre, la police libyenne a dispersé violemment des manifestations dans le nord-est du pays, faisant au moins quatre morts et des dizaines de blessés. (Lemonde.fr 17.02)

2- Irak.

L'agitation sociale, due notamment aux pénuries alimentaires et aux coupures chroniques de courant, s'est poursuivie jeudi dans plusieurs villes d'Irak, notamment à Souleïmanieh, dans le Nord, où un manifestant a été tué par la police.

Trente-trois autres personnes ont été blessées lorsque les policiers ont ouvert le feu pour refouler un millier de personnes manifestant leur mécontentement devant le siège du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, le président de la région autonome irakienne.

A Kirkouk, autre grande ville du Nord, quelque 250 vendeurs de rue ont manifesté contre une décision des autorités de les chasser d'un pont où ils se livraient à leur commerce sauvage.

A Bassorah, grand port pétrolier du Sud, 250 personnes ont manifesté dans le calme pour réclamer du travail. A Nassir, également dans le Sud, un petit groupe de protestataires a mis le feu à un bâtiment public, rapportent des témoins.

"Les manifestations sont protégées et je dis que les forces de sécurité ne sont pas autorisées à utiliser la force", a déclaré à Bagdad le Premier ministre Nouri al Maliki, jugeant que *"la plupart des revendications sont légitimes"*. (Reuters 17.02)

Social.

1- La Fonderie Messier occupée. Une vingtaine de salariés engagés dans un conflit social renaient jeudi soir dans son bureau le président d'une fonderie située près de Pau, dans les Pyrénées-Atlantiques, a-t-on appris de source syndicale.

Les salariés demandent une augmentation de salaire et l'interruption d'une procédure engagée contre un délégué syndical.

"Nous resterons tant que la direction n'aura pas accepté de lever la sanction et accepté une augmentation de salaire de 60 euros", a dit Jean-Claude Colmuto, un délégué CGT.

Une inspectrice du travail se trouvait sur place en tant que médiatrice.

Une centaine de salariés ont pénétré dans le bureau alors que devait débiter un entretien avec le représentant syndical, en vue d'une sanction disciplinaire.

Des débrayages ont eu lieu ces derniers jours pour des négociations sur les salaires, les congés payés et les heures supplémentaires.

La menace de sanction et l'acte d'un actionnaire de la société, qui aurait forcé un piquet de grève avec son véhicule, ont *"mis le feu au poudre"*, selon le délégué CGT.

La Fonderie Messier, qui emploie environ 200 personnes, est le leader européen de la fonderie de précision d'aluminium et de magnésium. (Reuters 17.02)

2- Prime à la répression ou la version de la rémunération au mérite dans la police du ministère de l'Intérieur.

Le syndicat Unité-SGP-Police, majoritaire dans la police nationale, a dénoncé jeudi 17 février à Pau des 'quotas d'infractions imposés' aux policiers de cette agglomération, dans une note comportant une prévision chiffrée d'infractions routières à relever. Le tableau des 'objectifs 2011', objet d'une note interne de la direction départementale de la sécurité publique des Pyrénées-Atlantiques, précise le nombre de verbalisations attendues au cours de l'année, pour chaque brigade de police de la région paloise et pour chacune des onze infractions routières inventoriées, a révélé jeudi le quotidien Sud-Ouest.

Ces 'objectifs' concernent aussi bien les excès de vitesse, le défaut d'assurance ou d'équipements obligatoires que les infractions pour conduite en état d'ivresse ou sous l'effet de stupéfiants, le franchissement de feux rouges et le 'refus d'obtempérer'. Le document précise pour cette dernière catégorie de relever cinq infractions par mois pour chaque brigade routière.

'C'est l'exemple même d'un quota absurde', a déclaré Frédéric Chauvin, porte-parole d'Unité-SGP-Police des Pyrénées-Atlantiques, au sujet de la catégorie 'refus d'obtempérer' en pratique les conducteurs qui prennent la fuite plutôt que de se soumettre aux injonctions d'un agent de police.

Selon Frédéric Chauvin, ces 'objectifs' sont bel et bien des 'quotas d'infractions imposés' dont les responsables des brigades et leurs agents 'savent bien qu'ils déterminent des montants de primes de fin d'année et les avancements professionnels'. 'Il ne faut pas nous prendre pour des lapins de six semaines', commente ce responsable syndical. 'Si ces tableaux ne sont pas nouveaux, ajoutez-ils, ils ont pour effet de pousser de plus en plus les agents à verbaliser tout ce qui bouge, au détriment des fonctions essentielles de prévention et de contact avec la population'. (Lemonde.fr 17.02)

Un attribut d'un régime policier, non ?

Economie.

France. Banksters : des dividendes multipliés par sept !

Les banques françaises devraient afficher de très bons résultats pour l'année 2010. La Société générale a déjà publié des résultats comparables à ceux d'avant-crise. Serge Maître, le président de l'Association française des usagers de banque, estime que ces profits sont disproportionnés. Interview du *Point*.

Que pensez-vous des profits générés par les banques françaises en 2010 ?

Ils sont totalement disproportionnés par rapport à la croissance de l'économie française, qui a été de 1,5 % en 2010. À la Société générale, ils ont été sextuplés. Les dividendes vont être multipliés par sept ! De tels résultats se font sur le dos des clients. Les banques françaises se financent entre 0,5 et 1,5 % et proposent des crédits à des taux d'intérêt entre 3,5 et 4 %. C'est une marge considérable. Par ailleurs, les chiffres publiés par la Banque de France montrent que le volume de distribution de crédits - immobiliers mis à part - n'est pas à la hauteur. Quand les banques expliquent qu'elles maîtrisent le coût du risque, c'est qu'elles ne prêtent pas assez aux entreprises !

Mais une grande partie de ces bénéfices doivent permettre de conforter les fonds propres, ce qui permettra aux banques françaises de continuer à prêter à l'avenir...

C'est vous qui le dites. Les faits montrent que ce n'est pas le cas. Par ailleurs, en ce qui concerne la Société générale, par exemple, environ 30 % des profits ont été générés par la banque de détail. Même si l'Association française des banques dit maintenant que cela ne leur a servi à rien, les banques françaises ont quand même reçu un soutien de l'État et donc du contribuable. Nous réclamons donc en quelque sorte un retour sur investissement ! (LePoint.fr 17.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 février

La mise à jour des articles de presse concentre l'actualité sociale et politique internationale d'hier.

Qu'entend-on par là, lorsque l'on affirme que l'homme n'acceptera jamais d'être réduit à l'état d'esclave ? Quels facteurs prend-on en compte pour évaluer cet état d'esclavage : les conditions de travail ou les conditions d'existence ou les deux à la fois ? Il faudrait commencer par rappeler qu'on est esclave du système économique et politique en vigueur, qu'on l'admette ou non, de par la nature des rapports (sociaux) de production en régime capitaliste et la place qu'on occupe au sein de ces rapports, c'est donc lorsqu'un certain degré d'exploitation et d'oppression est atteint ou franchi, devient intolérable, que l'on évoque cet état. Notre analyse pour présenter un intérêt et éviter de nous fourvoyer, doit absolument partir de la situation du prolétariat et de

la paysannerie à l'échelle mondiale, de leur évolution au cours du XXe siècle. Elle portera sur la composition des classes dans la société et le monde, les modifications intervenues à l'intérieur des classes au fil de l'évolution du capitalisme mondial lors des dernières décennies.

Vaste programme que l'on ne fera qu'effleurer en essayant de faire ressortir les grandes lignes directrices qui permettront d'ajuster notre stratégie politique. Il reviendra à d'autres militants de développer les arguments que j'ai exposés, d'en ajouter d'autres ou de les rejeter, l'objectif étant de parvenir à être en phase sur le plan politique avec la classe et les masses telles qu'elles existent aujourd'hui, dans une société et un monde ayant connu de profondes transformations depuis les années 80-90, pour pouvoir les aborder sous un angle qui correspond à leur place dans la société, leur état d'esprit, leur niveau de compréhension du monde et leur niveau de conscience politique. Toujours dans la perspective de la construction du parti et du socialisme évidemment. Et quand je précise que l'objectif est de parvenir à être en phase sur le plan politique avec la classe et les masses, c'est parce que je prétends que tel n'est pas le cas des différents partis ouvriers ou qu'ils en sont incapables à l'heure actuelle, je me dois donc d'expliquer pourquoi.

Cela fera l'objet d'une causerie ou d'un article demain ou les jours suivants, c'est en tout cas la question à laquelle je réfléchis sérieusement depuis hier après-midi. Je n'ai plus le temps de causer aujourd'hui. Bon week-end à tous.

Economie.

Le président de la Réserve fédérale américaine a défendu vendredi le recours dans les pays développés aux mesures d'assouplissement monétaire, accusées de provoquer la surchauffe des marchés émergents.

La hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie fait craindre un accroissement de l'inflation dans le monde entier, et les banques centrales sont nombreuses à envisager des mesures de durcissement monétaire pour préserver la reprise économique.

La politique d'assouplissement monétaire lancée en novembre par la Fed, qui prévoit le rachat de 600 milliards de dollars de dette souveraine, est accusé d'abaisser artificiellement la valeur du dollar, de nuire aux exportations des pays en développement et de créer des bulles financières sur leurs marchés. (Reuters 18.02)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 février

J'ai mis deux articles en ligne, le premier dans lequel je tire quelques enseignements des soulèvements révolutionnaires en Tunisie et en Egypte, le second dans lequel je commente le communiqué de la réunion hier du G20. Je les ai écrits au petit matin à partir de 6h, comment je fais pour être en forme à cette heure-là de la journée, c'est simple, je pense à notre cause 24h/24, même en dormant apparemment ! Il est évident que si je picolais ou me défonçais le soir comme une bête ce serait impossible, je le dis pour ceux qui s'imagineraient... des choses, ils vont être déçus.

Je suis assez satisfait de ces deux articles, c'est rare pour le préciser, c'est la preuve que je suis en forme, on a tous des hauts et des bas dans la vie, je vous appelle donc à les lire et à en faire la critique si nécessaire, elle sera la bienvenue, comme d'habitude. Vous aurez compris que dans mon trou, mon activité politique se nourrit exclusivement ou presque de l'actualité sociale et politique dans le monde, je n'ai pas eu le temps de lire le moindre ouvrage des marxistes que j'ai mis en ligne récemment. J'en ai même oublié de régler l'assurance de ma moto qui arrivait à échéance le 12 février, ce n'est pas très sérieux.

Au fait, la vente de ma maison est tombée à l'eau, pas dans la mer heureusement, elle se tient tranquille pour le moment, le type qui devait me l'acheter est bourré de dettes, il a ses créanciers aux fesses, les flics ont débarqué chez lui, il comptait que les banques accepteraient d'étaler ses dettes, mais apparemment elles ont refusé, il a même été obligé de fermer sa pompe à essence pendant deux jours parce qu'il n'avait pas réglé sa dernière facture. Cela ne fait pas vraiment mon affaire, je comptais sur cet argent pour financer ma retraite, cependant je n'ai pas tout perdu puisque je conserve le million de roupies (15 000 euros environ) qu'il m'avait versé conformément à la loi en vigueur, je lui ai signifié par lettre recommandée avec accusé de réception, c'était plus sûr avec ce genre de voyou. J'ai remis mon adresse dans la page d'accueil pour ceux qui veulent m'écrire ou soutenir financièrement le site. Du coup, je vais devoir me farcir quelques travaux, ce qui ne m'enchant pas car l'actualité politique est très chargée depuis deux mois ; ah cette foutue lutte des classes, elle ne finira donc jamais, qu'ils dégagent tous et qu'on n'en parle plus !

Je réfléchis toujours à l'article dont je vous ai parlé hier, il me faut juste un peu de temps pour réunir les principaux facteurs qui permettront d'étayer mon argumentation et de fournir une réponse sérieuse, et si possible satisfaisante, à la question que j'ai posée, tout ne me vient pas à l'esprit d'un coup, mes capacités sont limitées et c'est le seul moyen que j'ai trouvé pour contourner cet obstacle. En étant isolé, ce n'est pas facile, il faut seulement être patient et déterminé. Dans la vie beaucoup de

choses dépendent de notre volonté.

Juste un dernier mot, bien que le RCD en Algérie soit un parti corrompu et pourri, soutenu par le PG en France, il était intéressant de voir la réaction de la population algérienne, si elle répondrait ou non à son appel (lire plus loin dans l'article du jour). Par ailleurs, comme tous les partis sans exception ont fait allégeance à la Constitution de Bouteflika, y compris le PT d'Algérie, ils sont tous très mal placés pour critiquer cette initiative ou donner des leçons aux autres. Nous prenons acte que la jeunesse ne s'est pas saisie de cet appel pour la raison évoquée plus haut et d'autres encore. De notre côté, nous n'avons fait que relayer une information, sans soutenir cet appel ou le RCD, cela va s'en dire.

Bon dimanche à tous, ici il est déjà 12h30, il fait entre 30 et 35°C, l'hiver est bien terminé !

Syndicat.

Monolithisme.

Jean-Claude Mailly a été officiellement reconduit samedi secrétaire général de Force Ouvrière par le comité confédéral national du syndicat (CCN), son «parlement», réuni à Montpellier, a-t-on appris auprès de FO.

Au lendemain de la clôture du congrès de Force Ouvrière à Montpellier, Jean-Claude Mailly, qui était le seul candidat à sa propre succession, s'est vu confier son troisième mandat de trois ans à la tête de Force Ouvrière, avec 5.829 votes sur un total de 5.898, a indiqué un porte-parole.

La trésorière Rose Boutaric a également été reconduite dans ses fonctions -- avec 5.800 voix sur 5.858 -- par le CCN, qui désigne la commission exécutive et élit le bureau confédéral de 12 membres, selon la même source.

Un nouveau membre fait son entrée au bureau confédéral: Philippe Pihet, secrétaire général de l'union départementale du Rhône, remplace Bernard Devy, qui part à la retraite.

Ce cadre à la caisse régionale de sécurité sociale de Rhône-Alpes, adhérent FO depuis 1978 et membre de la commission exécutive depuis 2007, doit prendre en charge les dossiers de protection sociale.

FO, qui revendique 500.000 adhérents, était réunie en congrès de lundi à vendredi à Montpellier.

Durant ces cinq jours, elle a offert l'image d'une organisation soudée autour de son secrétaire général pour défendre fermement «la différence FO», Jean-Claude Mailly fustigeant «l'axe» CGT-CFDT.

Son rapport d'activité, dressant le bilan de la direction depuis le congrès de Lille (juin 2007), a été approuvé par 97,27% des voix, un taux quasi identique à celui du précédent congrès. Son prédécesseur Marc Blondel, davantage contesté, n'avait fait aussi bien qu'une seule fois, en l'an 2000. (20minutes.fr 19.02)

En aparté, c'est le seul article de presse en ligne dans l'actualité que j'ai trouvé sur le congrès de FO ces derniers jours.

Bref, voilà une bien mauvaise nouvelle pour le mouvement ouvrier.

Je l'affirme sans l'avoir vérifié, mais sachant que le parti bolchevik de Lénine et Trotsky avait réussi à conduire le prolétariat au pouvoir en octobre 1917 alors qu'il comptait pas moins d'une dizaine de tendances, on ne peut être que stupéfait et consterné d'apprendre que le rapport d'activité de la direction sortante de FO ait été approuvé par 97,27% des congressistes, à croire qu'il n'existe aucune opposition sérieuse dans ce syndicat à la ligne réformiste impulsée par sa direction.

Voilà finalement des gens heureux dans ce vieux monde, y compris le POI qui était largement représenté lors de ce congrès, comme dans les précédents (PT, PCI, OCI) ! Pitoyable, mais pas vraiment étonnant.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais entre des directions de partis ou de syndicats dont les délégués réunis en congrès soutiennent à près de 100% leur politique, quand ce n'est pas à l'unanimité, et des congrès qui se soldent par l'adoption à la majorité du bilan de leur direction ou plus rarement (exceptionnellement en fait !) encore son rejet, lesquelles selon vous inspirent davantage confiance ou expriment le plus la démocratie, sachant que tous les partis et syndicats sont traversés par d'importantes contradictions, pour ne pas dire qu'ils sont en crise, ou encore que leurs militants ne sont pas franchement sur la même longueur d'onde ?

Il faut croire que dans certains partis ou syndicats, toute opposition à leur direction est étouffée dans l'oeuf ou n'a pas vraiment le droit au chapitre. L'ordre règne à FO, comme dans tous les syndicats et partis, c'est l'essentiel !

Haut de page ↗

Le 21 février

J'ai mis volontairement en ligne la causerie du jour sous forme d'article, cela nécessitera un gigantesque effort de volonté à fournir à ceux qui voudraient la lire, un clic de souris, ainsi ceux qui n'auraient pas envie de la lire ne l'auront pas sous le nez en lisant les infos en bref, je leur épargne ma prose qui leur donne la nausée, excusez-moi, je suis ulcéré par la mentalité détestable qui règne parmi les militants, j'en ai honte pour eux au regard des balles que se prennent les manifestants en Lybie et au Yémen, c'est franchement minable, pitoyable ! Je me demande parfois si on combat vraiment pour la même cause, pour des intérêts collectifs paraît-il... Passons.

Précision à propos des articles de presse et des infos en bref proposés dans le site.

En dehors des articles datant d'un jour ou deux, tous les articles que je reproduis en entier ou en partie sont les plus récents mis en ligne sur Internet au moment où je prépare l'actualisation quotidienne du site, c'est-à-dire le lendemain matin entre 5 et 7h, c'est rare que je me mette au boulot plus tard.

Il faut savoir que sur le Net certaines infos sont actualisées par les agences de presse (AP et Reuters principalement) ou les médias nationaux (le monde.fr, libération.fr, lefigaro.fr, etc.) plusieurs fois par jours, je prends donc les articles les plus récents, les derniers parus au moment où j'actualise le site, avec l'inconvénient sur vous qu'avec le décalage horaire de 4h30 ou 3h30 selon les saisons (sic!), des dépêches de presse sont actualisées ou sont mises en ligne alors que je suis déjà couché, par exemple si une info tombe à 22h en France, il est 2h30 du matin chez moi et en principe je dors, cette info ne sera mise en ligne sur le site que le lendemain matin. L'avantage maintenant, c'est que je mets en ligne les dernières infos qui ont pu vous échapper la veille, car vous devez être peu nombreux à consulter les articles de presse qui tombent entre 22h et minuit ou plus tard encore en fonction du décalage horaire des différents pays.

Tout cela pour dire qu'il peut arriver qu'il y ait un décalage entre l'info que je vous communique et la dernière en date compte tenu que l'information est diffusée en temps réel et en continu sur Internet ; par exemple, quand j'écris qu'il y a eu 84 morts en Lybie, une heure plus tard, il faudrait écrire 85, donc si vous ouvrez votre ordinateur à ce moment-là seulement, mon info ne correspondra plus tout à fait à la réalité puisqu'entre temps la situation aura connu de nouveaux développements. De mon côté, j'essaie de prendre l'info la plus récente au moment où j'écris, dans la mesure où elle me semble fiable, sans certitude absolue.

Par ailleurs, on peut aussi être trompé par les agences de presse qui diffusent une information à 15h, alors que les faits qu'elles relatent datent déjà de plusieurs heures ou de la matinée et que depuis la situation a évolué, par exemple quand Reuters écrit qu'il y a des milliers de manifestants à Tunis, Associated press à la même heure parle de 40.000 manifestants ce qui n'est plus du tout pareil. Il faut donc vérifier que l'info que l'on diffuse correspond bien à la réalité des faits à un moment donné, précis. De votre côté, vous devez tenir compte du décalage horaire qui existe entre la France et l'Inde où je vis afin d'éviter des erreurs d'appréciation sur la qualité des infos que je mets en ligne, cela n'a jamais été le cas jusqu'à présent, mais je pense que cette précision devait être apportée pour éviter tout malentendu entre nous.

Si je peux me permettre une mise en garde, attention aux sites à caractère idéologique genre Rue89, Slate.fr, Médiapart, Le Grand Soir, etc. qui ne transmettent à travers leurs articles que les informations qui les arrangent ou correspondent à l'idéologie dominante dont ils sont également l'expression ou les représentants et qu'ils s'emploient à diffuser dans les masses, c'est la limite de la fameuse presse "indépendante", alors que je m'emploie à mettre en ligne l'intégralité des faits qui sont portés à ma connaissance, sauf toutefois ceux qui sont du domaine de la propagande de la réaction et ne constituent pas un fait important, par exemple quand quelques milliers de supporters de Berlusconi manifestent, c'est une info marginale sans grand intérêt pour nous, par contre s'ils étaient des centaines de milliers, là pour le coup je serais obligé de le mentionner.

Plus le temps de commenter les infos en bref.

Politique

1- France. Alors on danse ? Non, on fait le ménage : dégage !

Les cotes de popularité de Nicolas Sarkozy et François Fillon ont atteint un plus bas depuis leur arrivée au pouvoir en 2007, d'après un sondage Viavoice pour Libération publié dimanche.

Selon cette enquête, le président de la République recueille 30% d'opinions positives, soit une baisse de quatre points en un mois. Soixante six pour cent des sondés ont une mauvaise opinion du chef de l'Etat et 4% ne se prononcent pas. En recul de

six points, la cote du Premier ministre est de 41%. Les sondés sont 54% à avoir de lui une opinion négative. (Reuters 20.02)

Qu'est-ce qu'un chef d'Etat et son gouvernement ultra minoritaire qui se maintient au pouvoir, sinon une dictature ?

Après la Tunisie et l'Egypte, les soulèvements révolutionnaires pour exiger de meilleures conditions d'existence, davantage de démocratie ou la chute des régimes, se répandent à travers tout l'Afrique du Nord jusqu'au monarchie du Golfe et la Corne de l'Afrique.

Ce qui a radicalement changé par rapport aux décennies précédentes, c'est l'impossibilité pour les tyrans d'empêcher que l'information ne se répande comme une traînée de poudre et d'alimenter la colère muselée qui sommeillait au fin fond de tous ces peuples livrés à des régimes de pilliers et de terreurs soutenus par les différents impérialismes.

Leurs ministères de la désinformation et de la propagande sont devenus obsolètes en quelques années face aux moyens techniques modernes de communication, téléphone portable muni de caméra, Internet, chaînes de télé étrangères par satellite (parabole + décodeur), dont une partie de la population s'est équipée...

2- Tunisie.

2.1- La Tunisie demande l'extradition de l'ancien président Zine ben Ali à l'Arabie saoudite pour qu'il puisse répondre d'accusations liées à la violente répression des manifestations du mois dernier, annonce dimanche le ministère tunisien des Affaires étrangères.

La demande d'extradition présentée par la Tunisie à l'Arabie saoudite fait "suite à une nouvelle série d'accusations à l'encontre du président déchu (...), accusations relatives à son implication dans plusieurs crimes graves, qui consistent à commettre et à inciter à l'homicide volontaire et à semer la discorde entre les citoyens d'un même pays, en les poussant à s'entretuer", dit le communiqué diffusé par l'agence Tap. (Reuters 20.02)

2.2- De très importantes sommes en dinars tunisiens et en devises étrangères, ainsi que des bijoux d'une "valeur inestimable" ont été découverts dans l'un des palais du président tunisien déchu Zine El Abidine Ben Ali et de son épouse Leïla Trabelsi sur la colline de Sidi Bousaïd, une banlieue huppée à environ 15km au nord de Tunis, selon des images diffusées par la télévision nationale.

Les images de cette impressionnante "cave d'Ali Baba" sont diffusées en exclusivité depuis samedi soir par la télévision nationale tunisienne, qui attribue cette découverte à la commission nationale d'investigation sur la corruption et les abus de l'ancien régime. Le président de cette commission, le juriste Abdelfattah Amor, était présent sur les lieux.

Des rangées entières de liasses de billets de banques -des coupures de 500 euros, des dollars ainsi que des devises égyptiennes, libanaises et turques, en plus de gros paquets de dinars tunisiens- étaient placées dans de grands coffres-forts dissimulés derrière une bibliothèque aux portes glissantes.

Des liasses montrées par la télévision étaient encore cachetées, portant le sceau de la Banque centrale de Tunisie (BCT) datées de 2001 ou de 2009. "Celle-ci est à elle seule d'une valeur de 100 millions", a déclaré un membre de la commission en tenant une liasse de coupures de 500 euros toutes neuves.

"Il y a là des milliards et des milliards, peut-être plus qu'il y en a à la Banque centrale", s'est exclamé, stupéfait, le journaliste Mehrez Laâmari.

Les coffres contenaient également des parures serties de diamants, d'émeraudes et d'autres pierres précieuses, colliers et ceintures en or massif.

Le Pr Abdelfattah Amor a assuré que cette "fortune" serait évaluée en présence des membres de la commission et de huissiers notaires. "Elle sera dès aujourd'hui déposée dans les coffres de la BCT et, après les procédures légales, elle devra retourner au peuple tunisien", a-t-il ajouté. (AP 20.02)

Economie.

"Nous ne pouvons rien contre une augmentation immédiate des prix du pétrole ou des matières premières mais, en revanche, nous devons éviter à tout prix ce que nous appelons les effets de second tour, c'est-à-dire le fait que les autres prix se mettent à bouger et s'installent à un niveau supérieur, qui ne serait pas conforme à notre définition", a dit Jean-Claude Trichet sur Europe 1.

"Je pense à l'ensemble des autres prix, y compris bien entendu aux salaires, et nous disons aux partenaires sociaux : 'considérez que nous sommes là précisément, dans une perspective de moyen et long terme, pour assurer la stabilité des prix en ligne avec

notre définition".

Interrogé sur l'hypothèse d'augmenter les salaires, il a estimé que «ce serait la dernière des bêtises à faire».

«Lorsque je regarde le succès, ou le relatif insuccès, au sein de la zone euro, il est parfaitement clair que ceux qui ont su maîtriser leurs coûts connaissent un grand succès en matière de réduction du chômage, ce qui est quand même l'objectif majeur de la plupart des pays», a-t-il poursuivi.

Il a mis en avant la santé «remarquable» de l'Allemagne, parvenue à réduire son chômage pendant la crise, en soulignant que «depuis la création de la zone euro», les salaires dans la fonction publique n'avaient augmenté que de 17% outre-Rhin, contre «environ 35%» en moyenne en France et dans la zone euro. (Reuters et 20minutes.fr 20.02)

Haut de page ↗

Le 22 février

Parole d'internaute.

J'ai reçu un courriel d'un camarade (ex-OCI) proche ou adhérent du POI. Il était sorti de l'OCI quand j'y entrais. Je l'en remercie et je lui répondrai demain si possible, dans le site évidemment et sans mentionner son nom, on n'a pas de secrets entre nous.

1- Et dire que la Libye de Kadhafi avait présidé en 2003 la Commission des droits de l'homme, ajoutant au discrédit de cette institution remplacée en 2006 par un Conseil piégé à son tour par les dictatures. En 2008 elle avait présidé le Conseil de sécurité puis en 2009 l'Assemblée générale. En 2010 elle avait été élue par 155 voix sur 192 au Conseil des DH avec Bahreïn et d'autres pays liberticides et malgré les ONG qui y voyaient "l'une des plus brutales tyrannies". Kadhafi aura ridiculisé l'ONU.

Commentaire. La Lybie dispose de réserve en pétrole et Kadhafi est un excellent client pour les marchands d'armes, ne cherchez pas plus loin. L'ONU est à l'image de Kadhafi, CQFD.

2- Ce qui est intéressant c'est la gymnastique intellectuelle à venir : comment les diplomaties occidentales vont-elles justifier le brillant retour de popularité il y a 7 ou 8 ans du désormais ami de la France, ami de l'Europe, le colonel K. Ignoraient-ils la barbarie caractérise de ce régime ?

Commentaire. Rien à foutre en vérité, l'Internationale socialiste qui partage en alternance le pouvoir avec le parti de l'ordre est le complice de tous les dictateurs d'hier et d'aujourd'hui de la planète. En dehors de l'UMP et du PS, qui en France a assez de voix et de volonté pour demander des comptes à ceux qui ont soutenu ou qui soutiennent encore les dictateurs pour se faire entendre du plus grand nombre ? Personne, idem dans tous les pays. L'UMP et le PS ainsi que ses satellites sont compromis dans cette affaire, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils se tirent une balle dans le pied ? Dans la tête ce serait mieux, bien sûr, on s'en chargera le moment venu.

3- ... ne croyez-vous pas que la classe politique et médiatique dans leur ensemble se concentrent sur les "faux sujets", justement parce que personne, ni à droite, ni à gauche, n'a la solution pour sortir la France de son marasme ?

Commentaire, c'est le sujet de mon dernier article, bien que je ne pose pas la question exactement dans ces termes. La solution : c'est la voix de l'opposition de gauche !

Politique

Tunisie.

Le ministre tunisien de l'Intérieur Farhat Rajhi a présenté lundi au tribunal de première instance de Tunis une demande pour la dissolution du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), l'ancien parti au pouvoir, rapporte l'agence officielle TAP.

Le RCD, qui revendiquait près de 2,5 millions d'adhérents sur une population de 10 millions d'habitants, pesait de tout son poids sur la scène politique tunisienne.

La dissolution du RCD continue d'être l'une des principales revendications des manifestations qui se poursuivent en Tunisie. Elle figure en tête des exigences des participants au sit-in qui se tient depuis dimanche devant le palais du gouvernement, place de

la Kasbah à Tunis. (AP 21.02)

Syndicat.

Un responsable local de la CGT, candidat FN aux cantonales, a été suspendu par la direction nationale du syndicat, qui estime incompatibles les valeurs de la CGT et du FN.

La CGT n'est pas soluble dans le FN. Le syndicat des agents territoriaux de la mairie de Nilvange (Moselle) a été suspendu par la centrale de Montreuil parce que son responsable était candidat du Front national (FN) aux élections cantonales de mars.

"Les idées du FN n'ont pas leur place à la CGT. Cet adhérent a défendu publiquement les thèses du FN sur la préférence nationale, l'immigration comme cause du chômage et contre la régularisation des sans-papiers", s'est indignée la fédération CGT des services publics dans un communiqué reçu à Metz.

"Les 26 adhérents du syndicat de Nilvange ayant dans leur majorité refusé de désavouer leur secrétaire général, la fédération a décidé, conformément aux statuts confédéraux et fédéraux, la suspension immédiate de l'affiliation du syndicat de Nilvange", a poursuivi la direction nationale des services publics.

Le cégétiste et candidat frontiste, Fabien Engelmann, a indiqué qu'il *"ne voyait pas d'incompatibilité entre ses convictions affichées et son engagement syndical"*.

Il a ajouté qu'il était *"passé du NPA au nouveau Front national de Marine le Pen avec le soutien de ses camarades de section"*.

Pour le secrétaire de l'union CGT de la Moselle, Denis Pesce, *"il y a une opposition totale entre les valeurs de la CGT et les thèses du FN"*. (Lexpress.fr 21.02)

Vive *"l'indépendance"* des syndicats par rapport aux partis, en voilà la conséquence désastreuse !

Toujours plus fort : Comment expliquez-vous qu'un travailleur puisse passer ainsi du NPA au FN ? Parce que le NPA n'est pas un parti ouvrier mais un véritable foutoir, les camarades du NPA qui se connectent sur le site m'excuseront de ma franchise.

Quant à la CGT, il y a bien au moins un membre du FN qui détenait un poste à responsabilité dans FO, l'éditeur et journaliste, l'ami intime et biographe officiel d'Alexandre Hébert, lui-même ami intime d'un certain Pierre Lambert et inspirateur présumé du PT, cela ne s'invente pas hélas !

Economie.

Gavez-vous pendant qu'il en est encore temps, on vous fera rendre gorge plus tard !

Les grandes entreprises françaises devraient distribuer à leurs actionnaires environ 40 milliards d'euros en 2011, grâce au rebond de leurs bénéfices.

Les entreprises cajolent leurs actionnaires. Cette année, -elles vont leur verser des dividendes records. La moitié environ des groupes du CAC 40 ont déjà publié leurs résultats pour 2010 et dévoilé ce qu'ils comptent distribuer dans les prochains mois. Selon les premières estimations, près de 40 milliards d'euros devraient au total tomber dans la cagnotte des actionnaires. C'est-à-dire 13% de plus que l'an dernier.

«Cela pourrait même être un peu plus, car les bonnes surprises sont nombreuses cette année, comme Michelin, avec un dividende en hausse de 80%, Danone ou encore Sanofi», remarque Jean-Charles Mériaux, directeur général de DNCA Finance.

En 2010, comme en 2009, les entreprises avaient réduit les montants servis aux actionnaires. Aujourd'hui, elles se rattrapent. Les dividendes vont même dépasser les niveaux historiquement élevés de 2007. *«Au total, les entreprises du CAC 40 devraient distribuer en moyenne 45% de leurs bénéfices sous forme de dividendes»,* précise Pierre Sabatier, stratège chez PrimeView. Un niveau élevé par rapport à la moyenne historique. En 2007, -elles se limitaient à 37%. Et la même tendance s'observe dans les autres pays européens.

«De nombreuses entreprises ont des bilans sains et sont peu en-dettées. Leurs bénéfices ont fortement progressé. Elles ont les moyens de rémunérer leurs actionnaires», note Nicolas Simar, responsable de la stratégie dividendes chez ING IM.

Cette bonne santé financière augure bien de l'avenir. *«Les -sociétés européennes devraient -encore augmenter leurs dividendes*

de plus de 10% l'an prochain», pronostique Nicolas Simar.

Les sociétés les plus généreuses se recrutent comme toujours dans les secteurs de l'énergie (à l'image de Total, qui distribue 50% de ses bénéfices et consacre plus de 5 milliards à rémunérer ses actionnaires), des services aux collectivités ou encore des télécoms. «*On voit même des sociétés comme France Télécom ou Vivendi chercher à s'assurer la fidélité de leurs actionnaires en s'engageant désormais sur les dividendes qui seront versés au cours des prochaines années*», explique Jean-Charles Mériaux.

Mais, cette année, des secteurs qui avaient coupé les dividendes l'an dernier, pour cause de crise et de résultats en berne, vont aussi de nouveau rémunérer leurs actionnaires. C'est le cas des banques, même si elles se montrent moins généreuses qu'à la belle époque. Parmi les dix sociétés qui consacreront les sommes les plus importantes à leurs actionnaires cette année, figurent notamment BNP Paribas et la Société générale. Le secteur automobile, à l'image de Peugeot, renoue aussi avec une politique de distribution. «*Pour l'instant, la seule société du CAC 40 qui a annoncé renoncer à verser un dividende est Alcatel-Lucent*», ajoute Pierre -Sabatier. (Lefigaro.fr 21.02)

Haut de page ↗

Le 23 février

Un message reçu ce matin.

Demain soir aura lieu à Lyon un "*Meeting de solidarité avec les peuples et les travailleurs en luttés en Egypte, en Tunisie et ailleurs*", parmi les organisations qui y appellent, : CCI-T, VP- Partisan, Union pour le communisme, Table Rase, JC, ICO, à 18h30 à l'Université de Lyon 2 (Amphithéâtre Jaboulay), 86, rue Pasteur, Lyon 7e, Tram T1, rue de l'Université, prendrons la parole des militants tunisien, marocain, algérien, iranien et irakien notamment.

Je n'ai pas eu le temps de terminer ma réponse au camarade qui m'a adressé un courriel avant-hier, demain matin.

Ils le disent eux-mêmes.

La diplomatie française réduite à l'état de service d'un VRP du CAC 40 raté ou "**en slip**" au choix.

Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point", intervient sur les ondes de RMC du lundi au vendredi à 7 h 50 pour sa chronique politique "*Le parti pris*". Extrait.

Question : C'est Christine Lagarde et non Michèle Alliot-Marie qui conduit aujourd'hui la première visite officielle française en Tunisie depuis la chute de Ben Ali. Au-delà du discrédit personnel de la ministre, vous y voyez le symbole d'une politique étrangère qui a perdu la tête. C'est votre parti pris.

Réponse : Disons que si on envoie la ministre de l'Économie, c'est peut-être parce que notre politique étrangère est en quasi-faillite. Tout le monde sait que la France a trop tardé à soutenir la révolte tunisienne, et depuis, les bévues s'accumulent : avec les explications peu convaincantes de MAM sur ses vacances, puis avec le long silence sur l'Égypte, le retard à l'allumage sur la situation en Libye. Et maintenant l'incident navrant qui a opposé notre ambassadeur à Tunis à des journalistes, qu'il a traités avec beaucoup de mépris pour quelqu'un dont la mission consiste justement à rétablir la confiance envers la France.

Question : Cet ambassadeur, Boris Boillon, c'est un protégé de Nicolas Sarkozy. Vous allez dire que c'est la faute du président ?

Réponse : Peut-être pas sa faute, mais sa responsabilité. C'était en effet un conseiller de l'Élysée, il a un style qui plaît à Nicolas Sarkozy - très série télé américaine : lunettes noires, allure sportive, ambition assumée. Il est jeune et prometteur, mais là, il est sûr que si on ne venait pas de virer le précédent ambassadeur et si sa ministre de tutelle avait encore un peu d'autorité, il n'aurait pas fait long feu à Tunis. Au lieu de cela, Boris Boillon est devenu une star d'Internet, puisque sa photo en maillot de bain est un must depuis que Marine Le Pen a décidé d'en faire une affaire. Elle exagère, bien sûr - c'est infiniment moins grave que son dérapage. Mais ce qui frappe, c'est que cet ambassadeur en petite tenue est en réalité le représentant parfait d'une diplomatie arrogante mais... en slip ! Au moment où Nicolas Sarkozy préside le G20, c'est une image qui tombe mal.

Question : Est-ce que vous voulez dire que les difficultés de la France au Maghreb peuvent lui faire perdre de l'influence sur la scène mondiale ?

Réponse : C'est évident, d'autant que notre panne diplomatique se mesure bien au-delà du Maghreb : à tout le continent

africain d'abord - Nicolas Sarkozy a lancé en décembre un ultimatum à Laurent Gbagbo pour qu'il renonce au pouvoir en Côte d'Ivoire. Il y est toujours... On l'a vu aussi avec le Mexique, qui n'a pas digéré les appréciations venues de Paris sur l'affaire Florence Cassez. En même temps, nos relations très proches, presque intimes, avec des pays comme le Qatar, le Maroc ou le Gabon (le président Ali Bongo a été reçu hier à l'Élysée), ou nos rapports très complaisants avec la Chine et la Russie, posent des questions pour l'avenir. Si ces régimes-là tombent un jour - quand ils tomberont -, on pourra difficilement redire qu'on ne savait pas qu'ils n'étaient pas des modèles de démocratie... (Lepoint.fr 22.02)

Parole d'internaute. (à propos de la Lybie)

1- La France n'est pas la première puissance à avoir armé ce pays. Ancienne colonie italienne la Libye est armée d'abord par l'Italie, puis l'Allemagne qui a entraîné la police et l'armée. La France n'arrive qu'en 3e position et loin derrière. La France a beaucoup perdu sur le plan diplomatique dans ces pays et en Afrique. Mais il est vrai que le retour de Khadafi à Paris en Novembre 2007 et le cirque qu'il a mené, poing levé sur les marches de l'Élysée et réception à la Bédouine sous la tente dans les jardins du palais, n'ont pas arrangé l'image de la France !

2- Il faut rappeler qu'en 1984 F. Mitterrand rencontrait en Crète un certain Kadhafi (sans doute pour prendre le soleil ensemble !), puis en 1990 (après l'attentat du DC10 d'UTA) le gouvernement socialiste livrait 3 mirages à la Libye. La vente d'armes à ces différentes dictatures ne date donc pas d'aujourd'hui.

Politique.

1- France.

Il l'annonce sur Facebook après avoir donné la primeur de l'information à des étudiants lyonnais: Dominique de Villepin, président du mouvement politique République solidaire ne va pas renouveler sa cotisation à l'UMP pour 2011. Un pas de plus vers une candidature en 2012. (20minutes.fr 22.02)

2- Egypte.

Le Conseil militaire au pouvoir en Egypte a maintenu mardi à leur poste les ministres de la Défense, de l'Intérieur, de l'Economie, de la Justice et des Affaires étrangères lors d'un remaniement de l'équipe nommée par l'ex-président Hosni Moubarak avant sa chute, il y a 11 jours.

Scandant "*Le peuple veut la chute du gouvernement*", quelques centaines de personnes ont manifesté à la tombée de la nuit sur la grande place du Caire pour obtenir qu'une équipe de technocrates gère le pays durant la période intérimaire.

"*Nos exigences sont le départ d'Ahmed Chafik et de son gouvernement, considérés comme un des vestiges de l'ancien régime corrompu*", rappelaient des tracts de la Jeunesse du 6 avril, à l'origine des premières manifestation place Tahrir.

Un groupe de jeunes, le "*Mouvement populaire national pour le changement*", a donné pour sa part au gouvernement de Chafik jusqu'à mercredi pour démissionner, faute de quoi il appellerait à un grand sit-in jeudi place Tahrir et à une marche vendredi.

"*Nous marcherons pour réclamer la démission du gouvernement de Chafik, la levée de l'état d'urgence (en vigueur depuis 30 ans) et le jugement de Moubarak et de sa famille*", a déclaré un de ses représentants, Mohamed Fahmi.

"*L'appel à la marche d'un million de personnes pour vendredi montrera la colère et la frustration des gens*", a dit Erian, un responsable des Frères musulmans. (Reuters 22.02)

3- Irak.

Plusieurs milliers de personnes ont défilé mardi à Souleimaniyeh, dans le nord de l'Irak, pour réclamer des réformes politiques et l'ouverture d'une enquête sur la mort de deux protestataires, tués par balles, la semaine dernière.

Cette manifestation pacifique, qui a réuni quelque 5.000 personnes dont plusieurs artistes, témoigne de la frustration croissante qu'éprouve la population face au contrôle étroit des partis au pouvoir sur l'économie et la politique dans la région autonome du Kurdistan d'Irak.

Les Irakiens se préparent à manifester vendredi à l'occasion d'une "journée de la colère" comme l'ont baptisée les organisateurs afin d'exiger de meilleurs services et la fin de la corruption. (AP 22.02)

Social.

1- La spéculation sur le pétrole est repartie de plus belle !

Le baril de brut a dépassé lundi les 105 dollars, son plus haut niveau depuis deux ans et demi. Une situation qui pèse directement sur le prix de l'essence des Français.

"La hausse des prix n'est pas liée à un risque sur les approvisionnements, en France ou ailleurs, mais à un facteur psychologique. Les investisseurs craignent une contagion de la crise à l'ensemble des pays producteurs de pétrole", explique à 20minutes.fr Guy Maisonnier, économiste à l'Institut français du pétrole. (20minutes.fr 22.02)

2- Hausse du prix du gaz.

Selon Le Figaro, le prix du gaz devrait augmenter entre 4,8% et 5,2% à compter du 1er avril et affecter ainsi les factures de 10,8 millions de clients.

Cette estimation est qualifiée de *"prématurée"* par le ministère.

"Je ne confirme pas", a déclaré le ministre de l'Energie, Eric Besson sur RTL. *"C'est quelque chose qui est à l'étude et qui sera annoncé dans les semaines qui viennent."* (Reuters 22.02)

Après les cantonales ce serait plus judicieux, non ?

3- Hausse du prix des actes notariaux.

Le ministère de la Justice a publié le 19 février dernier un décret au Journal officiel entérinant une hausse des prix des actes notariés. En moyenne, ces prix, qui n'avaient pas évolué depuis 2006, enregistreront une hausse de 6,85%.

A titre d'exemple, l'acte rédigé nécessaire à l'achat d'un bien immobilier passera de 393 euros à 420 euros TTC. Se pacser reviendra à 233 euros, au lieu de 218 euros. Rédiger un testament ou effectuer une donation entre époux passeront chacun à 140 euros au lieu de 131 euros. (Lefigaro.fr 22.02)

4- Une grève qui finit bien.

Les facteurs du 11^e arrondissement de Marseille ont annoncé mardi qu'ils reprenaient le travail après une grève de 138 jours suivie par la totalité du personnel du centre de distribution du courrier.

Les postiers marseillais avaient démarré leur mouvement de grève le 7 octobre dernier pour protester contre le remplacement de deux facteurs en CDD par des intérimaires.

"C'est une victoire, nous reprenons le travail au terme d'un conflit exceptionnellement long. Nous avons fait échouer la direction de la Poste dans sa volonté d'imposer l'intérim", a déclaré Alain Croce, délégué CGT du centre de distribution.

"Il n'y aura plus d'intérimaire dans le service à compter du 31 mars et nous avons obtenu quatre postes supplémentaires", a-t-il ajouté.

La direction de la Poste avait mis en place un centre de distribution parallèle du courrier pour cet arrondissement marseillais durant toute la durée du conflit. (Reuters 22.02)

Question : les postiers sont mal payés, alors comment ont-ils fait pour tenir 138 jours, soit quatre mois et demi sans salaire ? Est-ce que c'est la CGT qui a réglé leurs salaires ? Si tel était le cas, comment expliquer que lorsque des travailleurs dans le privé font grève ils ne soient pas systématiquement logés à la même enseigne ?

Pour revenir brièvement sur un autre sujet qui concerne également la CGT, mais pas seulement.

Il ne faut pas s'étonner que des syndiqués adhèrent au FN ou se retrouvent dans les idées qu'ils développent, la responsabilité de cette situation est à rechercher du côté des partis ouvriers les plus médiatisés, PCF, NPA et accessoirement LO empêtrés dans leurs contradictions, qui traduisent leur incapacité à se situer strictement au côté des travailleurs sur toutes les questions sociales ou politiques qui les concernent, les questions dites de société étant ou devant être traitées sur le plan politique.

Il faut admettre que même avec le meilleur parti ouvrier du monde, on ne pourrait pas empêcher qu'une minorité d'ouvriers adhèrent à des partis de la réaction, tout simplement parce que ces travailleurs sont impatients de voir régler leurs problèmes. A défaut qu'ils

le soient rapidement et de comprendre pourquoi, parce qu'on ne leur a pas expliqué ou qu'on ne leur a pas donné l'occasion de s'exprimer, ils s'en remettent à ceux qui leur promettent la lune parce qu'ils manquent de repères politiques ou qu'ils ont développé l'état d'esprit du petit-bourgeois, qui déçu que ces caprices ne soient pas satisfaits, est prêt à s'en remettre au diable.

Cela fait également penser à ces millions de travailleurs allemand prêts à faire une révolution entre 1918 et le milieu des années 20, et qui une fois trahis par les dirigeants de la social-démocratie et du parti communiste allemand, à partir des années 30 vont commencer à se ranger sous le drapeau du nazisme, on connaît la suite.

Ce n'est pas le peuple allemand qui est devenu nazi, ce sont les dirigeants de la social-démocratie et du parti communiste allemand aux ordres de Staline qui l'ont livré aux nazis. J'imagine que cette précision importante ne figure dans aucun manuel scolaire et que la plupart des professeurs d'histoire n'y font pas référence. Ils doivent encore en être à expliquer que l'homme est capable du meilleur et du pire...

On pourrait généraliser ou en faire un point de théorie : c'est la politique contre-révolutionnaire des réformistes et des staliniens qui jette le peuple dans les bras du premier "*sauveur suprême*" venu en désespoir de cause. C'est également leur politique réactionnaire qui permet d'assurer la survie du capitalisme en conduisant une partie des ouvriers et la masse de la petite-bourgeoisie à voter à chaque élection pour des partis qui ne représentent pas leurs intérêts, à faire leur propre malheur et perpétuer la société telle qu'elle est. Chercher une responsabilité ailleurs, c'est forcément faire fausse route et s'égarer.

Il y a un autre aspect intéressant dans la démarche de ce militant de la CGT qui est passé successivement de LO au NPA pour atterrir au FN. Il explique que sa décision a été motivée par la position pour le moins contradictoire du NPA sur la question de la laïcité suite à la candidature d'une militante voilée.

La question de la laïcité lui tient à coeur et c'est tout à son honneur, mais alors pourquoi ne s'est-t-il tourné vers le POI qui tient un discours plus ferme sur cette question, j'imagine par ailleurs qu'il ignore totalement l'existence du comité parlementaire sur la laïcité initiée par la Libre Pensée, donc le POI, auquel participe des dirigeants de l'UMP, puisque le Parti radical de Borloo est une composante de l'UMP ?

Les dirigeants, et à leur suite les militants de ces différents partis (POI, NPA, LO, PCF), s'emploient à diaboliser les autres partis lorsqu'ils ne les ignorent pas, alors qu'il serait salutaire pour le mouvement ouvrier qu'ils puissent y avoir en permanence une véritable et fraternelle confrontation des idées défendues par chacun de ces partis.

Quand vous critiquez la politique d'un parti que vous considérez comme un parti ouvrier et que vous le respectez en tant que tel ou le comportement de ses dirigeants, et qu'un dirigeant (en 2005, du PT et de la Libre Pensée) vous répond que vous êtes un ennemi de la classe ouvrière, si vous n'avez pas une solide conscience politique, puisqu'il vous situe dans le camp de la réaction, il ne vous reste plus qu'à rejoindre un de ces partis. Ce comportement est totalement irresponsable et criminel. En conclusion, dans le cadre de la liberté d'expression accordé à chaque militant, le droit à la critique et de défendre ses propres convictions, attention à ne pas dire n'importe quoi aux militants.

D'après vous, pourquoi je passe autant de temps à expliquer les idées que je défends, sinon afin d'éviter ce genre de situation. Car j'ai parfaitement conscience des dangers qu'elles représentent pour des esprits un peu faible qui pourraient en conclure un peu trop rapidement : ils sont tous pourris, j'arrête le combat ou je bascule dans l'autre camp. C'est la raison, mais pas la seule, pour laquelle je reviens sans cesse sur la nécessité de construire le parti, de rejoindre l'un de ces partis malgré leurs imperfections ou des groupes de militants qui se situent résolument dans le camp de la révolution socialiste.

On pourrait encore épiloguer longtemps en disant que ces partis sont en partie responsables de la désertion de ce genre de militants, dans la mesure où ils s'emploient à expliquer à leurs militants et aux travailleurs que "*tout est possible*", ce que certains prendront à la lettre évidemment, mais comme ce n'est pas vraiment le cas et que les miracles nécessitent encore un certain délai pour se réaliser, de la sorte ils alimentent les illusions des plus impatientes, qui à la longue logiquement lâchent en espérant décrocher la lune ailleurs, cette fois n'importe où, autrement dit, en faisant sauter la barrière qui sépare les classes. Au lieu d'aider ces militants à progresser politiquement et à se situer strictement sur leur terrain de classe, ces partis font en sorte qu'ils soient incapables de se situer sur un terrain de classe, et dans la pratique ils ne se situent plus sur le terrain de la lutte des classes, la frontière n'étant plus étanche entre les classes, plus rien ne les empêche de la franchir et de se retrouver du mauvais côté. En conclusion, on pourrait pointer un manque de démocratie au sein de ses partis repliés sur leurs appareils.

Economie.

1- Espagne.

La note de la dette espagnole reste menacée et le pays doit prendre de nouvelles mesures pour s'assurer qu'il atteindra ses objectifs de déficit l'année prochaine, a fait savoir mardi l'agence de notation Standard & Poor's.

S&P estime que l'Espagne atteindra largement son objectif de déficit public en 2011, mais devra prendre davantage de mesures pour satisfaire les autres exigences de l'Union européenne.

"Ils vont devoir prendre des mesures supplémentaires pour atteindre les objectifs de 2012 et 2013" a fait savoir Marko Mrsnik, analyste chez S&P, lors d'une interview accordée à Reuters. (Reuters 22.02)

2- Lybie.

Après Fitch la veille, l'agence de notation Standard & Poor a abaissé à son tour mardi la note souveraine de la Libye d'un cran, de A- à BBB+, en raison de la révolte qui secoue le pays.

La Libye est le seul pays sans aucune dette publique noté par Fitch. Fin 2009, le pays avait accumulé jusqu'à 139 milliards de dollars (102,4 milliards d'euros) d'excédent grâce à la rente pétrolière. (AP 22.02)

Haut de page ↗

Le 24 février

Un article (réponse à un courriel) sera mis en ligne cet après-midi ou demain matin, dedans je reviens longuement sur la question de l'Assemblée constituante et des comités révolutionnaires.

Le dictateur Ahmadinejad ne manque pas d'air.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a condamné fermement la violence du régime Kadhafi à l'encontre des manifestants: «*Comment un dirigeant peut-il soumettre son propre peuple aux mitraillettes, aux tanks et aux bombes? Comment un leader peut-il bombarder son peuple, et ensuite dire qu'il tuera tous ceux qui diront quelque chose?*» (Slate.fr 23.02)

Sarkozy et Berlusconi complices du bombardement par Kadhafi du soulèvement révolutionnaire.

Selon le chef du Pentagone, la France et l'Italie sont les mieux placées pour imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye afin d'empêcher l'aviation libyenne de bombarder les opposants. Il ajoute que l'avenir de la Libye est une «*question qui reste ouverte*» car le colonel Kadhafi pourrait se maintenir au pouvoir par la violence. (Lefigaro.fr 23.02)

Traduisons : si Kadhafi n'était pas renversé, vous continueriez de commercer avec lui comme si de n'était, pour se faire il serait préférable pour défendre nos prétendus régimes démocratiques qui trompent si bien les peuples de lui éviter de commettre l'irréparable aux yeux du monde, on pourrait ensuite nous accuser de soutenir un tyran, chacun sait ou plutôt la plupart ignore encore que cela a toujours été le cas, il ne faudrait pas que le citoyen lambda s'aperçoive de cette supercherie ...

Le flic-président chef des armées complice du militaire-président-dictateur colonel lybien qu'il s'est empressé de réhabiliter.

Un extrait du discours officiel de Sarkozy lors de la dernière visite de Kadhafi à Paris en décembre 2007:

«*[...] ma conviction, la plus profonde, est que la France doit parler avec tous ceux qui veulent trouver le chemin de la respectabilité et de la réintégration dans la communauté internationale [...]*

Et je peux témoigner de la collaboration des services français avec les services libyens pendant les quatre années où j'étais ministre de l'Intérieur. J'ai dit au président Kadhafi combien il fallait continuer à progresser sur le chemin des droits de l'Homme dans tous ses aspects, tout ce qu'il restait à faire». (Slate.fr 22.02)

Il progresse, il progresse... en bombardant son peuple avec les armes que vous lui avez livrées !

Politique.

1- Lybie.

Les miliciens du colonel Moammar Kadhafi tentaient mercredi de resserrer leur emprise sur Tripoli, la capitale libyenne.

Dans l'autre moitié, les manifestants affirment avoir pris Misourata, qui serait ainsi la plus grande ville de l'Ouest à passer entre leurs mains. Ils appellent à défiler vendredi à Tripoli.

A Sabratha (70km à l'ouest de Tripoli), dont le site archéologique est classé au patrimoine mondial, l'armée libyenne affronte depuis deux jours les manifestants qui ont pris d'assaut des bâtiments officiels, selon un site Internet proche du gouvernement.

Deux pilotes de l'armée de l'air ont préféré s'éjecter en parachute et laisser leur Soukhoï s'écraser plutôt que d'obéir à l'ordre qui leur intimait de bombarder Benghazi, la deuxième ville du pays, maintenant aux mains de l'opposition, rapporte le site de "Quryna", un journal proche de Saïf al-Islam, l'un des fils de Kadhafi. Un résident a confirmé avoir vu les deux pilotes et la carcasse de l'avion de chasse dans une zone inhabitée proche du port pétrolier de Brega.

L'opposition affirme contrôler les villes sur presque toute la moitié Est de la côte méditerranéenne, jusqu'à la frontière égyptienne.

A la frontière justement, les gardes ont fui et les chefs tribaux locaux ont mis sur pied des comités pour les remplacer. "*Bienvenue dans la nouvelle Libye*", proclame un graffiti au point de passage.

Près de Tobrouk (la ville la plus proche de la frontière égyptienne), des habitants armés montaient la garde devant les bases de missiles anti-aériens, autrefois tenues secrètes.

L'opposition dit contrôler toute la côte de la frontière égyptienne à Ajdabiya, sur la rive Est du golfe de la Grande Syrte. Elle gagne ainsi du terrain sur les principaux champs pétrolifères du pays, qui sont situés dans ce golfe.

A l'autre bout du pays, l'opposition affirme s'être emparée de Zouara (à 50km de la frontière tunisienne) après une fraternisation des soldats avec les manifestants.

Dans la ville voisine nommée Zaouia (à 50km à l'ouest de Tripoli), des dizaines de manifestants antigouvernementaux ont hissé un drapeau pré-Kadhafi sur un bâtiment, à en croire les vidéos diffusées sur Facebook, dont l'authenticité n'a pas pu être établie.

Le pays est donc divisé: des secteurs sont contrôlés par les troupes et milices pro-Kadhafi, d'autres par les contestataires, rejoints en certains endroits par des unités de l'armée. Cela ouvre la possibilité que l'opposition décide de marcher sur la capitale. Sur Internet, les contestataires appellent tous les jeunes mais aussi les militaires et les policiers à manifester à Tripoli vendredi.

Les opposants à Kadhafi paraissent contrôler la côte orientale du pays, selon des journalistes de l'Agence France-Presse présents sur place. Le régime affirme au contraire qu'il a toujours la main sur la région.

Des insurgés, dont nombre sont armés, se trouvent tout le long de l'autoroute qui longe la côte méditerranéenne depuis la frontière égyptienne jusqu'à la ville de Tobrouk. Selon les habitants, des soldats expriment leur soutien à la rébellion. Des résidents de la localité d'Al-Baïda ont indiqué que des miliciens loyaux à Kadhafi avaient été exécutés.

Le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini, dont le pays a d'étroites relations économiques avec la Libye, a indiqué lui aussi que la province de Cyrénaïque (côte est) n'était plus sous le contrôle du gouvernement libyen.

L'armée libyenne s'est déployée en force à Sabratha, localité côtière située à environ 80 km à l'ouest de Tripoli, après la destruction par des insurgés de la quasi-totalité des bâtiments des services de sécurité, rapporte le journal libyen Kourina.

Le commandant des forces armées libyennes à Tobrouk, Souleiman Mahmoud, aurait basculé *«du côté du peuple»*, rapporte al-Jezira. Le militaire a déclaré à la chaîne de télévision qatarie que Kadhafi était *«un tyran»*.

Un avion de chasse libyen s'est écrasé après que son pilote, refusant d'obéir à des ordres de bombarder la ville de Benghazi, s'est éjecté, annonce un journal libyen sur son site internet.

L'ambassadeur de Libye en Indonésie annonce sa démission. *«Des soldats tuent sans merci des civils désarmés. Utilisant des armes lourdes (...) et des mercenaires contre le peuple. Je ne peux plus le tolérer»*, a-t-il déclaré au Jakarta Post.

Les diplomates de l'ambassade des Etats-Unis à Tripoli relèvent dans des notes confidentielles que les enfants du chef de l'Etat libyen occupaient tous des positions influentes, chacun dans un domaine bien précis: les télécommunications pour l'aîné, Mohamed, les transports maritimes pour Hannibal, la sécurité nationale pour Muatassim et une unité d'élite de l'armée pour Khamis.

La Libye représente environ 2% de la production mondiale de pétrole. (Lefigaro.fr et AP 23.02)

2- Tunisie. Bas les pattes !

En visite à Tunis, le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des Affaires politiques William Burns a mis en garde mercredi contre les difficultés auxquelles pourraient se heurter la transition démocratique en Tunisie.

"*Le parcours ne sera pas nécessairement facile*", a déclaré le diplomate américain à l'issue d'une entrevue avec le Premier ministre tunisien Mohamed Ghannouchi. "*Les transitions de ce genre peuvent être parfois ardues*".

"*Les Etats-Unis sont déterminés à apporter toutes les contributions possibles, en tant que partenaires de la Tunisie*", a-t-il précisé. (AP 23.02)

3- Bahreïn.

Plusieurs milliers de manifestants ont marché vers la place de la Perle à Manama, capitale de Bahreïn, après la libération mercredi d'une centaine de prisonniers politiques par les autorités, confrontées à un large mouvement de contestation.

La liste des détenus libérés par le roi Hamad ben Issa Al-Khalifa inclut 25 militants chiites jugés depuis l'an dernier pour complot contre l'Etat. Un geste de clémence qui semble démontrer la volonté de la monarchie sunnite d'ouvrir des discussions avec les dirigeants de la contestation.

Les autorités ont annoncé dans un courriel que 308 détenus avaient été libérés mercredi. Les prisonniers politiques ne sont toutefois qu'une centaine parmi eux, et au moins 300 restent en détention, a précisé le président du Centre bahreïni pour les droits de l'homme, Nabil Rajab.

4- Grèce.

Un débrayage de 24 heures, observé par les employés du public et du privé, a paralysé les transports publics et aériens et entraîné la fermeture des écoles. Un service minimum était assuré dans les hôpitaux. Il s'agissait de la première grève nationale de l'année contre la réduction des dépenses publiques.

Environ 100.000 personnes ont traversé la capitale en scandant "*Nous ne paierons pas*" et "*Pas de sacrifice pour la ploutocratie*". Selon des sources policières et des témoins, ce défilé est le plus important observé dans le pays depuis les émeutes de décembre 2008, qui durèrent plusieurs semaines.

La police anti-émeute a fait usage de gaz lacrymogènes et de bombes éclairantes contre des manifestants qui lançaient des cocktails Molotov, enfumant la place Syntagma d'Athènes où des grévistes couraient se mettre à l'abri. Selon les analystes, le mouvement de grève ne devrait pas inciter le gouvernement à infléchir sa politique.

Les affrontements sporadiques ont duré plus de trois heures. Quelque 500 protestataires se sont rassemblés devant le Parlement après le défilé et ont juré d'y rester jusqu'à ce que le gouvernement accepte de faire des concessions. Les organisateurs ont déclaré que ce rassemblement était inspiré par les soulèvements en Afrique du Nord.

Une soixantaine de manifestations étaient prévues dans tout le pays, à l'occasion du premier grand mouvement social de l'année.

A Thessalonique, la deuxième ville du pays, quelque 15.000 personnes se sont rassemblées et des échauffourées ont été signalées.

"*Les gens ont démontré une fois encore leur opposition aux mesures d'austérité. Mais quelle que soit la taille de ces manifestations, elles ne peuvent pas modifier la politique gouvernementale*", note Costas Panagopoulos, chef de l'institut de sondage Alco. "*Mais la majorité des Grecs estiment que la charge n'est pas répartie équitablement et c'est un problème*".

Les syndicats GSEE (secteur privé) et Adedy (public), qui représentent environ 2,5 millions de salariés, soit la moitié des travailleurs grecs, estiment que les mesures d'austérité nuisent à l'économie.

En visite en Finlande, le Premier ministre Georges Papandréou a exprimé sa sympathie envers les Grecs qui manifestaient dans le calme. "*La situation économique est très difficile et parfois, je ressens moi-même le désir de rejoindre les rangs des protestataires*", a-t-il déclaré à YLE. Mais "*nous avons besoin de décision qui puissent véritablement contribuer à régler les problèmes*". (AP 23.02)

Régler les problèmes... des banquiers, et quel cynisme ! Quels pourritures ces "*socialistes*" ! Papandréou dirige actuellement l'Internationale socialiste.

Social.

1- France.

1.1- Le racket des malades.

La prise en charge à 100 % des actes médicaux onéreux par l'Assurance-Maladie, après acquittement d'un forfait de 18 euros, interviendra désormais pour des actes d'un montant minimum de 120 euros et non plus de 91 euros, selon un décret paru mercredi 23 février au Journal officiel. *'Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la maîtrise de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie pour 2011'*, précise le décret.

Jusqu'ici, quand l'acte médical à l'hôpital ou en clinique était inférieur à 91 euros, l'Assurance-Maladie remboursait 80 % du montant et laissait 20 % à la charge de l'assuré, ou de sa complémentaire santé. Au-dessus de 91 euros, la Sécu remboursait à 100 %, mais après avoir déduit un forfait de 18 euros. Désormais le seuil d'application de ce remboursement, avec un forfait inchangé, passe à 120 euros, ce qui va augmenter la participation de l'assuré social.

Ainsi par exemple, pour un acte de 100 euros, l'assuré ou sa mutuelle ne payaient jusqu'ici que le forfait de 18 euros. Maintenant, avec le relèvement du seuil, le reste à charge sera de 20 euros. Ce relèvement de seuil était inscrit dans le budget 2011 de la Sécurité sociale (LFSS) voté à la fin 2010, qui contient de nouvelles mesures visant à la maîtrise des dépenses de santé. (Lemonde.fr 23.02)

1.2- Disfonctionnement de la justice. Le gouvernement a trouvé son "**bouc-émissaire**".

Les directeurs pénitentiaires manifestent ce jeudi à midi place Vendôme - ministère de la Justice - à Paris en signe de protestation contre l'éviction de leur confrère de Rennes après l'affaire Laëtitia.

La sanction tombée, les directeurs pénitentiaires sont montés au créneau. *"Cette décision ne résout aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés"*, s'était indigné Jean-Michel Dejenne, premier secrétaire du Syndicat national des directeurs pénitentiaires. Pour ce syndicat, d'ordinaire discret, la mesure a pour but de livrer un "**bouc-émissaire**" aux hommes politiques qui veulent à tout prix "*des coupables*".

Les confrères du "**bouc-émissaire**" crient leur colère et menacent de démissionner, lundi 21 février, dans un courrier adressé au ministre de la Justice.

Une mobilisation nationale des magistrats, blanchis dans l'affaire Laëtitia Perrais, est prévu mardi prochain. (Lexpress.fr 23.02)

1.3- Grève à l'usine Thalès Alenia Space de Toulouse pour les salaires.

Près de 300 salariés de l'usine Thalès Alenia Space de Toulouse (Haute-Garonne) bloquaient mercredi matin la production de cette entreprise qui fabrique des satellites, a-t-on appris mercredi auprès de l'intersyndicale CGT-FO-CFE/CGC-CFDT. Les salariés protestent contre les dernières propositions salariales de leur direction qu'ils jugent "*insuffisantes*".

Réunis mardi soir en assemblée générale, près de 850 salariés avaient voté le blocage de la production pour soutenir l'action engagée depuis lundi par 400 salariés de l'usine de Cannes (Alpes-Maritimes).

"La direction propose 2,2% d'augmentation salariale cette année alors que nous demandons 3% de hausse au titre de cette année 2010, exceptionnelle pour les commandes et l'activité", a expliqué Florence Coppel, déléguée syndicale centrale Force ouvrière.

La direction de Thalès Alenia Space a souligné, dans un communiqué, que *"ses propositions clôturaient la négociation salariale 2011" et qu'elles "sont subordonnées à l'arrêt de tout mouvement social"*. (AP 23.02)

Tout cela pour une différence de 0,8% ? No comment !

2- Inde.

Au moins 100.000 militants syndicaux, dont certains adhérents d'une centrale liée au parti du Congrès au pouvoir, ont manifesté mercredi dans les rues de la capitale indienne New Delhi, en direction du parlement, pour protester contre la hausse des prix alimentaires et le chômage.

Il s'agit de la plus grande manifestation dans la capitale depuis des années, et la présence de militants d'un syndicat proche du Parti du Congrès dénote l'inquiétude au sein du parti au pouvoir face à l'inflation sur les denrées, qui a atteint 18% en décembre en rythme annuel.

L'Inde, troisième économie d'Asie, est confrontée à un taux d'inflation à deux chiffres pour les prix alimentaires. Les centaines de millions de pauvres de ce pays de plus d'un milliard d'habitants sont les plus durement touchés.

"On gagne 100 à 125 roupies par jour (deux à trois dollars). Comment allons-nous survivre avec ça si les prix augmentent autant?", s'interrogeait un manifestant, Kailash Sain, venu du Rajasthan, dans l'ouest de l'Inde.

"Les prix vont finir par tuer l'homme de la rue", lisait-on sur une banderole. (Reuters 23.02)

Le 25 février

Une révolution serait une catastrophe sur le plan économique et social, le chaos, etc., tout comme le socialisme...

Ah bon ! tenez, c'est marrant depuis plus de 10 jours la Bourse égyptienne est fermée et la vie continue comme avant. Comme quoi l'idée de fermer la Bourse, définitivement cette fois n'est pas une idée farfelue ou dangereuse, le véritable danger au contraire en cas de révolution prolétarienne et socialiste, ce serait de la maintenir ouverte car cela signifierait que finalement rien n'aurait changé, les actionnaires du CAC40 auraient toute latitude pour organiser et financer la contre-révolution notamment, ils détiendraient toujours le pouvoir, voilà ce que cela voudrait dire.

Je n'ai pas pour habitude de vous raconter des histoires, et comme chacun d'entre nous je me pose de nombreuses questions, il m'arrive aussi d'avancer dans une voie et ensuite de faire marche arrière parce que je me suis rendu compte que je m'étais trompé, c'est ce qui vient de m'arriver en lisant le dernier éditorial (IO n°137) de D.Gluckstein.

Son éditorial est certes facilement critiquable parce qu'encore une fois il met en scène la petite-bourgeoisie et le PS, les ouvriers qui le liront se demanderont encore une fois à qui il était destiné, certainement pas à eux qui n'ont aucune illusion dans le PS, mais là n'est pas l'essentiel.

L'essentiel dans son article, c'est la volonté affichée de rompre avec la Ve République et l'Union européenne, un anachronisme dans le mouvement ouvrier, car en dehors de quelques petites formations politiques, aucun parti n'ose avancer cet objectif politique dans un éditorial, ni ailleurs sauf pour faire bonne mesure pour faire court, sans vraiment combattre dans cette perspective, c'est le cas du NPA et de LO. Je ne prétends pas pour autant que le POI combattrait vraiment dans cette perspective, je précise.

Au lieu de le descendre comme je m'apprêtais à le faire, je me suis dit qu'on pourrait aborder ses faiblesses sous un autre angle, cela n'est possible que parce qu'il avance cet objectif de rompre avec la Ve République et l'Union européenne que je partage, il faut préciser encore.

Un parti ouvrier peut-il dissocier le combat pour les revendications sociales du combat pour l'expropriation du capital et pour en finir avec les institutions politiques en place ? Ne serait-ce pas prendre le risque de dévier de notre objectif : la chute du régime et la prise du pouvoir par la classe ouvrière ?

Abolir la Constitution donc liquider l'ensemble des institutions de la Ve République, donc rendre caduque la dette et tous les traités signés avec des institutions internationales du capital, dont l'Union européenne, c'est indispensable sur le plan politique, mais sur le plan social et économique on ne peut pas se contenter d'évoquer l'ouverture de classes, d'hôpitaux ou le rétablissement des services publics, il faut indiquer aux travailleurs que cela ne sera possible qu'à condition de s'attaquer aux fondements du capitalisme, c'est-à-dire exproprier les actionnaires (sans indemnité ni rachat), ils se sont déjà que trop goinfrés sur notre dos, un Etat ouvrier ne leur devra rien, par contre les capitalistes doivent tout aux travailleurs, qui par leur travail leur ont permis de s'enrichir.

Revenir à la situation sociale que nous avons connue il y a 30 ans ou plus, pas tous les travailleurs en profiteront loin de là, ce n'est pas notre objectif politique, notre objectif c'est d'en finir avec le système d'exploitation et d'oppression capitaliste, on ne vise pas des miettes dont se contentent la petite-bourgeoisie, les intellectuels, l'aristocratie ouvrière ou les couches supérieures du prolétariat, on veut prendre le pouvoir, on veut tout, ce qui est impossible sans exproprier les capitalistes. Très subtilement *Informations ouvrières* titre *Révolution ou replâtrage "démocratique" des régimes ?*, faisant croire à ses lecteurs que le POI serait défavorable à un "*replâtrage "démocratique" des régimes* en place, pour finalement nous proposer en toile de fond un "*replâtrage* démocratique du régime capitaliste, la "*meilleure répartition des richesses* cher au NPA, à LO et au PCF. Si vous n'en êtes pas convaincu, vous le serez davantage lorsque vous aurez lu le passage ou l'article sur l'Algérie, édifiant.

En résumé, en finir avec les institutions sans en finir avec le capitalisme, c'est du vent, en finir avec le capitalisme sans en finir avec les institutions, c'est encore du vent, une meilleure répartition des richesses sans en finir à la fois avec les institutions et le capitalisme, c'est toujours du vent ! Le POI, NPA, LO : des maîtres brasseurs de vent !

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans une révolution, c'est que tous les rapports s'inversent du jour au lendemain au profit des travailleurs, il faut donc en profiter pour tout leur prendre aux capitalistes : terminés les privilèges, rien ne justifie l'exploitation, l'oppression ou comme on le voit clairement en Afrique du Nord, et du Moyen-Orient à la Corne de l'Afrique, la répression féroce faisant au total des milliers de morts. La lutte pour le pouvoir est engagée, place au socialisme !

Du coup je n'ai pas eu le temps de terminer ma réponse au courriel du camarade, qu'il m'en excuse, et cet après-midi, je dois faire des travaux chez moi, donc se sera pour demain.

Bon week-end à tous. Et vive la révolution socialiste internationale !

Politique.

1- France.

1.1- Impossible de le "**déminer**". Qui cela ? mais le régime !

27.000 €, ça fait cher le week-end pour aller en... Sarthe. Le vendredi 18 février 2011, François Fillon a utilisé un Falcon 7X au couleurs de la République pour se rendre à Solesmes, à mi-chemin entre Angers et le Mans où il possède un "*petit manoir*".

Mais pourquoi ne pas choisir le TGV ? Sablé-sur-Sarthe dispose d'une gare TGV. Du coup, le fief du Premier ministre est à une 1 h 20 de Paris-Montparnasse. Le voyage est un tout peu plus long qu'en Falcon (durée du vol : 1 heure), mais il est beaucoup plus économique.

Réponse de Matignon : "*Voyager en train obligerait les services de sécurité à déminer systématiquement le TGV, à l'aller comme au retour, causant de graves désagréments pour les passagers. Quant à la voiture, c'est une question de temps, et aussi de sécurité*".

Un raisonnement "*légèrement absurde*", ironise le quotidien qui s'est amusé à calculer le coût du même voyage en TGV et en voiture. En TGV, privatisé pour des questions de sécurité, l'aller-retour aurait coûté 5.800€. En voiture, 110 €, dont 40 € de péages. (Lepost.fr 24.02)

1.2- Manoeuvre et mensonge grossiers du Palais.

Mardi, des diaporamas, auparavant visibles, de la visite du guide libyen, en novembre 2007 à Paris, n'existaient plus sur le site officiel de la présidence, alors même que les clichés avaient été utilisés à l'époque par d'autres sites, comme *La Dépêche*.

L'Elysée, avait assuré n'avoir procédé à aucun retrait. "*C'est totalement faux ! Aucune photo de Kadhafi ou de qui que ce soit n'a jamais été enlevée du site de l'Elysée! C'est un mensonge. C'est une information fausse reprise sur Twitter*", avaient répondu les services présidentiels sur LesInrocks.com.

Sur Owni.fr, Jean-Marc Manach et Paul Larroutourou montrent, jeudi 24 février, des coïncidences de dates troublantes. Selon le site, plusieurs clichés montrant un Nicolas Sarkozy très complice avec Hosni Moubarak étaient présents sur le site le 12 février, mais avaient disparu le 14, deux jours après la fuite de Moubarak. Toujours selon le site, l'Elysée a reconnu une "*erreur*", et même demandé la liste des photos pour les remettre en ligne. (Lemonde.fr 24.02)

L"*erreur*, c'est que ces gens-là existent et continuent encore de sévir !

Commentaire d'internautes.

- Je ne sais si ces retraits sont avérés ou non. Si cela devait être le cas ce serait un aveu flagrant que ceux qui décident de notre politique étrangère sont des minables qui reconnaissent qu'ils se sont plantés mais qui n'assument pas leurs erreurs et en ont honte. Pathétique!

- Je crois que ce qui aura caractérisé ce quinquennat, c'est le mensonge!

1.3- C'est Cohn à dire !

Daniel Cohn-Bendit a indiqué ce jeudi sur LCI qu'il était "*pour Dominique Strauss-Kahn*" dans le cadre de la primaire PS. (L'express. fr 24.02)

Europe Ecologie-Les Verts (EELV) est assurément de "*gauche*", comme le FMI quoi !

2- Algérie. La fausse annonce.

Les marches resteront interdites à Alger malgré la levée de l'état d'urgence annoncée comme étant "*imminente*", a déclaré jeudi à la radio le ministre algérien de l'Intérieur, Dahou Ould Kablia. Il a aussi exclu pour le moment d'autoriser de nouveaux partis politiques.

"*Le moment ne paraît pas être venu pour autoriser les marches à Alger*", a-t-il dit, laissant entendre qu'en dehors de la capitale les manifestations seraient autorisées "*sous réserve (pour leurs organisateur) de présenter un dossier réglementaire trois jours avant*".

Et le ministre d'assurer que "*les marches ne sont pas interdites, elles sont soumises à autorisation*". "*Pour être autorisées, les marches doivent offrir le maximum de garanties quant aux risques*", s'est-il justifié.

En ce qui concerne la politique, il n'est pas envisagé pour le moment d'accorder de nouveaux agréments des partis, a-t-il dit, mais "*cela ne veut pas dire qu'ils ne le seront pas lorsque le moment apparaîtra opportun. Aucun agrément n'a été délivré pour l'instant*". (AP 24.02)

Cela ne signifie-t-il pas clairement que seuls les partis ayant fait allégeance au régime sont autorisés en Algérie, dont le PT d'Algérie ?

Mais non, mais non, qu'allez-vous imaginer camarade, selon le clone de Gluckstein, Lucien Gauthier, en page 5 du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, qui s'exprime comme s'il faisait partie de la direction du PT d'Algérie, son programme est calqué sur celui du POI, nous y reviendrons plus loin : "*Depuis une semaine, la presse française, très « française » et très « démocratique », ne cesse de marteler sur un clou : l'Algérie doit exploser*", quelle horrible perspective en effet, pourvu que rien ne change dans l'Algérie des généraux si "*démocratique*", la stabilité du régime policier doit être assurée coûte que coûte, le POI vole ainsi à son secours, pour conclure "*Pour sa part, le Parti des travailleurs d'Algérie poursuit son combat pour la défense des droits de la jeunesse et de la population algérienne contre l'impérialisme et tous ses agents subsidiaires*", Bouteflika et sa clique au pouvoir n'en feraient pas partie évidemment...

Louisa Hanoune, pour la direction du PT d'Algérie, s'emploie à tenter de justifier le refus de son parti à participer aux marches sur Alger des 12 et 19 février derniers sans convaincre personne, par le fait que les initiateurs à ces marches avortées seraient liés à l'impérialisme américain notamment et n'auraient pas l'intention d'instaurer un véritable « *changement démocratique* ». en Algérie.

Qu'entend-elle par là ? La prise du pouvoir par la classe ouvrière en Algérie ? Ce n'est pas vraiment l'objectif de ce parti, on en sera parfaitement convaincu en lisant la suite, pire, au fil de son argumentation elle ne peut pas s'empêcher de faire allégeance au gouvernement qu'elle soutient.

Il n'est pas si mal que cela ce gouvernement "*les décisions du Conseil des ministres, certes insuffisantes, mais (comporte) des mesures importantes sur le terrain des libertés, de l'emploi et du pouvoir d'achat*" que demande le peuple franchement, merci monsieur Bouteflika pour vos largesses. Et puis voyez-vous cela "*les solutions nationales* (mises en oeuvre par le gouvernement - note du site) *contrarient ses projets*" (ceux du RCD - note du site) parce qu'ils sont bons, la preuve, le peuple en redemande encore et soutient votre cher président, en réalité, que la vie est belle en Algérie. Et d'en rajouter une couche "*Est-il besoin de rappeler que le RCD a voté contre toutes ces décisions ?*", pourquoi, parce que le PT d'Algérie les a votées comme un seul homme à la suite du parti au pouvoir ? Quelle belle solidarité, admirable ce parti "*ouvrier*" !

Il y a pire encore et ce n'est pas terminé, voilà qu'elle justifie le refus du gouvernement d'autoriser les manifestations dans Alger, car elles seraient une "*source de confusion supplémentaire et dessert les intérêts de la nation*" dirigée par Bouteflika et certainement pas pour le compte des masses exploitées, faut-il le rappeler. Autrement dit, le PT d'Algérie et avec lui le POI prennent position ouvertement pour le maintien de l'état d'urgence instauré en 1992 et prennent ainsi la défense du régime en place, bref, une position purement réactionnaire.

Ce qui vient de se passer ici est extrêmement grave camarades du POI, mais pas franchement étonnant, vous avez sous les yeux la preuve que les intentions que vous prêtez à vos dirigeants ne correspondent pas vraiment avec la réalité, avec ce qu'ils sont réellement. La suite confirme malheureusement que je ne m'étais pas trompé (et je ne suis pas le seul militant dans ce cas-là) à leurs sujets.

Louisa Hanoune précise en quoi consisterait une Assemblée constituante "*forte de la confiance du peuple*" toutes classe confondues, à la suite d'élections auxquelles participeraient toutes les classes et toutes les couches de la société indistinctement, puisqu'il ne serait pas possible de trier ceux qui y participeraient en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent, contrairement à l'élection d'un conseil national des comités populaires révolutionnaires à laquelle ne participeraient

que les travailleurs et les partis engagés dans le combat révolutionnaire pour abolir le régime en place et instaurer un Etat ouvrier, ainsi l'Assemblée constituante concoctée par le PT d'Algérie et le POI serait en réalité une entreprise contre-révolutionnaire s'opposant à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, l'Assemblée constituante est un mot d'ordre en apparence révolutionnaire, alors qu'en réalité il a un contenu réactionnaire. Cette auguste assemblée aurait pour objectif de procéder à "*l'expropriation des fortunes mal acquises*", parce qu'ils y en auraient qui seraient forcément bien acquises, de mieux en mieux, pas touche à celles-ci, le PT veille au grain, et c'est ainsi que par la voix du Saint-Esprit "*la paix restaurée (ouvrirait) la voie à l'avènement de la démocratie véritable !*", la paix entre les classes, un véritable miracle, plutôt un mirage aux alouettes pour tromper les plus naïfs.

Et pour finir la cerise (venimeuse) sur le gâteau : "*Le comité central appelle à l'intensification de la campagne de signatures autour de la lettre au président de la République pour renforcer la mobilisation dans notre pays, dans le cadre de la souveraineté nationale*", pour le coup Bouteflika lui-même va la signer ! Et comme toute politique opportuniste peut difficilement camoufler ses propres contradictions à travers lesquelles transpirent les réelles intentions de leurs auteurs, le PT d'Algérie bénéficie d'un traitement de faveur de la part du régime et a pignon sur rue, et pour cause, il réclame dans cette pétition "*l'ouverture des médias lourds* (parce que les médias "*légers*" à l'instar de Fraternité, le journal du PT, peuvent s'exprimer librement, ce qui est évidemment difficilement explicable en dehors de leur complicité avec le régime - note du site) *au débat, pour en finir avec les institutions héritées du système de parti unique et de la tragédie nationale* (Bouteflika va s'en charger, comme si chaque classe vivait de la manière cette "*tragédie*" - note du site), *par la restitution de la parole au peuple* (on se demandera au passage quelle parole représente le PT, apparemment il s'exprime librement - note du site), *pour qu'il définisse la réforme politique à même d'instaurer la démocratie véritable* (là le PT s'en remet ouvertement à Bouteflika pour réaliser cette "*réforme politique*", un aveu - note du site), *lui permettant de choisir ses vrais représentants dans les assemblées élues dans des élections anticipées, libres et démocratiques consacrant une séparation franche entre les affaires et la politique, le respect du mandat.* (vous avez là la véritable nature de ces "*assemblées d'élues*" convoquées par le régime - note du site)." Accablant pour le PT et le POI.

Le camarade proche ou adhérent du POI qui m'a adressé un courriel il y a 3 jours écrivait notamment : "*aujourd'hui je suis en désaccord avec le pt algérien qui devrait se mobiliser contre le gouvernement mais est ce une raison pour rompre en ce moment avec l'entente intern des travailleurs*". S'il avait un doute, en a-t-il encore aujourd'hui, pas seulement vis-à-vis de la politique du PT d'Algérie, mais du POI, envers les véritables intentions des dirigeants de ce parti ? Est-il encore permis d'avoir un doute après ce qu'on vient de lire, franchement n'est-ce pas suffisamment clair pour en avoir une idée précise ?

3- Egypte.

L'armée égyptienne a promis jeudi d'être vigilante face aux efforts supposés de certains proches d'Hosni Moubarak pour se maintenir au pouvoir, ce que les manifestants qui ont provoqué le départ de l'ancien président qualifient de "contre-révolution".

Le Conseil suprême des forces armées, qui a pris les rênes de l'Egypte après la démission de Moubarak le 11 février, a assuré qu'il prenait toutes les mesures nécessaires pour répondre aux revendications de la population.

Relevant l'emploi d'expressions telles que "*contre-révolution*" par certains opposants à Hosni Moubarak, il a aussi dénoncé des "*tentatives de créer des divisions*".

"*Il n'y aura pas de retour au passé. L'objectif suprême consiste désormais à répondre aux espoirs et aux aspirations du peuple*", écrit le conseil sur sa page Facebook.

Une manifestation est prévue vendredi au Caire pour exiger le limogeage de l'actuel gouvernement, dans lequel les portefeuilles de la Défense, de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires étrangères restent confiés à des personnalités nommées par Hosni Moubarak avant son départ.

Les organisateurs de ce rassemblement réclament la formation d'un gouvernement de technocrates afin de marquer une rupture claire avec les caciques de l'ancien régime.

"*La rue est en colère contre tout ce qui se rapporte à Moubarak et cela nous horripile de voir ses partisans rester aux manettes*", a dit Yahya Sakr, du mouvement de la Jeunesse du 25-Janvier.

Sameha Metouali, une autre contestataire utilisant le terme de "*contre-révolution*", a déclaré à Reuters : "*Vendredi est une nouvelle journée de manifestation qui va rassembler les Egyptiens ayant courageusement renversé Moubarak mais qui poursuivent la lutte parce que des survivants de l'ancien régime tentent de s'accrocher et de ruiner la révolution.*"

Si nombre d'anciens ministres ou d'hommes d'affaires proches du président déchu font désormais l'objet d'enquêtes, beaucoup d'autres ont jusqu'ici été épargnés.

La télévision publique a rapporté jeudi soir que les autorités avaient libéré 189 prisonniers, dont 159 étaient incarcérés pour délit d'opinion. (Reuters 24.02)

4- Russie.

Vladimir Poutine, Premier ministre russe, a mis en garde jeudi l'Occident contre des ingérences dans les révoltes populaires balayant actuellement le monde arabe, affirmant qu'elles favoriseraient la mise en place de régimes extrémistes. (Reuters 24.02)

La semaine dernière Medvedev a tenu exactement le même discours regrettant à demi-mot la chute des dictateurs Ben Ali, Moubarak et peut-être demain Kadhafi. Ils devaient se sentir plus à l'aise en famille !

Social.

1- Chômage : quand Xavier Bertrand délire.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A a baissé de 0,7% pour s'établir à 2.703.200 fin janvier en France métropolitaine, soit 19.300 demandeurs d'emploi de moins. Sur un an, la hausse est de 1,4%.

En ajoutant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), le chiffre est stable, avec 300 demandeurs de moins, à 4.045.200 en France métropolitaine et 4.303.700 avec les départements d'Outre-mer. Sur un an, la hausse est de 4,4%.

"Xavier Bertrand, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé considère ces chiffres comme encourageants mais rappelle que le mouvement de baisse doit maintenant se confirmer", lit-on dans un communiqué du ministère.

Le syndicat CFDT juge au contraire que cette baisse est en "*trompe-l'oeil*". "*Les 19.000 chômeurs en moins correspondent en réalité aux 18.000 radiations supplémentaires par rapport au mois précédent*", écrit-il dans un communiqué. (Reuters 24.02)

2- Patron voyou.

On en rigolerait bien si le sujet n'était pas aussi grave, la veille Bertrand avait déclaré sur TF1 : «*Les chiffres définitifs seront connus demain soir (jeudi) mais la baisse du chômage aura été importante au mois de janvier*», et d'ajouter «*Je ne me satisfais pas de ce seul résultat même s'il est bien meilleur que les mois précédents*», les 4 ou 5 millions de chômeurs apprécieront !

Lundi, en venant travailler, les dix-huit salariés de ce magasin de prêt-à-porter, dans le centre-ville de Grenoble, en Isère, ont trouvé porte-close.

Le magasin était fermé et le patron invisible depuis deux semaines, précise Le Parisien.

"*On n'a aucun préavis, aucune lettre de licenciement. Du coup, on se retrouve du jour au lendemain sans salaire, sans possibilité de percevoir des indemnités et dans l'impossibilité de se présenter à Pôle emploi. C'est scandaleux. Il nous traite comme des moins que rien*", témoigne dans Le Parisien, Fanny, une vendeuse du magasin.

Les salariés ont assigné leur patron devant les prud'hommes. L'audience est prévue pour le 16 mars. (Lepost.fr 24.02)

3- Habitation.

Près de 18% des Européens, soit une personne sur six, vivaient dans un logement surpeuplé en 2009, selon des données publiées mercredi par le bureau européen des statistiques Eurostat. (Lefigaro.fr 24.02)

4- Les pauvres toujours plus nombreux et plus pauvres.

Plus de 56% des Français craignent que leur pouvoir d'achat baisse dans les semaines qui viennent, selon un sondage publié jeudi. Pourtant, le pouvoir d'achat mesuré par l'Insee (1) suit une tendance de légère hausse.

Comment expliquer dès lors ce grand décalage entre le pouvoir d'achat mesuré par l'Insee et celui que perçoivent les Français?

«*Les prix de certains produits comptent beaucoup plus que d'autres dans la perception du pouvoir d'achat*», note Fabrice Lengart, chef du département des comptes nationaux à l'Insee. L'augmentation des prix de produits quotidiens, comme la baguette de pain ou le plein d'essence aura en effet un fort impact sur la perception des prix. «*La portée psychologique de ces produits est très importante*», confirme Alexander Law, économiste chez Xerfi, citant le carburant, «*un des seuls biens dont le prix est affiché*

en grands caractères le long de toutes les routes de France».

Or ces dépenses courantes de produits alimentaires ou de carburant ne représentent que 30%, en moyenne, du budget des Français.

«*Cet instrument de mesure n'est qu'un indicateur, et reste une moyenne. Il ya bien sûr des personnes pour qui le pouvoir d'achat est en berne*», note toutefois l'économiste de l'Insee. Les personnes qui consacrent une large part de leurs revenus aux dépenses alimentaires et à l'essence vont ainsi voir leur pouvoir d'achat largement amputé. Or ce sont en majeure partie des personnes pauvres. Ainsi, le premier quintile de revenus en France, c'est à dire les 20% des Français aux plus faibles revenus, consacrent déjà 14,9% de leurs revenus pour l'énergie contre 5% pour les Français aux plus hauts revenus, et dépensent plus de 20% de leur budget en produits alimentaires, contre 15% pour le reste des Français. La hausse des prix risque donc bien d'accroître les inégalités sur ces produits, ainsi que la précarité énergétique. (20minutes.fr 24.02)

Commentaire d'internautes.

- Contrairement à l'Insee, j'achète une baguette de pain, un litre de lait ou un kilo de patates tous les jours, un plein de carburant et l'imagin'R du gosse toutes les semaines. Les charges, le loyer, le gaz, l'électricité, les impôts, tous les mois. La machine à laver ou le téléviseur tous les 20 ans. Normal que nous n'ayons pas la même perception des choses. La baisse de prix de ce que je n'achète pas, ça me change pas beaucoup la vie. Mais je vais expliquer à mon banquier que puisque les prix n'ont pas augmenté, mon découvert doit être fictif.

- C'est vrai que le prix de l'essence n'a que doublé en sept années, la distance entre domicile et travail a elle aussi doublée, doublée également les nouvelles charges, internet, pc, téléphone mobile, en fait il faudrait que certains Français se passent d'une certaine modernité et redeviennent des gueux admirables et pathétiques.

Economie.

1- Automobile. Contrairement aux États-Unis, l'Europe n'a pas pris prétexte de la crise automobile violente pour se restructurer et ajuster ses capacités à une demande qui devrait stagner en 2011 après la fin des dernières primes à la casse.

Seuls deux constructeurs européens ont eu jusqu'ici recours à des fermetures d'usines. Opel (groupe General Motors) a fermé l'an dernier son usine belge d'Anvers, et Fiat a pris la même décision concernant son site de Sicile.

Si le centre de gravité du marché s'est déplacé vers l'Asie, les constructeurs et équipementiers emploient toujours directement quelque 2,3 millions de personnes en Europe, et représentent quelque 12 millions d'emplois indirects, selon l'Accea (Association des constructeurs européens d'automobiles).

Au pays de Ford, General Motors et Chrysler, une restructuration drastique a été jugée incontournable. Selon le Center for Automotive Research, basé dans le Michigan, les trois géants de Detroit prévoient d'avoir fermé 57 usines aux États-Unis et au Canada entre 2005 et 2012. A ce jour, les "Big Three" ont supprimé 134.000 emplois environ en Amérique du Nord depuis la fin 2006.

Sur le Vieux Continent, les surcapacités sont devenues structurelles en Europe occidentale. Dans son dernier panorama de l'industrie, Euler Hermes estimait qu'en France, le taux d'utilisation des capacités était remonté fin 2010 à 65%, après être tombé à moins de 50% en décembre 2008, au plus fort de la crise, mais qu'il n'avait toujours pas retrouvé son niveau de la fin 2005, quand il dépassait 80%.

"Début 2010, seulement 30% de la production des constructeurs français se déroulaient dans l'Hexagone, contre 52% en 2005, année marquant le début de la vague de délocalisations qui a suivi l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe de l'Est", ont souligné les analystes de la compagnie d'assurance-crédit.

PSA a délocalisé 107 et C1 en République tchèque, dans l'usine de Kolin qu'il possède avec Toyota, dès le printemps 2005. Du côté de Renault, l'année avait été marquée par la commercialisation en Europe de l'Ouest de la Logan, fabriquée à Pitesti, en Roumanie, une usine qui tourne aujourd'hui à la limite de ses capacités.

D'autres délocalisations ont suivi en Slovaquie et en Espagne pour PSA, en Slovénie et en Turquie pour Renault. (Reuters 24.02)

2- Le FMI au service de l'impérialisme américain.

Le Fonds monétaire international a révélé mercredi sa proposition controversée pour soutenir l'économie de la planète: aider les États-Unis à réduire leurs déficits vis-à-vis des autres pays en permettant au dollar de se déprécier.

Cette suggestion figure dans une note aux ministres des Finances et banquiers centraux des pays riches et émergents du G20, qui étaient réunis à Paris vendredi et samedi.

«Une nouvelle dépréciation effective du taux de change du dollar contribuerait à une baisse durable du déficit des comptes courants des Etats-Unis vers un niveau plus en conformité avec les fondamentaux de moyen terme, apportant un soutien à une croissance plus équilibrée», affirme le Fonds dans cette note.

Le niveau adéquat du dollar est un sujet controversé entre économistes, banquiers centraux et gouvernements. Aux Etats-Unis, une opinion répandue est qu'il devrait baisser pour aider à combler le déficit commercial.

Ailleurs, des économistes dénoncent les effets pervers de chaque baisse de la grande monnaie de réserve du monde: hausse des cours des matières premières, tensions commerciales, incertitudes pour les entreprises, ou encore spéculation sur les monnaies des pays émergents. (20minutes.fr 24.02)

Commentaire d'un internaute.

- La baisse du dollar aurait comme autre vertu d'affaiblir les réserves de la Chine, d'alléger la dette de certains pays (les USA en tête). Mais elle rendrait la situation de l'euro intenable.

Le 26 février

J'ai rectifié le titre d'un article de presse : *Les exportations d'armement de la France en 2009* (août 2010). Elle a de la gueule la page d'accueil du site, non ? De quoi avoir le moral au beau fixe !

Réduits à la misère, sans avenir, baillonnés, terrorisés, réprimés, les peuples soumis au talon de fer du capital se soulèvent et refusent d'être réduits en esclavage plus longtemps. Mais pour en arriver là, il aura fallu y mettre le paquet, que les Ben Ali, Moubarak, Kadhafi et Cie. chargent la barque au maximum... pour qu'enfin elle coule. Il aura fallu le déclic, qu'un jeune diplômé au chômage et mal traité par la police s'immole en Tunisie, la goutte d'eau qui a fait débordé le vase, l'étincelle qui a déclenché l'incendie salutaire qui depuis s'est répandue sur une région stratégique riche en gaz et en pétrole pour le capitalisme mondial.

Les différents impérialistes n'ont pas pu éviter cet embrasement à leurs portes, comme ils sont impuissants à les faire refluer. Ces peuples les honnissent littéralement pour en avoir été les victimes sous la colonisation, qui d'une certaine manière - sur le plan économique - n'a jamais cessé, par le biais du pillage de leurs richesses par leurs multinationales et leur soutien à tous les dictateurs qu'ils ont armés.

Oui les peuples opprimés ont de la mémoire, et quand ils présentent la note à leur bourreaux, elle n'a pas forcément la couleur d'une révolution de palais ou le parfum d'une fleur, elle est naturellement salée, elle a la couleur et l'odeur du sang de leurs innocentes victimes, des générations de travailleurs et leurs familles broyées par des régimes tyranniques pendant des décennies.

Toutes ces dictatures policières ou militaires étaient vouées à durer pour l'éternité, n'étaient-elles pas réputées toutes puissantes et invincibles, tout comme le système capitalisme, pour finalement être balayées en quelques semaines à peine. Impensable encore la veille, à peine croyable, les plus crédules n'en croient pas encore leurs yeux et leurs oreilles, ceux qui en France se lamentent sur leur sort et ils sont nombreux, mais qui immédiatement après ajoutent, "on n'y peut rien, c'est comme ça", vont peut-être se poser des questions et y réfléchir à deux fois avant de se résigner et renouer avec l'espoir qu'il est possible de changer la société, car ce genre de discours fataliste va passer de moins en moins bien, injustifiable hier, il est devenu insupportable aujourd'hui, sauf à s'avouer ignare ou poltron ou les deux à la fois. Et parmi ceux qui vont remettre en cause cette fichue fatalité, il va forcément s'en trouver des dizaines, des centaines de milliers qui vont se mettre en quête d'une voie politique pour concrétiser leur nouvelle certitude, et dans leurs rangs il va s'en trouver pour adhérer directement à la révolution comme méthode pour renverser le régime en place. La dynamique révolutionnaire est enclenchée, à nous de l'alimenter pour qu'elle ne faiblisse pas et s'étende au reste du monde.

Jamais depuis plus d'un demi-siècle ils n'auront entendu prononcer aussi souvent le mot révolution, il est sur toutes les lèvres, il incarne le changement radical tant promis par les uns et les autres et qui ne s'est jamais réalisé, le changement qu'ils plébiscitent à chaque élection pour qu'ensuite la vie continue comme avant. Là sous leurs yeux, ils peuvent observer ce qu'il faut faire pour que ce changement se produise enfin et mette fin à l'engrenage infernal de la régression sociale : une révolution et en finir avec le régime en place. Oui, dissoudre et interdire l'UMP et le FN !

Hier encore les militants révolutionnaires passaient pour de furieux utopistes ou de doux rêveurs épris d'humanisme, et voilà que les faits leur donnent raison, voilà que le vieux monde pourri est bousculé, se fissure, commence à s'écrouler... Avions-nous

donc raison de prédire sa chute ? Evidemment, il faut le dire, le clamer haut et fort car personne ne le fera à notre place, pensez donc, les ennemis de la classe ouvrière et de la révolution sont terrorisés en voyant ce qui se passe actuellement de l'autre côté de la Méditerranée. A l'occasion, mettons le paquet sur le marxisme et le socialisme, pointons du doigt les pessimistes, les sceptiques, les capitulards...

Demain, avec l'avènement de régimes plus démocratiques en Tunisie, Egypte, Lybie, etc, c'est l'oppression exercée par l'Etat sioniste d'Israël sur le peuple palestinien depuis plus de 63 ans, qui va apparaître aux yeux des peuples du monde entier comme un anachronisme, une véritable dictature intolérable. C'est l'ordre mondial tout entier qui est menacé de s'écrouler sous les coups de boutoir de la révolution et de la crise qui mine le capitalisme.

Kadhafi se dit révolutionnaire, plus personne ne l'écoute, les révolutionnaires sont dans la rue pas retranchés dans un palais, et quand les représentants du capitalisme prétendent soutenir les peuples en marche vers leur émancipation, personne ne les écoute non plus, en dehors de ceux qui ont lié leur destin à la survie du capitalisme, en France l'UMP, le PS et ses satellites.

Rendre compte et commenter les soulèvements révolutionnaires des peuples, c'est bien, les aider à en tirer tous les enseignements, c'est mieux, pas seulement sur le plan strictement politique ou pas forcément en les abordant au départ sous un angle politique, en partant de leur état d'esprit, puisque les travailleurs manifestent une profonde aversion envers la politique et se méfient de tous les partis. Le plus important n'est pas que les travailleurs adhèrent à notre discours, mais qu'on leur donne envie ou qu'ils ressentent le besoin de faire de la politique, de s'organiser et de prendre leur destin en mains.

La bonne nouvelle du jour.

La consommation des ménages est repartie à la baisse (- 0,5 %) en janvier, malgré les soldes. Et avec la nouvelle flambée des prix du pétrole, cette tendance risque de durer. (20minutes.fr 25.02)

Pourvu qu'ils disent vrai !

Laissons-lui le temps de massacrer son peuple et d'organiser sa fuite...

- L'Union européenne a annoncé vendredi qu'elle prendrait une décision en milieu de semaine prochaine au plus tard sur l'imposition de sanctions à la Libye.

- Les Etats-Unis ont décidé d'adopter des sanctions unilatérales contre le gouvernement du colonel Mouammar Kadhafi.

- Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a quant à lui engagé le Conseil de sécurité à agir rapidement sur un projet de sanctions internationales visant à obliger les dirigeants libyens à mettre fin à leur violente répression. (20minutes.fr 25.02)

Remarquez bien qu'on ne demande absolument rien à ces représentants du capital, on prend acte de leurs positions et on les interprète.

L'heure est au combat résolu classe contre classe plus que jamais, on va amplifier la chasse aux opportunistes de tous poils, les travailleurs qui sacrifient leurs vies actuellement en Lybie, au Yémen, en Tunisie et ailleurs méritent bien cela, non ?

Politique.

Islande.

L'Islande organisera le 9 avril un référendum pour approuver ou pas un nouvel accord dans le dossier Icesave, a annoncé le ministère de l'Intérieur vendredi.

Le président islandais Olafur Grimsson a imposé dimanche dernier la tenue d'un nouveau référendum sur un remboursement de cinq milliards de dollars (3,8 milliards d'euros) à la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas.

Lors du précédent référendum, la vaste majorité des quelque 200.000 votants avait rejeté un premier plan de remboursement.

L'agence de notation Moody's a annoncé mercredi dernier que la note de crédit de l'Islande pourrait être abaissée si le "non" l'emportait.

"Si l'accord est rejeté, nous déclasserons sans doute la note de l'Islande à Ba1 ou au-dessous, compte tenu des répercussions négatives qui s'ensuivraient pour la normalisation économique et financière du pays", a écrit l'agence de notation

dans un communiqué.

Moody's ajoute que, dans le cas contraire, elle relèverait sans doute la perspective de la note actuelle - Baa3 - à stable contre négative. (Reuters 25.02)

Après les précédents français et irlandais où le non l'avait emporté lors des référendums organisés sur le TCE en 2005, mais avaient été annulés et piétinés par les chefs d'Etat et les parlementaires de ces pays, c'est au tour d'Olafur Grimsson de vouloir imposer un nouveau référendum au peuple islandais pour le compte des capitalistes britanniques et hollandais, sur fond de chantage des agences de notation. A bas la dictature démocratique des banquiers, vive la dictature démocratique des travailleurs !

Social.

1- La justice est dans la rue, l'injustice siège au Palais.

La coordination nationale des organisations de professionnels de la justice appelle vendredi à une manifestation nationale le 29 mars prochain à Paris afin d'obtenir des engagements "*sérieux sur de nouveaux moyens pour la justice*".

Cette coordination regroupe 22 organisations, dont le Syndicat de la magistrature, l'Union syndicale de la magistrature, la CGT pénitentiaire et l'Association nationale des juges d'application des peines (ANJAP).

Dans un communiqué, elle regrette que le cabinet du ministre de la Justice Michel Mercier n'ait reçu vendredi qu'une partie des organisations professionnelles, sur la seule question de l'organisation de certains services.

Elle exige que toutes les organisations soient reçues "*ensemble*" afin de "*discuter d'une approche globale du service public de la justice*". La coordination demande par ailleurs des "*réponses sérieuses en terme de moyens humains et financiers*", déclarant ne pas tolérer que "*les pouvoirs publics (...) s'obstinent à nier la gravité de la situation*".

Les organisations appellent à une manifestation nationale unitaire le 29 mars à Paris et "*invitent tous les citoyens à les rejoindre*". (AP 25.02)

2- Les marins de la Société nationale Corse Méditerranée toujours en grève.

En grève depuis le 30 janvier, les marins de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) ont annoncé vendredi qu'ils poursuivaient leur mouvement, tout en manifestant leur inquiétude quant à la survie de la compagnie.

Ils ont souhaité que l'Etat, détenteur de 25% du capital, organise une table ronde pour sortir du conflit, déclenché après l'annonce de l'arrêt de la liaison entre la Corse et Nice par le navire à grande vitesse "*Liavone*".

Le trafic est depuis totalement paralysé.

"*Nous sommes face au dépeçage de la compagnie*", a dit Frédéric Alpozzo, secrétaire de la CGT de la SNCM, lors d'une conférence de presse.

Il a dénoncé "*la vente prévue de navires et de biens immobiliers de la compagnie au profit des actionnaires, qui va causer un cataclysme social sans précédent dans les prochaines semaines*" et estimé que "*l'Etat actionnaire et opérateur industriel doit protéger l'emploi et l'intérêt général*".

Le conflit social a commencé le 30 janvier à l'appel de la CGT et du Syndicat autonome des marins.

Veolia Transport est l'actionnaire majoritaire de la SNCM avec 66% du capital. (Reuters 25.02)

Les agents de Pôle Emploi transformés en police des frontières

Des salariés de Pôle Emploi Midi-Pyrénées, qui ont reçu une note demandant de vérifier l'authenticité des pièces d'identité des demandeurs d'emploi, dénoncent une "*politique de flicage*", a-t-on appris vendredi auprès des syndicats. La CGT, Sud et SNU/FSU saisiront lundi le tribunal administratif de Toulouse.

"*Les agents de Pôle Emploi refusent de devenir des auxiliaires de la police de l'Air et des Frontières (...) et considèrent que leur mission ne saurait être assimilée à une fonction policière dans le cadre de la chasse aux étrangers*", souligne un communiqué des syndicats CGT, Sud et SNU/FSU.

Dans une note interne, intitulée "*L'inscription des demandeurs d'emploi dans le cadre de l'Entretien, inscription, diagnostic (IED)*", il est précisé que les agents de Pôle Emploi doivent "*vérifier l'authenticité de la pièce présentée à la lampe à UV. Cette vérification s'effectue en dehors de la présence du demandeur*".

Les salariés de Pôle Emploi contrôlent légalement la validité des cartes d'identité et des cartes de séjour des demandeurs d'emploi mais refusent de devoir se prononcer sur l'authenticité de ces documents d'identité.

La direction générale de Pôle Emploi Midi-Pyrénées confirme l'existence de cette directive nationale mais précise qu'elle n'est pas spécifique à Pôle Emploi. Elle fait partie de la loi adoptée le 10 septembre 2007 contre la fraude aux prestations sociales.

"*Cette vérification de l'authenticité des pièces d'identité fait partie de ce qu'on attend d'un agent qui effectue une inscription. Si un doute subsiste sur ce document, il doit faire remonter le dossier auprès de la direction générale*", observe la direction générale de Pôle Emploi.

"*Pôle emploi se doit d'effectuer ces vérifications pour éviter tout problème vis-à-vis d'un éventuel employeur*", précise-t-elle.

L'avocat des salariés, Pascal Nakache, estime cette disposition "*illégale*". "*Il y a une disproportion entre les mesures mises en place et la réalité des fraudes*", déclare-t-il. (AP 25.02)

Le 27 février

Deux brèves causeries.

1- En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire pour prendre la direction des soulèvements révolutionnaires et indiquer au prolétariat les tâches et objectifs politiques qu'il doit se fixer pour avancer vers la prise du pouvoir, c'est la jeunesse révolutionnaire qui forme le gros des bataillons de la révolution et l'alimente tout en bousculant les calculs intéressés des partis d'opposition liés au régime en place, qui de leur côté se satisferaient bien de quelques réformes démocratiques et d'un partage du pouvoir avec les monarques ou dictateurs.

C'est ce qui ressort de la situation et qui a été confirmé par un journaliste de 20minutes.fr au sujet de Bahreïn :

"*Les revendications de l'opposition ne vont pas aussi loin (que la chute du régime exigée par les jeunes - note du site) : toutes tendances confondues, elle demande de profondes réformes pour établir une véritable monarchie constitutionnelle*" et d'ajouter :

"*De retour de son exil londonien, Hassan Machaimaa, leader d'un autre groupe de l'opposition chiite, a appelé à l'unité nationale et prôné un dialogue entre les opposants et les jeunes manifestants de la place de la Perle pour s'entendre sur les revendications avec les tractations avec le pouvoir.*" (AFP-20minutes.fr 26.02)

2- Quelles que soient les revendications politiques avancées par les travailleurs et jeunes qui se sont soulevés contre les dictateurs, cela va de l'élection du Premier ministre au suffrage universel à la constitution d'une monarchie constitutionnelle à l'espagnol, jusqu'à la chute du régime et la constitution de leur propre pouvoir, fédération des comités révolutionnaires ou Assemblée constituante, chaque fois ces peuples manifestent la volonté de décider de leur destin et d'assumer à cet effet la direction de leurs pays et de n'en laisser le soin à personne d'autres. Sauf qu'il leur manque la maturité politique suffisante et la claire compréhension du processus révolutionnaire qui pourrait les porter au pouvoir, qui nécessite de se fixer comme objectif la rupture totale avec le régime en place, avec le capitalisme et l'impérialisme, deux qualités qui leur font défaut, tout comme le parti marxiste-révolutionnaire qui les aurait développées.

Ainsi ces travailleurs indiquent que la véritable démocratie ne peut pas exister s'ils ne la contrôlent pas et n'en sont pas partie prenante au pouvoir. Que disent-ils par là : la démocratie c'est nous et personne d'autres, sans nous la démocratie n'existe pas. Et encore : la démocratie doit être subordonnée ou reflétée nos besoins, sinon elle incarne ceux des capitalistes. Un formidable enseignement a médité pour les travailleurs des pays occidentaux englués dans des démocraties de façade, où en réalité la démocratie est réduite à une peau de chagrin faite de sueur et de larmes au quotidien ou elle n'existe en réalité que pour la classe dominante.

A notre époque, le prolétariat et sa jeunesse sont éduqués dans la plupart des pays, ils disposent d'outils pour mieux comprendre comment fonctionne la société, société qui a développé une multitudes de besoins et qui dans sa forme actuelle leur interdit d'y accéder ou de les satisfaire, ce qu'ils ressentent légitimement comme une profonde injustice au-delà de leur situation sociale précaire ou misérable. Ils aspirent à la démocratie sans être capable d'en donner un contenu (de

classe) suffisamment précis pour qu'elle ne soit pas en réalité sa négation.

Dans les pays comme la France, la démocratie apparaît de plus en plus comme une et indivisible, comme l'expression ou la forme du pouvoir exclusif exercé par une classe sur une autre, au détriment des intérêts de la classe qui ne détient pas le pouvoir, sa véritable nature de classe apparaît au grand jour, une dictature de classe de fait, le masque tombe, elle ne peut plus supporter de partage entre les classes à l'époque où le capitalisme s'est développé dans des proportions gigantesques à l'échelle de la planète sans remettre en cause la domination et la place que se disputent les différents capitalistes sur le marché mondial, de même que ses propres contradictions la mine et la condamne à disparaître au profit d'une démocratie infiniment plus large exercée par les travailleurs qui constituent la majorité de la population.

Toutes les formes de domination ou de pouvoir de la classe dominante dans le monde sont devenues obsolètes et contestées, insupportables à tous les peuples qui se soulèvent ou vont se soulever pour les renverser, cela va de la dictature policière ou militaire à la dictature démocratique parlementaire en passant par les monarchies constitutionnelles ou non et les dictatures à parti unique.

Depuis la moitié ou la fin du XIX jusqu'au début des années 80-90 au XXe siècle, le capitalisme mondial a connu une longue période de stabilité relative cependant entamée par des guerres et des révolutions, grâce à la colonisation et au pillage des richesses des peuples en Afrique, en Asie et en Amérique latine, continents qu'il s'est employé à balkaniser en une multitude d'Etats pour mieux les opposer entre eux, les asservir, les garder sous sa domination, surexploiter leur main d'oeuvre et piller leurs ressources ou matières premières, afin que les Etats capitalistes dominants puissent satisfaire les besoins qu'ils avaient développés - le capitalisme a impérativement besoin de développer sans cesse de nouveaux besoins pour survivre, autrement dit, que le niveau de vie de leur population puisse continuer de croître ou satisfaire les revendications sociales pressantes de leurs travailleurs tout en leur permettant de consommer davantage (car si la plus-value qu'encaisse le capitaliste est bien produite à la base des rapports de production, pour qu'elle tombe dans son escarcelle faut-il encore que ses marchandises soient accessibles et trouvent preneurs, c'est dans ce sens que les économistes bourgeois disent par exemple que l'économie d'un pays dépend à 70% de sa consommation), et qu'ils conservent leur place sur le marché mondial.

Mais voilà qu'aujourd'hui tous les peuples réclament leur dû et aspirent à la même qualité de vie que dans les pays capitalistes dominants, exigent des réformes sociales (instruction, santé, habitation) incompatibles avec la survie même du capitalisme sur lesquelles viennent se greffer des revendications politiques remettant en cause le pouvoir de tous les régimes tyranniques en place.

Comment le capitalisme dominant (et le capitalisme de manière générale) pourrait-il conserver son pouvoir si sur tous les continents les besoins sociaux des travailleurs venaient à être satisfaits ? Impossible, car d'une part la plus-value réalisée fondrait comme neige au soleil une fois la rémunération de la force de travail considérablement augmentée pour permettre aux travailleurs de satisfaire leurs besoins élémentaires, qui ne cesseraient de croître à leur tour conformément à ce qu'ils exigent et à l'évolution du capitalisme, d'autre part, une fois que leurs profits auraient été fortement revus à la baisse, il lui serait impossible de maintenir sa place sur le marché mondial, il serait concurrencé par le capitalisme des pays dominés qui possèdent les matières premières et demain prendront le contrôle de ce marché, des pays aussi plus peuplés, de plus, en ne pouvant plus tirer des profits gigantesques des peuples surexploités des pays dominés, les Etats capitalistes dominants ne seraient plus en mesure de financer les revendications sociales de leurs propres classes ouvrières ni même de maintenir le niveau de vie actuelle de leurs peuples, ils seraient voués à une dégénérescence ou décomposition sans fin, ce qui est impensable à imaginer un seul instant du point de vue d'un capitaliste.

En conclusion, ils peuvent retourner le problème dans tous les sens, les revendications sociales et politiques de ces peuples sont incompatibles avec l'existence et les contradictions du système capitaliste, elles conduisent à son explosion, à des révolutions et à son abolition à l'échelle de l'humanité. L'heure du combat final et du socialisme a sonné !

Politique.

1- Irlande.

C'est une lourde défaite pour le gouvernement irlandais. Le parti d'opposition Fine Gael a remporté les élections législatives, mais sans réunir une majorité absolue, selon l'enquête diffusée par la radio-télévision publique RTE. Un résultat qui confirme le naufrage du gouvernement sortant.

Le Fine Gael (centre), principal parti d'opposition, recueille 36,1% des suffrages, selon ces chiffres. Il s'agit là de son meilleur résultat depuis novembre 1982. Mais ce chiffre est quelque peu décevant par rapport à de nombreux sondages qui prévoyaient un score plus proche de 40%.

Le parti ne devrait donc pas être en mesure de réunir une majorité absolue de députés, selon la RTE dont le sondage ne donne pas de projections en termes de sièges. Cependant, selon Michael Marsh, politologue au Trinity College de Dublin, le Fine Gael réunirait 72 députés au Dail, chambre basse au Parlement irlandais, soit relativement loin de la majorité absolue de 84

sièges (sur un total de 166). Le Fine Gael compte 51 élus dans la Chambre sortante.

Le vote sanction a aussi semble-t-il profité au parti nationaliste Sinn Féin, qui réalise le meilleur score de son histoire, avec 10,1%. Le Sinn Féin devrait ainsi être à la tête de "14 ou 15" sièges, triplant sa représentation (5 députés actuellement), a calculé le politologue Michael Marsh. Ce résultat serait cependant inférieur aux prévisions d'avant les législatives.

Le parti d'Enda Kenny, 59 ans, serait donc contraint de s'allier à des indépendants ou de former une coalition avec le Labour, une formation de gauche avec qui il a déjà gouverné. Ce parti a remporté 20,5% des voix, selon RTE, soit 38 députés, contre 20 actuellement, a prédit Michael Marsh.

Le Fianna Fail, parti du Premier ministre sortant Brian Cowen, également centriste, ne recueillerait que 15,1% des voix, un chiffre encore plus faible que ce que projetaient les enquêtes avant le scrutin. Le Fianna Fail devrait ainsi voir le nombre de ses députés divisé par plus de trois, ne réussissant à sauver que 20 de ses 73 sièges, selon Marsh, interrogé sur RTE.

Le parti au pouvoir fait ainsi les frais d'un vote en forme d'exutoire à la crise, et de son soutien au plan international de sauvetage de l'île, signé en novembre avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international. Le Premier ministre avait accepté ce programme avec réticence, pliant sous le poids d'un déficit public astronomique (32% du Produit intérieur brut en 2010). Mais l'appel à l'aide de l'étranger a meurtri la fierté nationale, exacerbée dans un pays à genoux.

Le scrutin de vendredi avait ainsi pris l'allure d'un référendum sur le plan, d'un montant de 85 milliards d'euros. Enda Kenny, le leader du Fine Gael, a promis lors de la campagne d'en négocier les conditions les plus contestées et en particulier un taux d'intérêt qu'il n'a eu de cesse de qualifier de "punitif".

Reste que c'est "*une tâche titanesque qui attend le nouveau gouvernement*", avertit samedi l'Irish Sun, sans attendre les résultats officiels qui ne commenceront à tomber que dans la soirée. "*Il devra reconstruire l'économie naufragée par le Fianna Fail. Les responsabilités sur les épaules d'Enda Kenny sont énormes*", ajoute-t-il. (Reuters 26.02)

[Haut de page ↗](#)